

Auditrice : Noémie Gallet
Directrice du mémoire : Elisabetta Bucolo
Année 2016-2017

le cnam

Mémoire de Master 2 : Intervention, développement social, économie sociale et solidaire.

Le système local de participation politique,

Régulations, tensions et dynamiques de l'agir collectif et de la participation à Bagnaux.

Le système local de participation politique : régulations, tensions et dynamiques de l’agir collectif et de la participation à Bagnaux.

Noémie Gallet

Résumé :

Ce travail de mémoire réalisée entre mai et octobre 2017 dans la ville de Bagnaux, tente de décrire le fonctionnement des relations politiques à l’échelle locale, d’ordonner par une méthode inductive les espaces qui composent l’espace public et ses satellites pour comprendre comment se structure le système politique, du niveau le plus privé au niveau le plus institutionnel. Au delà d’une typologie en terme d’espaces, d’arènes ou d’institutions ce travail tente de comprendre comment s’organisent les acteurs au sein de ces niveaux et également entre eux. Cette organisation des parties prenantes semble dessiner une typologie des formes d’engagements encadrée par des univers de justification, des relations sociales normés et des tensions structurantes. L’engagement et le non-engagement pour la participation opposent alors deux groupes dont nous explorerons le fonctionnement : l’un organisé au sein d’un réseau localisé de relation sociale, l’autre dont on a du mal à proposer une sociologie, mais qui semble pouvoir être schématisé.

Remerciements :

Je voudrais remercier les personnes qui m’ont accueilli à la mairie de Bagnaux durant mon stage, mais aussi ceux que j’ai rencontré pendant les entretiens et en dehors : j’ai beaucoup appris grâce à eux. Je remercie particulièrement Coline pour sa force, sa détermination dans son engagement pour la participation, et ses réflexions qui m’ont beaucoup inspirées.

Je voudrais aussi remercier Elisabetta Bucolo, qui a fait preuve d’une grande patience et surtout d’une confiance en moi qui m’a beaucoup aidée.

Table des matières

<u>Introduction :</u>	4
<u>Partis pris méthodologiques et hypothèses :</u>	7
<u>Présentation de la ville :</u>	12
<u>Méthodologie de l'enquête :</u>	14
<u>Problématisation :</u>	15
<u>Partie I : La structuration de l'espace public local : la fonction de médiation des frontières hautes et basses de l'espace public</u>	16
A) <u>La frontière haute : les espaces de médiation institutionnelle</u>	17
<u>Les dispositifs de médiation institutionnelle « classiques »</u>	17
<u>Des espaces peu investis :</u>	18
<u>Les conseils de quartier : une instance en perte de vitesse :</u>	18
<u>De nouveaux espaces de participation</u>	19
<u>Les avis citoyens :</u>	19
<u>L'opération #Pas Sans Vous : le service public hors les murs :</u>	21
<u>Une prise en compte de l'expertise d'usage qui se généralise :</u>	21
<u>Relations et tensions avec l'espace politique, le système institutionnel</u>	22
<u>Efficacité et légitimité de ces espaces : une tension continue avec le système politique local :</u>	23
<u>Aller vers et faire avec : réinventer ses pratiques, décroïsonner, transversaliser... Injonction, boîte noire ou éthique véritable de l'action publique ?</u>	25
<u>Un espace politique local lui-même en tension au sein d'un espace métropolitain de plus en plus hétéronome : Des marges de manœuvres réduites :</u>	26
B) <u>La frontière Basse : les arènes civiles</u>	28
<u>L'espace d'interconnaissance, des lieux pour être ensemble</u>	28
<u>Les espaces informels de sociabilité de la société civile</u>	29
<u>Les festivités, temps d'exaltation de la solidarité et de rencontres entre habitants, élus et militants</u>	29
<u>L'espace de médiation sociale associatif : différents niveaux de médiation</u>	30
<u>Des associations ou collectifs culturels et sportifs, des entités très fortes d'agir collectif sur la ville :</u>	30
<u>Des associations ou collectifs plus orientés vers le plaidoyer et l'interpellation politique :</u>	31
<u>Un espace de médiation politique : La section du parti communiste</u>	32
<u>Un espace historique de mobilisation et d'action collective :</u>	32
<u>La Fonction politique du parti communiste :</u>	32
<u>Relations et tensions avec l'espace de médiation institutionnelle</u>	33
<u>Une mairie volontariste dans le soutien à ces espaces, une frontière ambiguë</u>	33

<u>La politique de soutien aux associations</u>	34
<u>Une ligne de tension qui ne recoupe pas système institutionnel face à système civil mais plutôt en termes de culture, et perception</u>	34
C) <u>Un espace public a construire</u>	34
<u>Des dispositifs participatifs événementiels, peu accessibles et inclusifs</u>	35
<u>Des espaces apparemment fragmentés, peu accessibles et sans instance transversale</u>	35
<u>Le budget participatif, un espace physique permettant de relier les acteurs de la frontière haute et basse</u>	36
<u>Le fonctionnement du Budget participatif à Bagneux :</u>	36
<u>Un temps fort aux nombreuses potentialités :</u>	37
<u>Conclusion :</u>	38

PARTIE II : Les dynamiques, stratégies collectives et univers de signification qui régulent ces espaces.....39

A) <u>Des espaces sous-tendus par un réseau d'interconnaissances :</u>	39
<u>Dépasser les catégorisations opérateurs institutionnels et habitants</u>	40
<u>Un réseau structuré : interconnaissances, réciprocité et dynamique collective : des niveaux qui communiquent entre eux, essaient, se déversent les uns dans les autres et s'alimentent mutuellement</u>	41
<u>Des engagements cumulés, quand les figures se confondent :</u>	41
<u>Un réseau de relation localisé : le capital d'autochtonie</u>	43
<u>« Le petit village » : une lecture spécifique des relations sociales locales</u>	43
<u>Un réseau inclusif ?</u>	45
<u>Les espaces frontières de l'espace public : des lieux de socialisation :</u>	46
B) <u>Les formes d'engagement et de postures des acteurs de la médiation</u>	46
<u>Différents niveaux et parcours d'engagement chez les opérateurs institutionnels</u>	46
<u>Au sein de l'administration de la ville : des postures professionnelles plus ou moins favorable à l'engagement pour une ville participative</u>	47
<u>Différents profils d'engagement chez les élus :</u>	48
<u>Quelle appropriation possible de cette pratique du « aller vers » dans un système institutionnel hétéronomique : la figure de l'engagement contraint</u>	49
<u>Différents niveaux et parcours d'engagement chez les habitants</u>	51
<u>Un continuum du simple bénévolat à la participation active dans de multiples espaces par l'intégration au réseau d'autochtonie</u>	52
<u>Des déterminismes de l'engagement ? une culture de la participation ?</u>	53
<u>L'engagement sur le mode projet ou pour le projet politique ?</u>	53
- <u>Une quête de ressources matérielles et symboliques qui pousse à la mobilisation</u>	54
<u>Une lutte pour la reconnaissance :</u>	54
<u>Une quête de ressources matérielles, institutionnelles et sociales la figure du chasseur :</u>	55
<u>S'engager pour les enfants :</u>	56
<u>Un facteur fondamental de l'engagement : la confiance</u>	57

C) Un univers de signification et de légitimation morale partagé.....	58
<u>Récit et imaginaire collectif :</u>	58
<u>Être balnéolais, une source de fierté qui contribue à l'identité :</u>	59
<u>Un conflit entre le passé et l'avenir, l'héritage politique en danger</u>	60
<u>« Le symbolisme de l'autochtonie »</u>	61
- <u>Culture du service public et Ethique de l'engagement : deux modes de justification</u>	62
<u>La culture du service public à Bagneux dans une mairie humaine :</u>	62
<u>Ethique de l'engagement citoyen :</u>	62
<u>Un récit collectif a inventer pour l'avenir</u>	63
<u>Une tension entre immobilisme et changement</u>	63
<u>Comment partager cet héritage avec les nouveaux habitants en les y intégrant ?</u>	63
<u>Conclusion :</u>	64

PARTIE III Aller-vers et faire avec, quand les acteurs de la médiation se confrontent aux autres « habitants »: quels facteurs décisifs pour l'avenir ?

.....	65
<u>A) Ces « autres », les allochtones qu'on ne parvient pas à attirer vers les frontières de l'espace public : du côté des déçus, des sceptiques et des indifférents de la participation</u>	66
<u>De nouvelles populations, consilier dynamique participative et Mixité externe : comment s'intégrer à un collectif bien structuré : des niveaux plus accessibles que d'autres ?</u>	66
<u>Intégrer sans chasser ceux qui sont là</u>	67
<u>L'action point de départ, celle qui fait blocage, celle qui séduit :</u>	67
<u>Univers de justifications et répertoires d'action de ceux qui ne s'engagent pas, dépasser la justification par l'individualisme, l'attentisme ou l'égoïsme</u>	67
<u>Une relation compliquée à ces « autres »</u>	68
<u>Quelques figures de ces autres, du sceptique au débordé</u>	68
<u>Des réseaux parallèles au réseau principal</u>	70
<u>Freins et blocages de l'engagement</u>	72
<u>Les barrières à l'entrée :</u>	72
<u>La peur de l'instrumentalisation :</u>	72
<u>Participer : pour quel résultat ? Fausses promesses, conflit permanent :</u>	73
<u>Des conflits interpersonnels qui freinent l'engagement :</u>	74
<u>B) L'injonction au aller-vers, la participation sociale : véritable urgence pour la démocratie ?</u>	74
<u>Faire moins mais mieux : valoriser ceux qui sont déjà là</u>	74
<u>Le « brouahaha » participatif : un manque de lisibilité de ce qui existe</u>	74
<u>Etre fier de l'ordinaire, préserver ce qui existe</u>	75
<u>Une injonction qui pèse sur les classes populaires : le contre-exemple argentin</u>	76
<u>la participation, une attente sociale socialement orientée ?</u>	77
<u>Le contre-exemple argentin :</u>	78
<u>C) Prospective : quels scénarios envisageables pour l'avenir</u>	79

<u>Scénario 1 : Conquête matérielle et symbolique du pouvoir par la métropole et résistance du réseau d'autochtonie</u>	79
<u>Scénario 2 : Accentuation de la modernisation de l'action publique, une stratégie participative pour attirer et légitimer les bouleversements de la ville : la participation comme stratégie électorale</u>	80
<u>Scénario 3 : Du « fief » à la ville « modèle » Hybridation du modèle de gestion communal populaire à un registre d'action d'économie solidaire co-construit</u>	81
<u>Bibliographie :</u>	83

« Le domaine public, monde commun, nous rassemble, mais aussi nous empêche de tomber les uns sur les autres. Ce qui rend la société de masse si difficile à supporter, ce n'est pas, principalement du moins, le nombre des gens ; c'est que le monde qui est entre eux n'a plus le pouvoir de les rassembler, de les relier, ni de les séparer (...) n'étant plus séparées, mais n'étant plus reliées non plus, par quoi que ce soit de tangible. »¹

Introduction :

En 1970, dans le quartier de l'Alma-Gare à Roubaix, se déroule une bataille populaire historique pour l'affirmation de la figure de l'habitant, comme interlocuteur légitime des institutions, comme force collective capable de co-produire et co-construire les décisions qui affectent son environnement. Contre la destruction annoncée de leur quartier: immigrés, parents, militants chrétiens de gauches, activistes ou maoïstes issus de ce quartier créent l'Atelier Populaire d'Urbanisme. Cette organisation, auto-gestionnaire, basée sur un quartier avec une forte culture de mobilisation et d'organisation collective, va permettre d'inverser le rapport de force, avec le mot d'ordre « *Finis les secrets, les projets établis en atelier clos, les décisions unilatérales qui orientent le destin des citoyens* »². L'expérience de l'Alma Gare de Roubaix, de ses coopératives de bâtiment et de menuiserie, de son imprimerie, de son restaurant communautaire, de ses manifestations spectaculaires, de sa régie technique et de ses gardiens-habitants ; l'histoire de cette expérimentation politique ancrée dans un territoire portée par un collectif d'habitant d'origines diverses, est un des symboles qui a inspiré la politique de la ville. L'alma-Gare c'est le quartier qui a vu les « sans-voix » s'affirmer comme interlocuteur politique légitime, autonome et compétent. C'est la démonstration qu'il existe des espaces de résistance et d'élaboration d'alternatives sociales, politiques et économiques : des formes de démocratie où chacun a le droit de participer à la mise en œuvre et au contenu des décisions et particulièrement les classes populaires.

Cette question de la participation politique, d'une démocratie qui ne soit plus seulement que représentative mais qui offre des marges de médiation aux publics, n'a pas tant progressé depuis l'Alma Gare. L'APU n'a pas été le point de départ d'une mobilisation d'ampleur des habitants des quartiers populaires, ni le point de départ d'une nouvelle relation des décideurs politiques à leurs « administrés ». Le débat se pose depuis de manière récurrente.

Aujourd'hui, tout autant que lorsque Hubert Dubedout rédige le rapport « Ensemble refaire la ville »³ en 1983, la question de la participation politique des habitants des quartiers reste une interrogation centrale pour la démocratie, « *l'habitant est le réceptacle d'un problème aigu de la société.* » (Dubedout, 1983, dans Monbeig, p.30). Mais si l'ordre social local demeure inégalitaire voire xénophobe, et que le pouvoir semble concentré dans les mêmes mains, les dynamiques et les voix qui s'élèvent pour appeler au changement sont nombreuses. Nous sommes saisis par le

1 ARENDT H., « Condition de l'Homme moderne », Calmann-Lévy, Paris, 1961

2 Journal de L'APU

3 Dubedout, « Ensemble, refaire la ville », rapport au premier ministre du président de la commission nationale pour le développement social des quartiers, 1983.

décalage entre le débat social, la centralité du concept de participation affiché dans les politiques publiques et le pessimisme qui se dégage dans les analyses sur son application. « *Il n'existe pas vraiment de nouvelles pratiques en matière de participation des usagers ou habitants des quartiers sensibles. Les changements annoncés reposent souvent sur d'anciennes « histoires » habillées de concepts nouveaux. C'est ce qui en produit la légende (Alma gare de Roubaix) et l'illusion de leur pertinence* » (Monbeig, 2007, p.29). Pourtant, les sciences sociales et politiques cherchent à comprendre les conditions de mise en œuvre de cet idéal participatif, et il n'est pas question de l'abandonner à ses dévoiements. Les agents, citoyens, militants, parents, que nous avons rencontré dans le cadre de notre enquête à Bagneux, mènent un travail quotidien sans relâche, qui malgré les frustrations ne perd pas en intensité. Nous voulons rendre une part de l'admiration ressentie face à cet engagement individuel et collectif que nous avons observé à des multiples niveaux et tenter de chercher dans quels mécanismes il s'inscrit : qu'est-ce qui pousse à l'agir collectif, à la participation dans l'espace public ?

Si la question des formes d'engagements et des répertoires d'action collective dans lesquels elles s'inscrivent se pose pour tout le corps social, au travers par exemple du déclin de la participation aux élections, de la crise de confiance généralisée dans les institutions et de la désaffection des espaces historiques de mobilisation (partis et syndicats) ; la question des formes de participation politiques des classes populaires nous semble d'autant plus problématique. Ce qui se passe dans les quartiers, là où se concentre la pauvreté, l'anomie, la désaffiliation est emblématique des problèmes que la question sociale⁴ pose à la démocratie.

« C'était le plein emploi, ça compte énormément, quand on a le plein emploi et qu'on est organisé au sein du monde du travail, ça ouvrait des horizons différents, ça ouvrait sur les autres, ça créait de l'entraide et de la solidarité. Aujourd'hui c'est plus évident, on a perdu énormément dans les quartiers à ces moments là. »⁵

L'analyse de ces situations extrêmes permet d'éclairer les dangers de la tendance générale au recul de l'idée républicaine et de la société salariale, mais elle permet aussi de mettre à jour, par certaines formes de résistance : des pratiques politiques et économiques d'avenir. Par ailleurs, les problématiques qui se posent aux classes populaires doivent-être reliées aux dynamiques du reste de la société, les quartiers populaires ne sont pas hermétiques au reste de la société, ce qui s'y produit permet d'éclairer la question de l'engagement des classes moyennes, des urbains, des ruraux ou des jeunes...

Le concept de participation politique renvoie à un ensemble tout à fait hétérogène de pratiques politiques. Elle correspond à « *l'ensemble des activités, individuelles, ou collectives, susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique.* » (Braud, 2008, p.442), ainsi la participation peut-être entendue comme référentiel de politique publique, comme un instrument institutionnel, mais aussi comme le résultat de la mobilisation des citoyens. Le concept

⁴La question sociale a été définie par Castel comme « *une aporie fondamentale sur laquelle une société expérimente l'énigme de sa cohésion et tente de conjurer le risque de sa fracture. Elle est un défi qui interroge, remet en question la capacité d'une société (ce qu'en terme politique on appelle une nation) à exister comme un ensemble lié par des relations d'interdépendance.* » Robert Castel, « Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat », Paris, Fayard, 1995, p. 18.
⁵ Verbatim issu d'un entretien avec un élu, engagé sur la ville de Bagneux, juillet 2017

est donc marqué par sa « polyvocité » (Bacqué, Mechmache, 2013, p.17). Le terme est ambigu, non seulement par sa signification politique, mais également par ses applications possibles qui se distribuent sur une échelle de la participation qui va de la simple information des citoyens, en passant par la consultation voir la concertation. Un citoyen qui participe est autant celui qui vote, que celui qui s'intéresse à l'actualité politique jusqu'à celui qui s'engage dans les arènes publiques, participe à des campagnes, etc. Mais justement, n'est-ce pas là l'intérêt du concept ? Réunir en un seul vocable, plusieurs sphères, acteurs, pratiques et les faire converger vers un horizon commun : la démocratie participative ? C'est-à-dire un système où autant l'action institutionnelle que l'engagement citoyen sont déterminants pour la démocratie et les décisions ? C'est justement ce qui nous intéresse dans cette notion. La participation recouvre plusieurs enjeux : un enjeu fonctionnel de transformation des services publics, des projets voir des institutions, mais aussi un enjeu social, pour lutter contre l'isolement et créer du collectif, c'est-à-dire un enjeu pour que les citoyens se réapproprient ce qui est politique pour « réinventer la démocratie » (Ibidem. p.20). La participation réunie dans un même mouvement une foule d'acteur, de groupes, c'est le résultat de cette rencontre qui nous intéresse.

L'étude de la participation à l'échelle locale est d'autant plus intéressante que le local est le lieux des sociabilités, d'une forme de socialisation et de relation politique particulière. Nous empruntons à Denis Merklen le concept d'inscription territoriale, qui relie politicalité et sociabilité. La sociabilité correspond au système relationnel, de coopération, de solidarité entre les individus au sein de leurs groupes sociaux. La politicalité est la condition politique des individus et des groupes sociaux, elle peut recouvrir la culture politique, ainsi qu'un ensemble des pratiques politiques. Elle regroupe également toutes les formes de mobilisation (pour la survie, la reconnaissance, la sécurité sociale, l'amélioration des conditions, la défense d'acquis sociaux...), le rapport aux gouvernements et aux institutions (participation institutionnelle et quête de ressource) et les formes de socialisation politique (les actions partisanses) (Merklen, 2009). Merklen préfère parler de « politicalité » que de « rapport au politique » car cette expression induit de l'extériorité (Ibidem, p.265). Il ne s'agit pas d'une donnée figée : elle évolue puisqu'elle est le fruit de la socialisation politique. Par ailleurs, il insiste pour que la politicalité ne se résume pas à la citoyenneté. Elle caractérise également les formes négociées du politiques, et peut donc aller du clientélisme à l'expression d'une citoyenneté « idéale ». Ce que nous trouvons intéressant dans le concept d'inscription territoriale développé par Denis Merklen, c'est qu'il montre que la dimension politique est « *inextricablement confondue* » à la vie sociale, à la sociabilité (Ibidem. p.24) : que la solidarité locale constitue « *l'infrastructure sociale du rapport du quartier au système politique* » (p.65). Ainsi « *sociabilité et politicalité évoluent ensemble* » (Ibidem.p.136). Cela fait écho à notre ambition initiale : nous avons cherché à dévoiler l'existence ou non d'une relation entre un sentiment de solidarité entre les habitants d'un territoire et l'agir démocratique sur ce territoire, à analyser ce qui ressort de la confrontation entre des espaces institués de participation et des espaces autonomes de sociabilité. En résumé nous cherchions à comprendre le chemin qui va du privé au public. Le lien entre sociabilité et politicalité est-il un lien causal ? l'existence de lien sociaux est-elle une condition de l'investissement dans l'espace public ? On le verra, le système politique local, paraît imbriqué dans un système de sociabilité, sans pour autant être conditionné par son existence. Il ne sera pas question de chercher l'existence d'un déversement, du social vers le politique, mais d'étudier à travers une démarche inductive ce qui se produit au niveau privé jusqu'au niveau public et également ce qui se passe entre ces niveaux. Et

même à travers notre enquête nous avons mis à l'épreuve ces catégorisations, pour voir si ces abstractions tiennent en pratique : y a-t-il deux espaces, séparés l'un de l'autre avec d'un côté les relations sociales privées et de l'autre le système de participation politique ? Nous montrerons qu'il existe plutôt un noyau central d'acteur, qui partagent un répertoire de justification, des relations sociales, des pratiques, etc. et qui s'opposent dans le discours, au reste des habitants qui semblent inaccessibles.

Ainsi donc, nous voulons travailler sur les registres de l'engagement, sur les stratégies qui parfois le sous-tendent, sur la manière dont les acteurs le justifient, sur les modes d'action collectives et individuelles possibles dans l'espace public. En bref : comment ça fonctionne ? Y a-t-il deux sphères, l'une civile, l'autre institutionnelle qui s'affrontent ? Avec d'un côté les « opérateurs » et de l'autre les habitants ou plutôt d'un côté un ensemble d'acteurs « prescripteurs » de la participation, et de l'autre le reste des habitants ? Comment dessiner un schéma théorique, qui permette de comprendre ce qui se joue dans l'espace public ?

Partis pris méthodologiques et hypothèses :

Nous faisons plusieurs hypothèses et prenons quelques orientations. Notons une première difficulté : comment observer la participation politique des citoyens en se détachant d'une vision pessimiste en terme de pouvoir, de domination et de stratégies ? Sans nier les déterminismes et les pressions qui surplombent les comportements politiques, comment ne pas réduire l'analyse à une confrontation insurpassable d'intérêts individuels ? D'abord, nous considérerons que l'état de l'espace public, résultat de la participation politique, ne dépend pas uniquement des « opérateurs institutionnels » c'est-à-dire des techniciens, élus et travailleurs sociaux (Monbeig, 2007). L'état de la démocratie ne découle pas seulement de l'élaboration de politiques publiques. Nous pensons que les acteurs civils, les citoyens et habitants peuvent avoir un rôle tout au tant important. Il ne s'agit pas seulement de poser la question aux acteurs institutionnels pour leur dire quoi améliorer : c'est une question qui peut tout autant intéresser la société civile. Pour Habermas, la crise de l'Etat-providence ne peut être résolue que par « *un rapport transformé entre, d'une part, les espaces publics autonomes et, de l'autre, les sphères d'action, régulées à travers l'argent et le pouvoir administratif* » (Habermas, 1979, p.158, cité par Hillenkamp et Laville, 2013, p.295). Ce mouvement de « *socialisation spontanée* » des espaces publics autonomes doit être complété par une « *socialisation stimulée par l'Etat qui doit chercher à solliciter la participation des citoyens dans les services publics et les décisions (...) Seul un Etat solidaire pourra renforcer et épauler une société solidaire et réciproquement* » (Ibidem, p.295). Cette réflexion ne s'adresse donc pas qu'à des professionnels de l'ingénierie participative : techniciens de l'administration ou cadres associatifs, elle concerne tout autant les bénévoles, citoyens, habitants concernés, dont l'engagement est certainement aussi décisif qu'une politique volontariste.

Egalement, le principe du choix rationnel supposerait que les discours des acteurs ne soient que des stratégies, que les justifications qu'ils donnent de leurs comportements masquent des motivations égoïstes et ne puissent donc pas être prises au sérieux. Nous avons donné une place importante dans notre enquête à la parole, aux discours et aux justifications des personnes rencontrées. La théorie des Cités et des Mondes sociaux de Boltansky et Thévenot (Boltanski, Thévenot, 1991) permet de redonner une place à l'analyse des justifications des acteurs. Cette sociologie propose de considérer

que les acteurs ont des compétences morales et qu'ils cherchent constamment à se mettre d'accord sur une justification morale, publique, des normes et comportements dans l'espace public. Nous chercherons donc à identifier ces registres et logiques de justification et à ne pas les évacuer, l'outillage argumentaire utilisé dans l'espace public lors de la délibération, les arguments donnés pour justifier de son engagement, sont des échanges majeurs pour l'entretien du lien politiques, ils permettent de faire société. Nous tenterons donc de faire une plus grande place dans l'analyse à la description du système d'interaction entre les personnes qui déploient des registres de justification de leurs comportements en fonction d'une situation sociale spécifique, celle de l'espace public qui implique que l'on se réfère à des principes supérieurs communs : des « cités ».

La notion d'espace public théorisée par Habermas puis complétée par de nombreux auteurs est également l'une de nos orientations. Il s'agit d'un concept heuristique majeur pour comprendre nos sociétés démocratiques modernes et en saisir les spécificités. Nous voulons proposer ici un bref retour sur la notion et sur les concepts qu'elle recouvre. L'espace public est le cadre immatériel ou matériel qui permet la rencontre, la relation entre trois sphères aux intérêts spécifiques : l'Etat, dont les espaces publics sont fondés sur le pouvoir ; l'économie de marché fondée sur l'argent, qui s'investit dans des espaces stratégiques d'influence ; et enfin la société civile qui s'organise au sein d'espaces publics qui peuvent être autonomes et développe « *une culture et une sociabilité civique* » (Cattani, Laville, 2006, p.360). Ces trois pôles d'organisation sociale sont en interrelation. Ainsi l'espace public, au sens générique, est la « *matrice de la communauté politique* » (Laville dans, Lafore (dir.), 2016, p.157) : ce cadre abstrait, qui permet de matérialiser les relations entre la sphère publique et la sphère privée, semble être le concept adapté pour caractériser ce que nous recherchons et pour comprendre comment l'on passe du privé au public. Finalement, « *la notion d'espace public viendrait alors désigner ce lieu intermédiaire entre société civile et état ou entre le privé et le politique : elle serait un espace de l'entre deux* ». (Chardel, Frelat-Kahn, Spurk, 2015, p12).

Analyser ce qui se joue au sein de l'espace public implique ainsi de chercher à mettre au jour le cadre de la délibération de la formation de l'opinion. Comment exprime-t-on la critique ? Son avis ? Quels sont les spécificités d'un discours prononcé dans l'espace public ? Inspiré par Kant, qui pose comme principe moral la nécessité pour les Hommes de faire un « *usage public de leur raison* », Habermas a étudié le principe de publicité, *Öffentlichkeit*, dans les cercles bourgeois du XVIIIème siècle « *caractérisés par la présence de personnes privées faisant un usage public de leur raison* » (Canabate dans Chardel, Frelat-Kahn, Spurk (et AL.) 2015, p.170). Il réaffirme la nécessité d'un usage critique et public de la raison et nous dit que la raison émane elle-même de la discussion collective. Ce sont les conditions du débat et la discussion qui déterminent la légitimité d'une décision. Ce principe normatif est fondateur puisqu'il est la condition de bon fonctionnement de l'espace public. Les conditions du débat et de la délibération constitue le cœur de ce qui est étudié dans la théorie de l'espace public d'Habermas. Dans l'espace public : comment rend-t-on public ? Ce principe de publicité, de débat, est ce qui permet à l'état de droit d'être démocratique.

L'intérêt d'Habermas pour notre enquête est qu'il insiste sur l'importance de la communication, du débat, de la rencontre entre les acteurs, pour expliquer le compromis politique démocratique. Habermas va opposer un autre pouvoir, à celui théorisé par Weber, de la domination d'un pouvoir rationnel légal qui s'illustre par le fonctionnement bureaucratique dont les actions sont guidées par la seule recherche d'efficacité et de résultats économiques (plutôt que selon des principes moraux). Ce pouvoir c'est celui du « *pouvoir communicationnel* », théorisé par Hannah Arendt. Pour cette

dernière, tout individu possède un pouvoir d'agir collectif et donc un pouvoir politique. Dès qu'il cherche à débattre d'une question ou d'un problème commun avec d'autre, il est politique et exerce son « *pouvoir communicationnel* ». Ce pouvoir « *d'être ensemble* » est caractérisé par un échange et une réciprocité entre « *une pluralité d'égaux* » (Laville, dans Lafore (dir.), 2016, p.156). La théorie d'Habermas permet donc de revaloriser la place des individus, qui sont pensés comme acteurs de l'organisation politique et non plus comme simple électeurs, passifs et dominés. Ainsi, le cadre d'analyse de l'espace public a pour intérêt de dépasser une conception de l'Homme comme étant « *rationnel égoïste* ». Habermas permet de penser que les subjectivités individuelles se construisent dans l'interaction, et qu'alors le processus social de confrontation et de négociation est producteur de changement dans les perceptions et les points de vue des individus ; que c'est par la rencontre, en suivant des attitudes démocratiques respectueuses du principe de publicité, que l'on construit la raison. Cela redonne une valeur, une finalité aux espaces de délibération, en mettant de côté le pessimisme qui dit que tout est en quelque sorte *joué d'avance*.

L'espace public, sous-tendu par une communauté morale, est le lieu où se montrent nos grands principes démocratiques à caractère moral comme celui du bien commun ou de la volonté générale, de solidarité, de civisme. Il est aussi le lieu où naît et se développe notre sentiment d'appartenance à un collectif et se développent les liens sociaux. Pourtant, il convient ne pas le réduire à une expression idéalisée de ce à quoi devrait ressembler un espace public démocratique. C'est un espace « *saturé de rapport de pouvoir et de domination* » (Chardel, Frelat-Kahn, Spurk, 2015 p.12) dont l'accès est limité par la nécessaire maîtrise de code de conduites et pratiques langagières spécifiques, qui ne sont pas accessibles à tous. Le principe de publicité décrit par Habermas, correspond à celui d'un espace public bourgeois. Cet espace public bourgeois, qui plus est masculin, est dénoncé comme « *une synthèse sociale illusoire* » (Negt, 2007, p.116 cité par Canabate, 2015, p.172), bien différent de celui qui pourrait être composé par les masses et une société civile hétérogène. Cette critique (avec l'apport de Nancy Fraser par exemple, puis d'Habermas lui même) a permis d'introduire une analyse en terme de rapport de force et de domination. Inspiré par l'école de Frankfurt, Habermas met en garde sur la tension constante entre l'espace public de la société civile et les intérêts privés qui manipulent le débat à travers le système de l'industrie culturelle en tentant d'imposer des modes de vie et des pratiques économiques aux individus. Néanmoins, les espaces publics autonomes de la société civile, qui doivent résister aux manipulations des deux premiers, sont eux même traversés par des tensions et dominations internes.

Les espaces autonomes de la société civile sont multiples. Ce sont des arènes, plurielles, hétérogènes, de différentes tailles : formelles ou informelles, il est intéressant d'en comprendre les spécificités. Le plus souvent marquées par la proximité, ces arènes peuvent néanmoins être numériques et transnationales, émaner des mouvements sociaux, être des espaces oppositionnels, ou encore émaner des associations. Le changement est ascendant dans ces espaces : il part des individus pour se généraliser progressivement et se faire entendre ensuite aux sphères politiques, dans un mouvement qui prendrait sa source dans le territoire, au niveau local. La notion de contre-espace public développée par Negt permet d'élargir l'analyse de ces espaces, en s'intéressant non seulement à la délibération et à la discussion mais aussi aux pratiques associées. Selon lui, l'espace public ne doit pas être réduit à un processus discursif sans quoi il perd sa portée libératrice. La démocratie doit aussi s'adresser aux affects et aux visions de l'avenir. Autrement, la formation des opinions ne peut avoir de portée libératrice. Il prend notamment l'exemple des espaces oppositionnels grecs et européens. S'ils discutent des problématiques liées à leur contexte socio-économique, ils ont également mis en place des actions de bénévolat, des coopératives, des monnaies locales, des systèmes d'échange locaux, de formes auto-gestionnaires de réappropriations d'espace concrets etc. C'est en ça que les espaces autonomes de la société civile sont matériels. Cette importance de l'analyse du faire, de ce qui se passe dans l'action et pas seulement dans les discours et la délibération nous guidera tout le long de l'enquête.

Nous chercherons donc à analyser la participation et l'agir collectif au sein des arènes : les frontières « basses » de l'espace public, et également à comprendre les conditions de délibérations dans les frontières « hautes » de l'espace public, Celles qui sont contrôlées par le système institutionnel. Cette attention à tout ce qui gravite autour de l'espace public nous permettra de déployer une analyse en terme de continuum, qui part du domestique, pour aller jusque dans les espaces les plus institutionnels, les plus politiques : et qui s'intéresse non seulement aux discours, mais aussi aux pratiques, actions et à tout un ensemble de contraintes, tensions et normes sociales qui orientent ces espaces.

Ensuite, afin de pouvoir caractériser ce qui se passe dans des espaces informels, civils qui s'éloigne de l'idéal délibératif de l'espace public tel que nous l'avons présenté, nous choisissons d'adopter une définition « extensive » du politique, qui dépasse l'espace public « *Pour ce penseur [Claude Lefort] la politique, c'est-à-dire la mise en œuvre du pouvoir, objet disciplinaire construit par la science politique et la sociologie politique, n'est qu'une faible partie du politique défini comme la « mise en forme », c'est-à-dire précise Lefort, « la mise en scène et et la mise en sens » qui institue le social (Lefort, 1986, p.256-258).* » (Dacheux, 2003, p.198). Par exemple, la violence ou l'émeute sont des expressions du politique en tant qu'elles témoignent d'une lutte pour la reconnaissance. Merklen suggère cette idée dans son livre « Quartiers populaires, quartiers politique » : il y dénonce l'erreur des sciences sociales de croire que seule la projection vers l'avenir relève du domaine politique et qu'agir pour répondre à un besoin soit une expression du social uniquement. Ces formes de participation, d'actions collectives constituent la politicalité des individus. Il met par ailleurs en garde contre l'impensé méthodologique de la citoyenneté comme concept « *univoque et immanent* » (Merklen, 2009, p.210), qui conduit à en faire la figure centrale de la politicalité, et à exclure donc une partie grandissante de la société de ce qui est « politique », afin d'autonomiser le politique du social et de n'accepter que le citoyen qui s'engage au nom du bien commun et de l'intérêt général. Nous partageons l'idée qu'on ne peut pas uniquement penser le politique sous sa forme idéale, et qu'il faut analyser ce qui se passe en dehors des cadres politiques « établis ». Notre « idéal » politique républicain se fonde sur une relation directe entre l'État, garant de l'intérêt général, et le citoyen, qui garantit dans cette relation son investissement, en laissant de côté ses intérêts particuliers. Notre matrice républicaine française repose sur cette aporie, cette relation fantasmée, très loin de la démocratie vécue par la majorité. Pourtant, il nous semble être un acquis de la culture civique que la citoyenneté doive se situer au dessus des passions et des intérêts, pour garantir un agir communicationnel, motivé par « un devoir » citoyen, plus « noble » qui tend à se rapprocher au maximum de l'intérêt général. Mais tout autant, penser une communauté politique sur des fictions et idéaux, à la manière de l'espace public « bourgeois » habermasien, qui ne tiennent pas en pratique, n'est pas non plus sain pour l'avenir démocratique. Il faut dès lors engager un travail pour mettre en pratique un système démocratique pragmatique qui ne renonce pas pour autant à se rapprocher toujours plus prêt de l'idéal philosophique qui l'a vu naître. Ainsi nous tenteront d'adopter la proposition méthodologique de Denis Merklen : « *Pour sortir de l'impasse et ne pas tomber dans la reproduction d'un débat vieilli, nous proposons d'explorer un point de vu méthodologique que beaucoup qualifieraient peut-être, d'extrême. Il consiste à ignorer ou, si on préfère, à mettre entre parenthèse, toute séparation nette entre ce qui est catégorisé comme « politique » et ce qui serait classé en deça ou au-delà du politique, « apolitique », « non-politique », « pré-politique », etc.* » (Ibidem, p.301). Il s'agit ainsi de comprendre tout autant les formes « conventionnelles » de la participation, que les formes « non-conventionnelles », situées aux marges.

Le terrain de recherche :

Nous avons donc choisis d'observer un système de participation politique à une échelle locale afin de pouvoir analyser les différents niveaux d'interactions, de rencontres et pour pouvoir construire une typologie d'acteurs, d'objets et d'espaces qui constituent ensemble la communauté politique. Notre terrain de recherche se situe donc à une échelle locale, non seulement parce que la proximité est une donnée majeure de la participation, mais également par pragmatisme, pour pouvoir conduire une enquête qualitative inductive qui puisse saisir de manière détaillée ce qui gravite au sein d'un espace public multidimensionnel.

Plusieurs raisons nous ont conduit à choisir la ville de Bagneux. D'abord parce que c'est une ville relativement moyenne, au treizième rang des 26 communes du département en terme de superficie. Ensuite car c'est une commune populaire : la question de la politicité des classes populaires étant un de nos questionnements principaux. Enfin parce que c'est une commune de gauche et nous voulions éviter d'avoir à enquêter dans une ville où la municipalité est dans une opposition frontale et systématique avec la société civile, car nous avons pensé qu'il était plus simple d'accéder à tous les niveaux politiques dans une ville avec une unité relative et une certaine dynamique partenariale. A Bagneux, l'échelle d'analyse que nous avons choisie, est donc la ville, non seulement comme entité géographique, mais aussi comme entité politique en tension dans un territoire métropolitain. Nous considérons Bagneux comme un ensemble d'habitants associés dans une « communauté politique » qui les protège d'un certain nombre de dynamiques comme la désaffiliation et la grande pauvreté. Ces acteurs ont intérêt à faire corps ensemble et à s'engager mutuellement au sein d'espaces communs. L'échelle communale nous paraît donc cohérente à ce niveau et n'est pas seulement une échelle administrative, Bagneux est un territoire vécu qui fait sens pour ses habitants. Nous avons également choisis de ne pas limiter notre analyse à une arène, à une sphère ou à l'autre, pour pouvoir saisir les circulations entre ces « sphères » et questionner leur pertinence, car on le verra elles finissent par se confondre. Bien qu'il aurait été plus simple et sûrement plus précis de sélectionner trois espaces, tels qu'une association, un dispositif participatif et un événement municipal, cela n'aurait pas permis comme nous le souhaitons de comprendre les flux, les circulations et les échanges multiples qui ont lieu au niveau de la ville. D'ailleurs, lors de l'enquête exploratoire, nous avons compris que circonscrire l'analyse artificiellement à quelques niveaux aurait été réducteur, puisque les acteurs des différentes sphères cumulent les positions au sein d'un réseau où les fonctions des uns et des autres se confondent.

Présentation de la ville :

Bagneux est une commune populaire, de 4,2km² située dans les Hauts de Seine, le deuxième département le plus riche de France après Paris, mais c'est l'une des villes les plus pauvres du département. Avec presque 39 000 habitants, Bagneux est la ville la plus jeune du département. Le revenu moyen par ménage est plutôt faible, moins de 30000 euros par an (revenu médian de 2011 par habitant : 28 286 €). La majorité des actifs sont employés : plus de 35% en 2012, la proportion de catégories professionnelles les plus aisées, les cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS), reste faible mais augmente (En 2011 ils étaient 11%). Le taux de chômage est également supérieur à la moyenne nationale : il est de 16,2% sur la ville, et est particulièrement marquant chez les jeunes. Le mode d'habitat est relativement homogène, il y a 78% de locataires et presque 70% de logements sociaux. Mais cette proportion est assez préoccupante pour la ville qui prévoit un «

rééquilibrage de peuplement » et souhaite réduire la part de logements sociaux à 50% afin de pérenniser l'action municipale et limiter son déficit budgétaire chronique.

Bagneux est au cœur d'un territoire en mutation urbaine, dans le cadre de la métropolisation et de la réalisation du Grand Paris. De nombreuses dynamiques tendent à bouleverser son organisation urbaine et sociale. L'ensemble des Hauts-de-Seine s'engage dans de grands chantiers de construction pour parer au déficit de logement d'une région très attractive, mais la répartition du parc HLM en Ile de France demeure problématique. En effet, les villes limitrophes ne respectant pas la loi LRU (portant à 20% la part de logements sociaux obligatoire par ville), Bagneux est confronté à une demande croissante de logements sociaux : la demande très forte provient de personnes extérieures à la ville, de l'accroissement naturel de sa population ainsi que du besoin de relogement suite à des démolitions de HLM. Le visage de la ville se transforme avec la métropolisation : deux nouvelles gares stimuleront l'activité sur le territoire. L'ensemble de la ville attire de plus en plus les investisseurs, de nouveaux quartiers sont construits. Le Sud de la ville a déjà connu plusieurs chantiers de rénovation d'ampleur, notamment aux Tertres et aux Blagis, où les grands ensembles ont été détruits. Le nord de la ville s'engage à son tour dans une Opération de Renouvellement Urbain d'ampleur. D'une ville très populaire, d'abord ouvrière, elle s'ouvre sur une région en mutation et sur une nouvelle population, désormais dominée par le secteur des services. Mais ce développement se fait dans un soucis permanent d'être au plus proche des besoins de la population.

« La ville a de gros projets: c'est ce qu'on appelle une ville bâtisseuse. Il y a deux métros qui arrivent, il y a un quartier en renouvellement urbain, il y a un quartier qui va être construit, il y a un éco quartier, il y a un nouveau quartier qui va entrer en renouvellement urbain, il y a un quartier qui en sort, il y a deux écoles qui vont être construites, ... Enfin, c'est énorme, ce qu'il se passe à Bagneux, pour une ville de 39 000 habitants, c'est dantesque quoi. Et en même temps, Bagneux c'est , c'est à 2,9 km de Paris il y a 68% de logements sociaux, il y a 27% de chômage, il y a 28% de familles monoparentales, et pour ces gens-là, à 2,9 km de Paris, comment on fait pour que ces gens-là puissent profiter de Paris tout en se logeant dignement, pouvant manger dignement, travailler dignement et se déplacer dignement ? Cette vision sociale elle est extrêmement forte ici et donc je crois qu'il y a une vraie ambition politique de la mairie de parler et de faire pour sa population et cette population-là c'est une population précaire, populaire, donc de fait ces travaux-là pour qu'ils bénéficient aux habitants du quartier et de la ville, il fallait que les besoins de ces personnes-là soient intégrés.»⁶

Une spécificité de Bagneux qui justifie également l'intérêt d'une étude sociologique. C'est sa tradition militante communiste. La mairie est communiste depuis 1935, et le maire actuel, Madame Amiable, a été élue dès le premier tour en 2014 pour son second mandat. Aujourd'hui la majorité municipale est plurielle et la liste municipale est composée d'élus du Parti communiste, du Parti socialiste, des Verts et d'organisations citoyennes. Alors que de nombreuses villes communistes de la région mais également dans toutes la France ont perdus les dernières élections, Bagneux a su conserver ce particularisme politique, la mairie est plébiscité par ses habitants et bénéficie d'une grande légitimité. « *En 2014, le PCF a vu son assise urbaine se réduire de près d'un quart et sa population administrée diminuer d'environ 570 000 habitants* » (Martelli, 2014, p.1). Cette perte

⁶verbatim issue d'un entretien avec un agent municipal, août 2017.

d'influence particulièrement visible en Ile de France, « *le PCF ne gère plus que 5,4 % de la population métropolitaine, contre 23 % en 1977* » (Ibidem, p.2), montre que la formation politique du Parti Communiste est en danger et que Bagneux pourrait ne pas être épargnée par ce mouvement aux prochaines élections, d'autant qu'elle est de plus en plus isolée politiquement dans le département.

La gestion municipale est très originale dans la région car elle est à contre-courant des pratiques avoisinantes. En effet, malgré la réduction des dotations aux collectivités territoriales, qui entraîne la réduction des subventions aux associations et un désinvestissement du domaine du social partout ailleurs dans la région, Bagneux maintient une politique volontariste en proposant des activités culturelles et sportives, des aides multiples, des initiatives sociales, de nombreuses fêtes et divertissements gratuits. La ville a également un nombre d'agents supérieur à la moyenne car elle souhaite maintenir un service public de qualité. Mais aujourd'hui il y a 900 agents qui travaillent pour la ville, contre 1500 il y a quelques années. Cet investissement pour les classes populaires et les ménages des classes moyennes entraîne un endettement croissant pour une ville qui ne tire pas beaucoup de revenus des impôts locaux. Le décalage entre la demande sociale très élevée et les revenus de la ville est très problématique sur le long terme. La ville s'engage dans une réduction de ses dépenses et met fin à certains dispositifs, tout en adoptant une nouvelle stratégie, au lieu de « faire pour » il s'agit désormais « d'aller vers ». Mais cette réorientation des pratiques dans un cadre budgétaire tendu est contraignante et conduit à l'intégration de nouvelles pratiques managériales qui déstabilisent l'administration. Le particularisme politique de la ville est en tension. « *Pris dans une tension entre une radicalité subversive affichée et une pratique cédant aux compromis et à une certaine normalisation dans les manière d'administrer (...). Ces contradictions, entre velléités d'administrer autrement et banalisation, traversent également la gestion de l'emploi municipal, (...) le passage d'un encadrement personnalisé et protecteur des agents municipaux vers une managérialisation de leur recrutement et encadrement qui traverse l'ensemble de la fonction publique notamment territoriale* » (Martinache, 2013, p.3). Le dilemme est également « *entre promotion de l'habitat ouvrier et revalorisation du territoire urbain passant par l'attraction de catégories les mieux dotés* » (Ibidem, p.4). On le verra tous cela déstabilise la structure sociale locale et la politicalité des habitants.

Une autre particularité de cette identité Balnéolaise, c'est qu'elle est plus une fierté qu'un stigmate. Les canaux de sociabilité sont multiples, et Bagneux est connue pour être une ville festive où la vie associative est dynamique, avec plus de 280 associations, une ville où les diverses origines sont reconnues et valorisées. Nous pensons que les valeurs partisans balnéolaises, de gauche, sociales, de solidarité sont plus compatibles avec l'existence d'un espace public accessible aux catégories populaires, s'en imaginer se départir totalement des conflits, sans accorder un crédit total ou ne pas remettre en cause l'ambition affichée, nous reconnaissons avoir été attiré par cette ville pour son ancrage populaire historique et son souci authentique de proposer une expérience démocratique égalitaire pour tous. Bien sur, notre propre parcours militant devra être questionné, remis en cause dans un soucis de neutralité axiologique, mais il ne peut être nié, puisqu'il constitue notre motivation pour l'enquête, qui d'ailleurs à travers l'analyse fine de ce qui nous attire et suscite notre enthousiasme, participe finalement, à notre construction personnelle.

Méthodologie de l'enquête :

Pour réaliser cette enquête, nous avons effectué un stage de trois mois, de mai à août, du lundi au mercredi, au sein de la mairie de Bagneux, parmi la direction de la citoyenneté. Nous avons participé à l'accompagnement de groupes de travail et d'ateliers issus de différents dispositifs participatifs, nous avons assisté à des réunions de travail au sein de la mairie, mais aussi à l'extérieur avec des habitants.

Nous avons également assisté, depuis 2016 à un certains nombres d'événements organisés par la mairie ou par des associations, dans une logique d'observation participante ou non.

Pour compléter notre observation du maillage associatif, relationnel et politique de la ville nous avons conduit 24 entretiens semi-directifs, dont 3 focus groupe, d'en moyenne 1h30. Nous avons rencontré des agents de tous niveaux, contractuels ou non, de différents services. Nous avons rencontré des bénévoles d'associations, en essayant ici aussi de pouvoir rencontrer différentes figures : certains cumulaient les adhésions, les fonctions et les responsabilités, d'autres n'avaient que peu d'engagements. Nous avons rencontré des jeunes, des seniors, des associations culturelles, des associations de femmes... Nous avons rencontré des élus, de différentes formations et « générations » politiques. Nous avons rencontré des militants du parti communiste, ici encore de différentes générations. Nous avons fait un effort permanent pour pouvoir collecter des matériaux qui reflètent la diversité, la pluralité qui existent au sein des espaces publics. Nous aurions cependant voulu élargir notre spectre d'analyse à l'association sportive du COMB, même si nous en avons rencontré certains bénévoles, aux associations environnementales et au CRAC. Nous n'avons pas non plus assisté à un conseil municipal comme nous le souhaitions au départ, ni à une réunion du Conseil Local de la vie Associative.

Enfin, nous avons fabriqué un « questionnaire de rue », sorte d'entretien très rapide reprenant les items du questionnaire, pour pouvoir poser la question aux « autres », à ceux qui ne participent pas, qu'on ne voit pas. Nous avons posé ce questionnaire à 20 personnes, dans différents endroits de la ville, et à différents moments. Nous sommes conscient de la limite d'un échantillonnage aussi faible, et nous ne nous référerons que peu aux réponses qui nous y ont été données.

La principale limite de notre méthodologie, c'est qu'il aurait été déterminant de conduire une étude comparative, car nous n'avons pas d'élément pour mettre en question ce que nous avons observé, nous aurions aimé pouvoir mobiliser la même grille d'entretien avec des malakoffiots par exemple, ou avec d'autres villes d'Ile de France qui présentent globalement les mêmes variables socio-démographiques. Nous aurions voulu pouvoir interroger des acteurs et chercheurs sur nos hypothèses pour pouvoir prendre du recul sur notre terrain, mais nous n'avons pas pu engager un tel travail. Il convient donc de reconnaître que nous ne savons pas si les éléments d'analyse que nous apporterons sont spécifiques à Bagneux et si ils sont généralisables.

Problématisation :

En résumé, si notre question de départ portait sur le lien entre la sociabilité et la politicalité des individus au niveau local, sur le fonctionnement et les facteurs déterminants de l'agir collectif, nous avons souhaité élargir l'analyse sur ce qui pousse le système institutionnel à agir avec les individus. Nous voulons étudier les différents niveaux de la participation au sein d'un continuum qui va du privé au public, de l'informel à l'institutionnel. Il y a donc d'une part la mairie qui s'appuie pour

conduire sa politique, sur ceux qui développent des attitudes démocratiques, ceux qu'on pourrait qualifier « d'expert de la participation » ou encore en référence au travail de master 1 des « prescripteurs de la participation ». Et d'autre part, les habitants qui développent ce genre d'attitudes d'agir collectif, qui travaillent pour le collectif (au sein d'associations ou dispositifs publics) et s'appuient sur la mairie, cherchent à travailler avec elle.

Autrement dit pour les citoyens il y a différents niveaux d'agir collectif, d'investissement au sein d'instances de médiation et d'action, plus ou moins autonomes du pouvoir public et plus ou moins conflictuelles, tout autant qu'il y a différents niveaux politiques de partage du pouvoir et d'intégration des habitants dans l'action communale : nous voulons réussir à identifier ces différents niveaux et chercher à savoir si ces différents niveaux sont traversés par des dynamiques communes. Qu'est-ce qui conduit les habitants à investir activement leur fonction de citoyen sur la ville, et à s'investir dans des espaces de travail avec les services administratifs et élus : quels sont les facteurs qui poussent à l'agir collectif tels que le mode d'habitat, la défense et la revendication de ressources locales (subvention, rénovation urbaine, défense des espaces verts...), ou la référence à une morale commune, et qu'est-ce qui freine ou bloque cet investissement ? Et là encore symétriquement qu'est-ce qui conduit les services administratifs et élus à réorienter leur méthode de travail pour travailler avec ces citoyens actifs ? Quelles sont les stratégies mutuelles d'instrumentalisation, qu'elles sont les résistances, mais aussi les synergies, dynamiques et forces qui poussent à s'engager dans cet espace public et quelles trajectoires existent en son sein ? Nous pensons que la co-construction, horizon apparemment recherché par la majorité des acteurs civils ou institutionnels, naît de la convergence entre ces différents espaces en inter-relation et qu'il existe un répertoire d'action, un univers de signification, de justification commun : on essaiera de le mettre à jour.

Est-ce qu'il existe une sociabilité politique commune, des facteurs qui font tenir ensemble un ensemble hétérogène d'acteur, qui puissent qualifier autant la citoyenneté active que la posture professionnelle des institutionnels, un mode de régulation qui lie ceux qui travaillent ensemble et les installent durablement dans des espaces communs malgré leurs divergences ? Une fois que nous aurons réussi à schématiser les modes de régulation de cet espace civile-institutionnel nous chercherons à savoir pourquoi cet espace, ce noyau d'acteur est si peu accessible, et si peu investi par la grande majorité des habitants, que politiques, agents et habitants cherchent à capter ? Nous proposons donc comme fil conducteur la problématique suivante : comment fonctionne l'espace public balnéolais et comment fonctionne le réseau mixte de personnes et groupes qui le sous-tend ? Et ensuite quelles relations cet espace entretient-il avec le reste des habitants ?

Pour répondre à cette problématique, nous chercherons d'abord à schématiser et décrire la structuration de l'espace public local et les fonctions principales des frontières hautes (institutionnelles), et basses (civiles) de ces espaces, afin d'établir un schéma du fonctionnement de la participation à l'échelle de la ville, et de la dynamique dans laquelle elle s'installe à un niveau organisationnel (I). Ensuite, après avoir dessiné des sphères et espaces relativement figés voir hermétiques qui permettent de poser le cadre d'analyse : nous chercherons à comprendre qu'est-ce qui se joue au sein et surtout entre ces espaces, nous tenterons de mettre à jour les stratégies, motivations et univers de justification qui régulent ces espaces pour pouvoir montrer comment les différents acteurs fonctionnent ensemble ou au contraire ce qui limite leur engagement (II). Enfin, après avoir dressé un tableau relativement ordonné de l'espace public local dans les deux premières parties, nous voulons réfléchir à la confrontation de ce noyau d'acteur, des ces espaces aux « autres » habitants. A travers leurs efforts pour « aller-vers » et faire avec eux : qui sont ces autres et comment envisager l'avenir de cette stratégie participative en terme de scénarios prospectifs ? (III)

Partie I : La structuration de l'espace public local : la fonction de médiation des frontières hautes et basses de l'espace public

Nous voulons donc dans un premier temps caractériser la typologie des différents espaces de délibération et de médiation politique de la ville, afin de schématiser l'organisation où vont se déployer les différents acteurs, nous souhaitons proposer une description schématique et statique, un découpage de la « communauté politique » balnéolaise. Pour ce faire, nous allons utiliser la typologie proposée par Eric Dacheux, qui propose « *une nouvelle conceptualisation de l'espace public* » (Dacheux, 2003, p.195). Nous choisissons cette définition, puisque nous trouvons que c'est celle qui recouvre le mieux la théorie originelle d'espace public comme espace de délibération immatériel, et celle de ses contradicteurs qui en proposent une définition plus réaliste, qui puisse caractériser des espaces concrets accessibles à tous. « *L'espace public est un espace de médiation entre les trois sphères du monde commun : la société civile, le système économique, le système étatique. Espace de médiation, c'est-à-dire espace qui autorise la rencontre tout en maintenant une certaine distance.* » (Ibidem, p.196). Ce qui nous intéresse tout particulièrement dans cette conception, c'est qu'elle englobe dans l'analyse ce qui gravite autour de l'espace public : elle considère qu'un espace public local ne se limite pas aux dispositifs de participation institutionnelle et elle propose de compléter l'espace public par plusieurs objets qui communiquent entre eux, des espaces intermédiaires qui amèneraient vers l'espace public à proprement parlé. Articulée les unes aux autres les différentes sphères permettent d'envisager une organisation politique qui aille du privé, du domestique, jusqu'au politique, à l'institutionnel. Ce que propose Dacheux, c'est de ne pas donner une définition extensive à l'espace public, qui devient alors une « boîte noire » mais d'étendre l'analyse à ce qui tourne autour de l'espace public. Puisque l'espace public n'est pas le seul lieu de socialisation et de délibération politique, l'opinion naissant dans la sphère domestique, et la décision politique surplombant cet espace public, il faut se décentrer d'une compréhension du politique comme étant conditionné par l'existence d'un espace public. « *Dans nos sociétés modernes, ces trois espaces (domestique, public, politique) sont reliés entre eux. Par l'espace médiatique, bien-sûr, qui relie les trois, mais également par des champs politiques qui les connectent deux à deux : les espaces de médiation institutionnelle et les espaces civils (...) Ainsi deux zones frontières aux contours imprécis encadrent l'espace public. La zone frontière basse rattache l'espace public aux espaces de discussions propres à la société civile, la zone de frontière haute arrime l'espace public à l'espace de décision du pouvoir légitime. La mouvance de ces deux frontières fait que l'espace public intègre les fonctions (délibération et production de normes) des deux autres espaces.* » (Ibidem. p.199/200) Ce sont ces deux espaces frontières qui nous intéressent dans un premier temps, avant de pouvoir chercher à identifier l'existence ou non d'un espace public sur la ville.

Nous chercherons donc dans cette première partie à identifier les composantes, les espaces matériels ou immatériels de la frontière « haute » de l'espace public, composée des dispositifs participatifs et d'en détailler les nuances ainsi que les relations avec l'espace politique. (A) Puis sur le même modèle nous chercherons à identifier les différents espaces qui constituent la frontière « basse » de l'espace public et à en détailler les différentes arènes, et les relations à l'espace de médiation institutionnel (B). Enfin, sur la base des prérequis nécessaire à l'existence d'un espace public, nous verrons ce qu'il manque pour tendre vers la constitution d'un tel espace, et également en quoi le projet de budget participatif pourrait présenter les conditions nécessaires. (C).

A) La frontière haute : les espaces de médiation institutionnelle

Eric Dacheux définit ces espaces comme des espaces qui « connectent l'espace politique à l'espace public. Ils constituent la zone frontière haute de l'espace public. Ce sont des espaces de médiation suscités par les pouvoirs (économiques/et ou étatiques) afin d'établir une relation entre ces institutions et leurs publics dans le double but d'améliorer le fonctionnement de ces institutions et de les légitimer. Nous appellerons « dispositifs participatifs » les formes concrètes que prennent ces espaces de médiation institutionnelle. » (Ibidem. p.99) Ces espaces sont donc orientés vers la production de normes, la construction de projets ou d'orientations politiques : ces sont des espaces où des acteurs de la société civile peuvent participer à l'action publique, mais de manière encadrée et donc inégalitaire avec les pouvoirs publics. Ces espaces sont des instruments du système institutionnel pour conduire une action pragmatique qui prenne en compte l'expertise d'usage des individus ou des acteurs collectifs, afin de gagner en efficacité et en légitimité.

Il existe de nombreux dispositifs participatifs de cet ordre à Bagnaux, des instances participatives d'ordre générale : (conseil de quartier, conseil citoyens), mais également des conseils consultatifs (Conseil Local de la Vie Associative), ainsi que des conseils thématiques (Conseil Local de la Jeunesse, Conseil des Enfants, Conseil Des Anciens). Globalement on dénombre trois niveaux de sollicitation au sein de ces espaces, l'information (donner des informations objectives sur les différents projets, les décisions et globalement sur ce qui concerne les citoyens), la consultation (collecte institutionnalisée des avis et besoins de la population dans le cadre de l'élaboration des politiques publiques, sans obligations de prise en compte du résultat de la consultation) et la concertation (discussion d'une décision ou d'un projet avec les personnes concernées, sans avoir d'obligation de respecter ce qui est ressorti de la concertation). Enfin, et plus rarement, les dispositifs participatifs se font sur le registre de la co-construction, qui installe dans une dynamique partenariale opérateurs institutionnels et acteurs civiles, avec un poids garantie à ces derniers tout au long du processus.

Les dispositifs de médiation institutionnelle « classiques »

Depuis une quinzaine d'année la municipalité a eu le souci de proposer des espaces de délibération aux bagnéolais, afin de maintenir son ancrage local et de conserver la qualité d'une mairie à l'écoute. Ces dispositifs, tels que les conseils de quartiers (6 au total), l'Observatoire Des Engagements (associations créées à l'initiative de la mairie, qui contrôle la bonne tenue des engagements pris pendant l'élection.), les rencontres du maire à chaque rentrée, qui avec les autres élus, part à la rencontre des habitants durant deux semaine : sont peu investis. Il

Des espaces peu investis :

Ces espaces de concertation ouverts à tous s'essouffent, et de l'aveu de tous, ne sont plus adaptés. D'une part les bagnéolais sont relativement sceptiques quant à leur pouvoir véritable, ensuite au sein même de la mairie ils sont parfois qualifier d'artificiels.

Les conseils de quartier : une instance en perte de vitesse :

L'instance emblématique de cette « fatigue » participative, c'est le conseil de quartier. Le conseil de quartier est l'instance participative de concertation directe la plus répandue. Elle est un lieu de

médiation entre opérateurs institutionnels et habitants et devrait permettre une meilleure efficacité des politiques communales en permettant la mobilisation de l'expertise d'usage des habitants sur les projets souhaités, mais également la co-construction de nouveaux projets en communs avec ces participants. Mais à Bagneux comme ailleurs, les conseils de quartiers peinent à s'approcher de cet idéal.

« Ca se passe mal parce qu'on n'est pas en capacité de répondre à ce que nous demandent les habitants. Et ça c'est dur parce qu'en fait moi je suis administrative référente d'un conseil d'un quartier qui est en travaux suite à l'arrivée des métros. Donc il y a beaucoup de travaux, il y a de nouveaux travaux qui commencent avec notamment la construction de l'école dans le parc Robespierre. Et donc les habitants sont dans une situation de stress maximal. Il y a beaucoup de services primaires qui ne sont pas remplis, je pense au ramassage des déchets, aux nuisances sonores, aux pollutions des poussières, aux transports en commun, ... Et donc les habitants se déplacent pour nous faire part de tous ces problèmes, ces nuisances, ces dysfonctionnements et juste, je suis au pied du mur. Je suis au pied du mur parce qu'il y a beaucoup trop d'acteurs autour de la table, parce que les délais de réponse sont trop longs et parce que du coup on ne répond pas en temps en heure aux besoins des habitants qui sont très fatigués et très irritables. »⁷

Les six conseils de quartier de Bagneux peinent à capter un public large, ils sont composés d'une population relativement homogène : de retraités des classes moyennes, ces « habitués » cumulent également souvent, on le verra, d'autres fonctions sur la ville, comme des responsabilités associatives, ce qui entraîne une certaine méfiance chez les agents, les élus et les autres habitants, dans leur légitimité et leur capacité à s'investir au nom de tous. « Cette instance sans pouvoir [le conseil de quartier] conforte les capacités d'influence des groupes constitués » (Lidgi, 2002, p.8 cité par Fromentin 2008, p.9)

S'ils peuvent même parfois ressembler à la « foire d'empoigne »⁸ lorsque sont abordées les questions de logements, de stationnement ou plus difficilement encore, les bouleversements urbains liés aux Opération de Renouvellement Urbain, il y est surtout dénoncé la captation du débat sur des problématiques et conflits individuels, bien que la mairie tente d'orienter le travail des conseils de quartiers vers plus de projets.

« les élus ont toujours été à la rencontre des habitants, sur des temps donnés. Évidemment, c'était plutôt le cahier des doléances... d'ailleurs c'est courageux de faire ça je trouve parce que aller s'exposer devant des fois 30 ou 60 habitants mécontents... et trouver les réponses à chaque fois c'est pas simple mais bon. Ca a toujours été une ville accessible, ou le municipalité se rendait accessible. »⁹

Le portage politique lui-même n'est pas évident, les agents voudraient pouvoir tenir les conseils de quartier sans que les élus soient nécessairement présents, ce qui faciliterait les calendriers.

⁷Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, août 2017.

⁸Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, juillet 2017

⁹Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017.

« Faut arrêter de dire aux habitants "Ah bah non, là on entre en réserve électorale, donc les conseils de quartier ne se tiendront plus parce que les élus ne peuvent plus être là." Mais on s'en fout si les élus peuvent plus être là ! Les habitants ont qu'à continuer à se voir sans les élus »¹⁰.

D'ailleurs, le fait que les élus décident de l'ordre du jour et soient présents est en soi problématique, cela induit une relation inégalitaire au sein des conseils ainsi qu'une prise à partie des élus sur tout un tas de sujet qui sont hors de la portée du conseil de quartier : la fatigue est donc double, pour les habitants qui veulent plus de pouvoir, et pour les élus qui savent qu'en allant au conseil de quartier, ils vont être la figure publique responsable de toutes les problématiques et qu'ils ne pourront pas échapper à leur fonction délégataire. L'administration n'assure plus le comité de coordination des conseils, ce qui tend à fragmenter d'avantage le dispositif et à ne pas l'installer dans une dynamique plus constructive.

Enfin, il y a des inégalités entre les quartiers des conseils. Le conseil du centre-ville fonctionne mieux, et menace même potentiellement, de dépenser le budget non utilisé des autres conseils de quartier.

Nous ne parvenons pas à identifier une véritable fonction au conseil de quartier dans l'architecture municipale, mise à part celle d'une « présence » institutionnelle, d'un désamorçage des conflits.

Ces problématiques se retrouvent de la même manière dans les conseils citoyens, obligation légale des quartiers qui dépendent de la politique de la ville : ils peinent également à mobiliser, à l'exception du quartier où la structuration « civile » préexistait. Les conseils d'usagers de CSC de la même manière, sont peu suivis et relativement mal perçus.

De nouveaux espaces de participation

Le visage de la ville se transforme à grande vitesse, les bouleversements urbains sont accompagnés de nouveaux dispositifs de participation et d'une volonté de montée en puissance dans l'ingénierie participative.

Les avis citoyens :

Les avis citoyens sur les projets d'urbanisme se multiplient : les enquêtes publiques et opérations de consultation se généralisent à la plupart des chantiers mis en œuvre, garantissant le cadre légal qui oblige à consulter, mais allant même au-delà. Ecoles, lotissements, parcs, marchés, gares et Opération de Renouvellement Urbains sont accompagnés de dispositif de consultation et d'information, et nouvel élément dans l'architecture participative de la ville, d'initiative de codécision. Lors de l'ORU du Sud de la ville qui a eu lieu en 2011, le jury était composé de six habitants dans un jury de 18 personnes. Pour le Nord de la ville qui entame une rénovation d'ampleur, le jury citoyen sera composé à part égal d'habitants et d'opérateurs institutionnels. Nous avons observé une grande attente des habitants sur le résultat de ces initiatives de consultations : leur avis sera-t-il pris en compte ? Si les habitants notent le volontarisme de la ville, à proposer des consultations sur tous les projets nouveaux, ils restent circonspects sur la portée de leur participation dans ces espaces et semblent attentifs aux résultats.

¹⁰verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, août 2017

Monbeig nous met en garde contre ces dispositifs « prétexte » qui associent les gens sur des choses pour lesquels tous le monde est d'accord, afin de construire un imaginaire d'une « cité nouvelle ». *« Tout le monde est d'accord pour avoir des espaces verts, des écoles plus petites, des couleurs, un environnement plus sécurisé, des bus, de petites habitations fonctionnelles, des places publiques, un marché... (...) La participation des habitants se réduit dans ces situations à une simple information. La finalité de ces débats vise peu ou prou à construire une cité commune. Le but des débats n'est donc pas de chercher un accord de tous, mais d'éprouver que la cité nouvelle peut naître de l'échange collectif. »* (Monbeig, 2007, p.36) Nous y reviendrons, mais personne n'est « trompé » par la place qui lui est donné au sein de ces espaces, ici encore, nous ne nous reconnaissons pas dans l'idée que les citoyens ne comprendraient pas les stratégies publiques qui motiveraient les politiques à les associer à l'action, ou encore que les politiques et opérateurs associeraient les gens en conscience qu'il s'agirait d'une sorte de mascarade. Nous avons éprouvé un volontarisme, et une ambition réelle des deux parties, chacune consciente des marges de travail réduites et des difficultés de ce mode d'action publique. Les marges de manœuvres, budgets mis à la co-décision, les temporalités etc : tous les espaces de « possibles » sont présentés en amont de la délibération. Les participants s'y engagent malgré tout. Parfois même, la consultation entraîne une mise en danger du système institutionnel, qui n'aurait pas eu à avoir à négocier certains aspects de ses projets si il n'avait pas ouvert le débat.

Le projet dit des Mathurins est sur ce point exemplaire. La ville entreprend un grand projet de constructions de logements, bureaux et équipements publics sur une zone relativement grande qui était jusqu'ici inaccessible. Ce projet comporte une légère modification du plus grand parc de la ville, qui sera séparée sur un côté par une ligne de bus qui desservira les bureaux sur le site des Mathurins, même si le parc sera agrandi par ailleurs. Ce tracée de bus semble être la condition pour attirer de nombreuses entreprises, mais les associations environnementales s'y opposent et organisent une contestation qui prend de l'ampleur en se saisissant de l'espace de consultation (réunions d'information et de consultation). Et la décision, qui hors de cadre consultatif aurait été prise sans plus de débat devient difficile, puisque le cadre de vie, la préservation de cet espace vert entre en conflit avec une stratégie d'avenir pour attirer des entreprises qui apporteraient de la richesse à la ville qui en manque. En cela on observe que le contrôle de ces espaces n'est pas strictement institutionnel et que ces espaces sont tout autant des espaces de pouvoir qui échappent au système politique. La décision qui sera prise, si elle est prise malgré l'avis des associations environnementales entachera la légitimité de la mairie et rendra plus difficile son intervention ultérieure.

L'opération #Pas Sans Vous : le service public hors les murs :

L'opération #Pas Sans Vous, pensée comme le grand rendez-vous citoyen de tiers mandat, proposée au moment de la célèbre Fête des Vendanges, a été un temps très fort de mobilisation des élus et agents pour proposer un dispositif participatif de nouveau genre. A l'occasion du tiers mandat, tant pour montrer ce qui avait été entrepris des engagements municipaux que ce qui allait être développé par la suite, l'opération a permis de recueillir de manière innovante les avis des balnéolais. Les élus et agents ont été à la rencontre des habitants, sur le chemin du travail, lors de live facebook, durant des horaires décalés. Ils ont sillonné les différents quartiers avec un camion, pour discuter et proposer aux citoyens de remplir des cartes postales avec leurs propositions et doléances. Ils ont

accompagné la distribution des plateaux repas aux personnes âgées isolées, ont organisé une conférence inversée où ils posaient des questions aux balnéolais. Cette grande opération a permis de rencontrer de nombreux habitants de la ville qui ne participent pas aux dispositifs « dans les murs ». Ainsi d'après la mairie, seul 30 % des personnes rencontrées seulement étaient connus des agents et élus. L'opération a permis de décloisonner les services, de permettre des rencontres entre des agents qui ne se côtoient pas habituellement. Mais le plus intéressant, c'est que pour la première fois, l'opération n'a pas été confinée à un dispositif « évènementiel », sans suite comme cela avait été le cas pour le festival « hop » et « eh ouais on étonne » deux événements, circonscrits dans le temps avec pour thème la participation, mais qui n'ont pas eu de suites une fois l'événement achevé. Lors de #Pas Sans Vous #Faites la ville, les avis collectés ont été analysés, et des groupes thématiques ont été constitués pour travailler à des propositions sur ces questions. Quatre groupes de réflexion thématique ont été constitués avec des habitants déjà engagés par ailleurs et de nouveaux venus, encadrés par un agent municipal. Ils ont abouti à la mise en œuvre, toujours par ces mêmes groupes de travail. Les initiatives mises en place à l'occasion de cette opération sont renouvelées, comme les démarches numériques, ou les nouveaux formats proposés lors des « rencontres du maire », inspirées de celles de #Pas Sans Vous qui avaient connus un certain succès.

Cette opération a également permis de pérenniser le camion nomade de la mairie, qui exerce des fonctions de service public hors les murs, par exemple en déplaçant certains services, comme celui de l'inscription sur les listes électorales, plus près des habitants. Ces nouvelles pratiques et façons de faire pénètrent progressivement les habitudes de la gestion municipale, les décisions prises étant de plus en plus conditionnées par ce que les habitants ont formulé dans les espaces de participation. Par exemple, à la suite d'une réunion d'un groupe de travail qui organise un nettoyage citoyen sur la ville et qui avait proposé deux dates pour ce nettoyage, que le bureau municipal avait rejeté, le décalage entre l'ambition affichée de « faire avec » et le non-respect de la volonté des habitants, a amené la direction générale de la mairie à revenir sur cette décision pour accorder la date choisie initialement, malgré les difficultés que cela posait à l'agenda municipal.

Une prise en compte de l'expertise d'usage qui se généralise :

D'une manière générale nous notons un volontarisme des élus et de l'administration pour faire avec, et aller vers les habitants. « *on ne fait jamais bien à la place des autres* »¹¹, nous pensons que c'est une véritable ambition et non une stratégie institutionnelle

*« Quand j'ai quitté Rome, j'ai commencé à chercher un boulot en Île-de-France et à Paris, j'ai vu cette annonce et j'ai commencé un peu à m'informer sur la ville et ce qui m'a plu c'est que la ville avait mis en place une charte de promoteurs, lutte contre les expulsions et donc je me suis dit que la participation pouvait vraiment être quelque chose de noble ici et pas quelque chose d'instrumentalisant ou d'instrumentalisé comme ça peut l'être dans beaucoup d'autres municipalités ».*¹²

Cette prise en compte de l'avis des habitants si elle n'est pas nouvelle puisque l'ancrage populaire de la mairie semble constituer le particularisme politique local, se dote désormais de nouveaux outils plus formels. Désormais il ne suffit pas que les élus soient issus du même milieu social que les habitants, qu'ils soient accessibles, pour formuler à eux seuls directement la « demande sociale ».

11 Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, août 2017.

12 verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, août 2017.

Cette volonté se retrouve dans un certain nombre d'orientation telle que la nouvelle ambition pour la politique de la ville d'être plus qu'un système de subvention, mais d'associer les acteurs au sein d'un réseau mixte, organisé en mode « projet », avec des formations et une interface qui mette en relation les parties prenantes autour de la ville qui s'engage dans un rôle d'interface et de pilote du réseau. De manière générale on observe cette ambition de ne pas être qu'un guichet, mais d'associer les gens à l'action. Ce nouveau paradigme qui se substitue à celui de l'assistance et qui souhaite placer les bénéficiaires dans une position d'acteurs parties prenantes des décisions, traverse le champ des politiques sociales et n'est pas exempt de dérives. Ainsi l'activation des politiques sociales va de pair avec une certaine responsabilisation des publics et parfois un conditionnement de l'aide sociale à un certain nombre de devoirs, de contreparties.

C'est ce qui se produit au Centre Communal d'Action Social, qui souhaite réorienter ses pratiques, ne plus faire que de la « distribution de colis », en proposant un projet social qui valorise le « pouvoir d'agir » des usagers et leur implication, leur participation, aux dispositifs, sur le mode projet. Ainsi le CCAS pilote désormais avec un groupe d'habitants, l'initiative Troc Ton Talent, sorte de Système d'échange Local, afin que les individus plutôt que de recevoir un service, apprennent par eux-mêmes sur le mode « *plutôt que de te donner un poisson, je t'apprends à pêcher* ». Le CCAS pilote également le Conseil Des Anciens, qui peine à mobiliser.

Le Conseil local de la jeunesse qui est pourtant la plus vieille instance participative (créée en 1999) a également changé de stratégie et travaille désormais la question de l'émancipation des jeunes, de leur responsabilisation et de leur liberté dans les projets qu'ils mènent. L'objectif, c'est de ne pas être confiné à des projets événementiels, mais d'aboutir à une véritable co-construction de la politique de la jeunesse.

Relations et tensions avec l'espace politique, le système institutionnel.

Ces espaces, qui permettent aux citoyens d'influer sur la production de normes locales, qui lient la société civile à la société politique, au système institutionnel, sont insérés dans un ensemble de relations et de tensions. L'espace politique local lui-même est contraint par le système politique et institutionnel national. Les dispositifs de participation sont insérés dans un système d'acteur institutionnel complexe.

« Il y a des grandes frustrations : ils disent que ça change rien, qu'à chaque fois qu'ils viennent c'est la même chose. Et en même temps des fois on leur donne de vraies réponses... sauf que ces réponses leur conviennent pas (...) Donc les réponses c'est par exemple: "On veut rencontrer le commissaire de la Police Nationale." Et donc je lui ai écrit un mail et sa réponse c'est qu'il est en réserve électorale, donc il ne pourra pas venir (...), et puis que ça ne relève pas de sa compétence, que ça relève de la compétence de la Police Municipale et la Police Municipale est déjà venue deux fois sur le sujet. Donc la réponse je l'ai, sauf qu'elle leur convient pas. Et en même temps je comprends qu'elle leur convienne pas parce que du coup chaque fonctionnaire (je dis fonctionnaire comme je pourrais dire chargé de mission, on est sur le service public) se cache derrière « ce c'est pas mon rôle », ce qui est une réalité parce qu'on est tous sous l'eau de tout ce qu'on à faire mais d'un autre côté les habitants ils sont en grande détresse. Et ça c'est dur.»¹³

13verbatim issue d'un entretien avec un Agent municipal, août 2017.

Nous allons décrire ici les relations les plus notables entre la frontière haute que nous venons d'identifier et l'ensemble du système politique et institutionnel c'est à dire « *l'espace du pouvoir légitime – l'espace politique (Wolton, 1991, Livet, 1992) – celui où se prend, dans le secret des cabinets, la décision définitive, [qui] constitue l'entablement de l'espace public.* » (Dacheux, 2003, p.199).

Efficacité et légitimité de ces espaces : une tension continue avec le système politique local :

L'instauration d'espaces de médiation, d'interaction et d'interlocution avec la sphère civile entraîne plusieurs questionnements et tensions dans l'élaboration de normes nouvelles. Comment est pris en compte le travail fourni dans les dispositifs participatifs ? Et quelle place ce travail occupe-t-il dans la hiérarchie des normes locales ? Cette question recouvre deux problèmes : d'abord celui de l'articulation problématique entre légitimité délégataire, de représentation, et légitimité de l'avis formulé par les citoyens qui se sont investis au sein de ces espaces. Ensuite, nous retrouvons au cours de l'enquête la question de l'efficacité et de la pertinence réel de ces espaces par rapport à l'ancien paradigme décisionnel.

L'espace de la décision légitime est rendu légitime puisqu'il repose sur le vote qui a placé des élus, élus à la majorité, en capacité de décision. Monbeig propose d'étudier la participation comme la relation entre quatre mondes, qui permettent « *aux opérateurs de définir leur position légitime* » (Monbeig, 2007, p.37). Ainsi pour l'élu, le technicien, le travailleur et l'habitant correspond un monde composé de quatre dimensions de légitimité différentes (Cf tableau ci-dessous) « *Une première dimension nomme l'acteur. La deuxième vise à définir ou rappeler la valeur essentielle sur laquelle il fonde son action. La troisième propose de qualifier le mode d'action, et enfin la quatrième vise à circonscrire dans l'espace le monde auquel il fait référence.* » (Ibidem, p.37).

Qui \ Quoi	Acteur	Valeur en finalité	Mode d'action	Espace monde
Elu	Citoyen qui s'engage pour sa cité	Intérêt général	Responsabilité délégataire	La ville
Technicien	Expert qui n'impose pas des choix sur ses seules idées	Progrès social	Rationalité	Espace urbain (Domaine d'application)
Travailleur social	Pédagogue, celui qui initie oriente et sanctionne	Éthique	Engagement de soi	Monde social
Habitant	Soi	Vie bonne	L'usage quotidien	Le quartier et la cité

* Source : Tableau des mondes, Monbeig, 2007, p.41

Ainsi selon cette grille de lecture on comprend que l'habitant qui participe dans les dispositifs est dans une situation d'inégalité, sa position n'est pas claire et difficile. « *La participation des habitants peut se réaliser, mais à l'intérieur de ces cadres. Ainsi peu ou prou pour rentrer dans les « mondes vécus », l'habitant doit à la fois être un citoyen pleinement investi de sa grandeur pour définir l'intérêt général, technicien ou expert au point d'abandonner ses égoïsmes pour refonder le lien social. L'habitant se trouve alors « investi » ou sommé d'investir tout ce qui fait l'organisation de l'action publique.* » (Ibidem, p.39). On comprend dès lors pourquoi ces espaces ne sont pas des espaces publics, les acteurs qui s'y publient ne sont pas en situation d'égalité et le travail qui résultera de leur rencontre sera toujours moins légitime que celui produit par l'interaction codifiée entre les « opérateurs institutionnels » dont la relation est bien plus déterminée, régulée et orchestrée. En fait, et nous l'avons observé, l'irruption de la figure de l'habitant dans la fabrication de la décision, déstabilise le système de légitimation de la norme, ce qui entraîne un certain nombre de conflits chez les différents groupes d'acteurs, les techniciens (que nous appelons agents) et élus en tête. « *Si les trois groupes d'opérateurs se sentent légitimes en fonction de leur appartenance institutionnelle sur laquelle ils n'ont pas à répondre, l'habitant lui, dépouillé de toute appartenance institutionnelle, doit alors revêtir l'ensemble des habits de lumières des groupes dominants, au risque d'être disqualifié ou exclu.* » (Ibidem, p.40). Pour reprendre l'exemple du site des Mathurins, on observe ici aussi cette tension entre intérêt général et la valeur de « vie bonne » ou plutôt de cadre de vie, défendue par les habitants. Dans les justifications produites par les opérateurs institutionnels, on a senti cette hiérarchisation des finalités de l'action : l'intérêt général, nécessite d'attirer plus d'entreprises pour améliorer la fiscalité locale, cette horizon lointain *justifie, légitime* la construction d'une route au sein du parc (qui en soit n'améliore le trajet des salariés que de quelques minutes) face à la baisse relative de bien être des riverains. L'expression « le maire a tranché » dans cette affaire, est le symbole de la légitimité supérieur attaché à cette décision. Quel peut être la légitimité d'un très petit nombre de participants ?

« C'est bien de le faire, mais encore une fois, ça touche combien de personnes ? Le sondage sur le marché de Bagneux, tu te rends compte combien y'a eu de questionnaires, c'est une anthologie ce marché, y'a des gens de la Porte d'Orléans qui viennent, c'est comme la fête des vendanges, c'est la tradition à Bagneux. On a eu 180 réponses au questionnaire, c'est dérisoire par rapport à la fréquentation. Et pourtant on y a mis les moyens, les gens sont allés sur le marché... »¹⁴

La question de l'efficacité constitue l'autre point de tension entre les dispositifs participatifs et le système institutionnel. La participation, nous est souvent présentée comme un élément moral, nécessaire, juste, mais elle est justifiée sur le registre du consentement, du sacrifice presque du système institutionnel. Les agents vont plus vite et sont plus efficace dans leur travail quand ils le font sans les habitants « *les agents ne sont pas formés pour former les habitants hein ! Ils avancent plus vite seuls qu'avec d'autres personnes.* »¹⁵. Ce sont des pratiques perçues comme chronophages, difficiles pour les élus et agents. Et souvent, le résultat n'est pas à la hauteur de l'investissement fournis par les équipes. « *c'est quatre habitants qu'on connaît déjà, on a pas besoin d'# [Opération*

¹⁴verbatim issue d'un entretien avec un agent municipal habitant la ville, août 2017

¹⁵verbatim issue d'un entretien avec un agent municipal, août 2017

#Pas Sans Vous] *pour ça.* »¹⁶ Plus largement, proposer des relations et une gestion plus « humaine » serait contradictoire avec une logique d'efficacité de l'action publique.

Aller vers et faire avec : réinventer ses pratiques, décroisonner, transversaliser... Injonction, boîte noire ou éthique véritable de l'action publique ?

L'administration de la ville, à travers de nombreux « cotech », revue de projet, groupes de travail, entend modifier l'ordre institutionnel pour y inscrire durablement la pratique du « aller vers » et du « faire avec » les habitants. Elle a d'ailleurs organisé à ce sujet une formation avec tous les fonctionnaires de catégorie A, les cadres de la mairie, avec Loïc Blondiaux. Si cette dynamique semble comprise dans les niveaux les plus hauts de la hiérarchie, il y a une tension avec les agents des catégories B et C qui y perçoivent une injonction. Nous le verrons dans la deuxième partie.

Cette volonté forte d'élargir ses pratiques se ressent dans la convocation d'un registre plus propre à l'économie sociale et solidaire, ainsi la friche de la lisette a été cédée par la mairie pour devenir une ferme apicole, le terrain du jardin éphémère reste pérennisé, la mairie souhaite développer une ressourcerie. Le système politique et institutionnel semble enclin à se départir d'un certain niveau d'influence en déléguant une partie de son service public à des associations. Ainsi, le projet de l'Agro-cité, porté par l'Atelier d'Architecture Auto-géré : l'association « A.A.A », a vu la ville choisir de ne pas utiliser des ressources internes pour la revitalisation du quartier Sud mais plutôt de déléguer cette mission à une association qui adopte des pratiques alternatives à celles du développement social « classique ». L'association a pour projet de concentrer et favoriser en un lieu physique les synergies associatives et citoyennes locales avant de leur en céder totalement la gestion une fois qu'aura été développé une « micro-économie locale ». Cette délégation de pouvoir est suffisamment notable, de notre point de vue, pour constituer une preuve de la réorientation des pratiques de l'action publique locale. L'analyse des décisions qui concerneront la manière de gérer la ressourcerie à venir et les autres projets que la ville souhaite développer est désormais stratégique, va-t-elle continuer à laisser des marges de pouvoir à la portée de la gestion associative, ou préférera-t-elle gérer en interne, sans déléguer ces dispositifs ?

Un espace politique local lui-même en tension au sein d'un espace métropolitain de plus en plus hétéronome : Des marges de manœuvres réduites :

Organiser la participation et la concertation des habitants au niveau local s'oppose à une limite non négligeable : l'espace de la décision légitime est lui-même inséré dans un système qui contraint son pouvoir. Tout d'abord, les dispositifs de participation sont limités dans une ville qui est dans une situation financière problématique, et la participation coûte cher.

Les gens quand tu les interrogues ils veulent que ça soit beau, ils veulent que ça soit du vert, du bois ils veulent que ça soit écologique, que ça soit positif... Et résultat des courses ça, ça coûte plus cher que ce qui est prévu sur certains projets donc la concertation ça coûte cher.¹⁷

Ensuite, il faut penser Bagneux comme insérée dans un système métropolitain hétéronome qui limite ses marges de pouvoir, on peut se demander alors si faire participer, si mobiliser les habitants ne correspond pas à une question de survie politique de la majorité municipale.

La ville de Bagneux, comme d'autres communes pauvres, pâtit d'un système de financement de l'action publique du fait de sa concentration de catégories populaires : d'un côté il existe une

¹⁶Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal habitant la ville, août 2017

¹⁷Verbatim issu d'un entretien avec un agent de la mairie, août 2017

demande sociale très forte, un grand besoin d'équipement et de services et de l'autre, les finances locales reposent sur les dotations et très peu sur les impôts locaux puisque la ville concentre peu de zones d'activité économique et de propriétaires. Ainsi elle est partagée entre « *l'enclume c'est la fiscalité locale et le « marteau » c'est la demande sociale* »¹⁸. Dans les années 60 il y a eu 20 000 nouveaux habitants : la ville a mis vingt ans à construire les nouveaux équipements nécessaires pour sa population. Cette tension budgétaire est incompatible avec l'idéal participatif, puisque de telles politiques sont coûteuses en ressources humaines et que pour pouvoir proposer de réelles zones de pouvoir aux citoyens, il faut leur mettre à disposition des fonds mobilisables. La baisse régulière des dotations aux collectivités territoriales ne cesse d'augmenter cette pression, c'est pourquoi la ville s'engage dans une démarche de rééquilibrage de son mode d'habitat et tente de réduire la part des HLM à 50 %. Mais cette politique se déroule sur le long terme, et la pression sur les communes augmente bien plus vite. Ainsi, une part des crédits promis pour 2017 n'ont pas été versés et les dotations vont baisser d'avantage en 2018 (en 2018, les crédits de la politique de la ville, vont baisser de 11%). Cette baisse des dotations a entraîné le remodelage du service public, la ville a réduit son nombre d'agents et a dû se concentrer sur les domaines qu'elle ne souhaitait pas externaliser. Le RSP a introduit des tensions internes à l'administration très forte « *on se tire dans les pattes entre service* »¹⁹. La tension entre la direction générale, le syndicat, et un certain nombre d'agent entraîne une difficulté pour les mobiliser sur des projets transversaux, du type de l'opération #Pas Sans Vous (un certain nombre d'agents revendiquaient d'ailleurs à cette occasion #Sans Moi), ou sur des temps hors des horaires de mairie pour les dispositifs de participation. Le surmenage de certains agents qui travaillent près de soixante heures par semaines pose question pour la pérennité de certains dispositifs. L'ancrage populaire de la mairie la conduit à préserver un contact direct avec les habitants au service public, au prix de la souffrance dans certains services, elle fait face à une crise de confiance de son administration et d'une partie des habitants.

Non seulement la mairie est en tension avec l'état, et sa politique de financement aux collectivités, mais elle est aussi en tension avec le système métropolitain qui gagne en compétence et ne fonctionne pas du tout selon une logique participative. « *La loi MAPTAM (Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles) du 27 janvier 2014 a décidé la création d'une métropole de Paris, réunissant la capitale et les 123 communes des trois départements de petite couronne, soit 6,7 millions d'habitant. Cette nouvelle intercommunalité héritera de compétences stratégiques jusqu'ici exercées par les communes et les intercommunalités qui disparaissent, dans le domaine de l'aménagement de l'espace, du logement, du développement économique et de l'environnement.* » (Subra, 2014, p.4). Avec la victoire de la droite sur la majorité de l'Ile de France en 2014, l'échec du Parti Socialiste et le délitement de la banlieue rouge (Bobigny, Le Blanc Mesnil, Saint Ouen et Villejuif ont élu des maires de droites) : la métropole du grand Paris sera donc contrôlée par la droite qui aura près de quarante sièges d'avance. « *Ce basculement majeur des équilibres politiques dans le centre de l'agglomération parisienne* » (ibidem, p.4) est très problématique pour la ville pour le maintien de sa stratégie de développement. En effet les mairies dirigées par les républicains sont caractérisées par une stratégie de concentration des richesses et des populations aisées, l'idée d'un répartition équitable des richesses de la région et du parc HLM s'éloigne donc. De plus, si la ville perd sa compétence fiscale comme cela est pressenti cela limitera encore d'avantage son autonomie budgétaire. Bien que pour l'instant la métropole de Paris ne soit pas entrée en vigueur, la stratégie municipale se heurte tout de même aux villes limitrophes qui ne partagent absolument pas son mode de gestion politique et n'ont pas l'intention de partager les richesses du département.

Enfin, il convient de ne pas isoler les comportements au sein des dispositifs de participation, des dynamiques politiques qui traversent le reste de la société. La défiance face aux institutions, la

¹⁸Verbatim issu d'un entretien avec un agent de la mairie, habitant et engagé sur la ville, août 2017

¹⁹Verbatim issu d'un entretien avec un agent de la mairie, habitant et engagé sur la ville, août 2017

désaffection pour les autres formes de participation politique (vote, adhésion à des partis politiques) n'épargnent pas la ville. Ainsi, l'état de ces espaces ne dépend pas uniquement du volontarisme municipal, mais aussi de dynamiques macrosociales comme l'abstention chez les jeunes ou les catégories populaires.

Dans ce contexte de tensions multiples, nous nous demandons si il n'est pas possible de considérer l'orientation de la ville du « faire avec » comme une tentative pour mobiliser les habitants dans la défense de son particularisme, la participation est-elle en partie une stratégie municipale, un vecteur de réactivation du registre militant pour la survie politique du modèle balnéolais ? En effet, conscientiser les habitants sur l'importance de défendre et de participer à ce modèle est un symbole, légitimateur de ce qui est conduit par la mairie. Dans un contexte de désaffiliation partisane au Parti Communiste, le système politique doit trouver de nouveaux canaux de mobilisation, d'une formation politique de l'ouvrier, nous nous demandons si l'habitant expert de son territoire n'est pas le nouveau socle de mobilisation à investir.

A ce titre, le témoignage d'un élu issu du parti communiste est éclairant : l'objectif c'est de structurer une force sociale, capable de peser dans le rapport de force.

« Les amicales de locataire y'a de moins en moins de personnes qui s'y investissent ; les gens n'obtiennent pas de réponse puisqu'ils ne sont pas dans un rapport de force suffisant donc ils se retournent vers la mairie, le seul interlocuteur qui leur reste pour essayer de trouver un tant soit peu de réponse aux problématiques qu'ils rencontrent. Sauf que ce n'est pas du domaine de la municipalité, si ce n'est que nous pouvons intervenir et nous le faisons auprès des bailleurs pour qu'ils remplissent leurs missions, mais voilà on a beau le dire, si y'a pas un rapport de force. Et c'est ce que je disais tout à l'heure, nous élus on doit être au service de la population, mais avec la population, sans population on est rien, on a beau être élu le bailleur il nous regarde et il sourit, là où il arrête de sourire c'est si on est 70, 200. Là ça change complètement les choses. On peut venir en soutien mais on ne peut pas remplacer ces organisations, il faut qu'on travaille conjointement, faire en sorte que les personnes s'intéressent de plus en plus dans la vie de la cité, qu'elles ne démissionnent pas. Comme il y a des choses qui se délitent au sein de chaque quartier, que les gens se recroquevillent sur leurs problèmes, que y'a plus du lien entre eux pour faire corps, et apprendre ensemble à se battre sur des problématiques. Du coup ça devient une succession de problème individuel qu'ils nous lancent à la figure en tant qu'élus en disant « réglez » « c'est vous qui êtes élus, c'est à vous de régler », c'est une délégation totale de pouvoir. Comme nous n'y arrivons pas puisque eux n'ont pas le rapport de force, ils considèrent qu'on est inutile, puisque on ne règle pas leurs problèmes, et donc ça fait le jeu des autres, les gens restent chez eux et ne vont plus voter, et les autres votent pas des trucs qui vont pas dans leur sens... »²⁰

La frontière haute de l'espace public, constituée de dispositifs de participation relativement peu investis mais en développement, est face à des tensions budgétaires, urbaines, sociales et politiques et constitue un axe stratégique de déploiement du volontarisme municipale. On y retrouve des acteurs associatifs, citoyens et institutionnels au sein d'espace matériels et digitaux organisés et contrôlés de manières descendantes.

²⁰Verbatim issu d'un entretien avec un élu, militant du parti communiste, septembre 2017

Si on a vu comment les opérateurs institutionnels ordonnent ces espaces, on se demandera désormais comment les citoyens, habitants, accèdent à ces espaces.

B) La frontière Basse : les arènes civiles

La relation politique prend racine au niveau domestique, les espaces institutionnels de participation sont rendus accessibles par des espaces civils.

« Il faut partir de choses simples, et créer des choses après, partir de coins de rencontre et que ça se fasse naturellement. Parler avec les gens, les aborder... »²¹

Les espaces civils de Bagneux *« constituent la zone frontière basse de l'espace public, la zone de contact entre ce dernier et l'espace domestique. l'analyse permet de distinguer deux types d'espaces civils qui, dans la réalité empiriques, sont étroitement imbriqués »* (Dacheux, 2003, p.199) : il s'agit des espaces d'interconnaissance et des espaces de médiation sociale. Nous allons présenter les différents lieux qui permettent aux habitants d'entrer en contact avec le niveau public. Quels sont les lieux pour être ensemble et débattre, communiquer autour d'enjeux communs ? Quels sont les différents niveaux de médiation associative de la ville ? La section du parti communiste peut-elle être considérée comme un espace de médiation politique ? Enfin, quelles sont les relations et tensions entre ces arènes civiles et le système institutionnel ?

L'espace d'interconnaissance, des lieux pour être ensemble

Les espace d'interconnaissance sont des espaces civils où *« la concentration d'idées (qui ne sont pas forcément politiques, mais qui peuvent l'être) est privée, mais elle est également publique, puisqu'elle se déroule dans un espace social non domestique et donc potentiellement accessible à d'autres personnes. En réalité, cette potentialité est limitée parce que, dans ces espaces (bars, marchés, etc. l'interconnaissance est très souvent l'une des conditions nécessaires de l'échange. »* (Ibidem, p.199). Les institutions ont cette fonction de médiation quotidienne et particulièrement celles qui sont dans les quartiers.

« Souvent les premiers contacts pour les citoyens ce sont les institutions qui sont dans leur quartier, les centres sociaux et culturels : les gens peuvent y remonter les choses. après tu as aussi ceux qui travaillent dans les écoles, le service éducation, les animateurs qui sont en relais aussi, Et tu as aussi tous nos gardiens d'installations sportives : qui sont un vrai relais les habitants les identifient, des fois il y a des parents quand ils ont besoin d'un renseignement et bien ils vont voir les gardiens »²²

Les espaces informels de sociabilité de la société civile :

La ville de Bagneux est régulièrement présentée comme une ville solidaire, qui se distinguerait par ses liens d'entraide et de voisinages très forts. En effet, nous avons observé des réseaux de solidarité et d'interconnaissance très serrés entre voisins, mères, ou entre jeunes. La sociabilité à base territoriale se noue autour de certains lieux, comme le jardin partagé, les centres sociaux culturels, les parcs qui fonctionnent comme des *« espace de respiration »²³*, les sorties d'écoles... qui sont

21Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal et habitant engagé sur la ville, juillet 2017

22Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal et habitant engagé sur la ville, juillet 2017

23Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017

autant d'occasion d'échanger, sur des questions privées, mais aussi sur des problématiques interindividuels ou sur l'actualité municipale.

« C'est vrai que moi je suis freinée depuis que j'ai plus les enfants à l'école. Du coup j'ai plus accès au monde de l'école et c'est quand même là aussi qu'on peut rencontrer beaucoup de parents. C'est là ou quand tu arrives sur une ville (...) c'est souvent par le biais des enfants quand même que tu finis par connaître les parents d'autres gamins, et des fois tu sympathises. Tu proposes, on se retrouve au parc ensemble, on fait un goûter puis après tu les invites à dîner chez toi. Des fois tu pars en vacances avec eux après ! C'est comme ça que se crée le lien. »²⁴

Les gens ont témoigné d'un goût certains pour se retrouver, de manière régulière au sein de lieux clés, « le synthé » le terrain de football synthétique pour les jeunes, au café, au marché. Parfois même, les habitants se réunissent de manière informelle en dehors des espaces proposés par la mairie, pour discuter entre eux d'un problème, ainsi certains immeubles organisent des réunions de cage d'escalier lorsqu'ils rencontrent un problème avec le bailleur ou des nuisances causées par des riverains.

Les festivités, temps d'exaltation de la solidarité et de rencontres entre habitants, élus et militants

La mairie de Bagneux propose un grand nombre de temps festifs et d'évènement, qui sont autant d'occasion de se retrouver, de se rencontrer et d'échanger. Ces rendez-vous, qui ont lieu chaque année sont des « rituels » qui stabilisent les rapports et permettent d'accueillir les nouveaux habitants. C'est par exemple le récit que plusieurs enquêtés nous ont fait de la brocante de la rue des Pichets, qui était durant des années un événement « incontournable » du quartier, ou les repas du monde ou encore la grande fête estivale Copaca Bagneux qui dure un mois : « *un souffle différent durant l'été, pour ceux qui ne partent pas en vacances* »²⁵. Certains événements réguliers sont organisés de manière autonome, comme les fêtes de quartier, ou les repas de rue, qui sont l'occasion de resserrer les liens et de faire des rencontres.

Ces espaces de convivialité permettent de donner corps aux espaces institués de participation, en quelque sorte ils les sous-tendent, parfois des espaces de convivialité naissent en marges des dispositifs institués de participation. L'entraide au niveau domestique, inter-individuel semble souvent être le premier pas d'un parcours d'habitant engagé dans des instances plus désincarnées et formelles sans pour autant en être la condition, puisque ceux qui s'investissent dans des réseaux d'entraide sont souvent réticents à s'engager lorsque le contenu de l'engagement devient plus ouvertement politique, mais nous le verrons dans la seconde partie. C'est également dans ces espaces informels que sont « recrutés » les nouvelles « figures » des habitués de la participation. Il y a une circulation entre ces sphères.

L'espace de médiation sociale associatif : différents niveaux de médiation

Eric Dacheux définit des espaces de médiation sociale comme des espaces qui relient les acteurs de la société civile entre eux, il les qualifie « d'arènes ». « *Contrairement aux espaces d'interconnaissance où le lien social est souvent la condition première de l'échange, ces espaces obéissent à une volonté (souvent celle d'un tiers : associations, travailleurs sociaux, etc.) de créer*

²⁴Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017.

²⁵Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017.

les conditions de l'échange. Il s'agit de relier, de constituer un collectif, mais également de maintenir la distance critique individuelle. Ces espaces intermédiaires sont donc des espaces de médiations créés par une volonté politique. Mais contrairement aux espaces de médiation institutionnelle, ils visent exclusivement à mettre en relation les acteurs de la société civile. La médiation n'est donc pas institutionnelle, mais sociale. » (Dacheux, 2003 p. 199) Nous allons donc tenter de décrire les arènes associatives selon une typologie schématique. Mais globalement Il y a cinquante associations actives avec un taux de réactivité très fort et un maillage associatif serré. « *c'est quelque chose de Balnéo-balnéolais* ». ²⁶ Le CLVA qui les réunit fonctionne d'ailleurs bien. Les associations peuvent être classées comme ceci d'abord les associations de lien social, ensuite les associations sociales, puis sportives, militantes et enfin internationales. Il n'y a pas tant de reflux de la pratique associative, mais elle change de nature.

Des associations ou collectifs culturels et sportifs, des entités très fortes d'agir collectif sur la ville :

La ville de Bagneux est caractérisée par un certain dynamisme associatif, les associations ont avant tout une fonction d'animation sociale, et tout particulièrement les associations culturelles et sportives qui sont les figures associatives centrales pour la ville. Culture et sport sont des vecteurs d'agir collectif très fort, car ce sont des questions relativement consensuelles, qui réunissent de manière trans-partisanes et intergénérationnelles. L'association du COMB, créée en 1933 comme Club Ouvrier de Bagneux témoigne de cet encastrement politique des associations qui n'ont pourtant pas la politique comme objet. Ainsi, les adhérents rattachent la pratique sportive à des enjeux politiques, à une histoire militante, à un bénévolat revendiqué. A ce titre il est intéressant de lire l'histoire du Club sur son site internet, où il est dit « *C'est le développement de notre ville, dont Albert PETIT est le Maire à partir de 1935, et l'évolution des conquêtes sociales et démocratiques de notre pays, qui ont permis le développement de notre Club.* » ²⁷ L'association sportive n'est pas qu'un espace de consommation, elle est bien un réseau de médiation de ses adhérents et les relie au système politique, mais elle est surtout un lieu de médiation entre les citoyens. Son slogan « *Le sport pour tous, c'est pour tous* » est exemplaire de l'associationnisme et de la solidarité qui peuvent exister dans une structure associative selon une éthique morale et sportive humaniste revendiquée ²⁸.

« Certains d'entre nous on a la possibilité de monnayer nos connaissances et nos diplômes, mais ça n'a pas été dans notre philosophie, on redonne ce que la section nous a donné. Moi je suis arrivé je ne connaissais rien à mon sport, et j'ai été formé par les copains, les gars qui étaient là et qui se sont mis à ma disposition, pas qu'à moi, aux autres qui étaient avec moi, ce qui nous a permis de passer les diplômes, et aujourd'hui on les met à la disposition des autres. La chaîne quoi. » ²⁹

Les associations permettent de relayer l'information de la ville, au-delà de leur cercle d'adhérent et de leur secteur d'activité :

²⁶Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal habitant la ville, juillet 2017

²⁷Source : <http://www.combagneux.fr/histoire.html> l'histoire du club, de ses figures historiques y est présentée de manière concomitante à celle de la ville et de la France.

²⁸Source : <http://www.combagneux.fr/documents/code%20ethique.pdf>

²⁹Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017.

*« tu as des associations qui sont déjà connues dans les quartiers (...) “ oui j'aimerais faire une activité....” “ va voir cette association elle peut te renseigner”. c'est vrai que les associations sont un relais même si des fois ça n'a rien à voir. Par exemple tu veux faire une sortie culturelle tu vas voir une association sportive, et bien oui l'association va te diriger vers ce que tu veux. »*³⁰

Il existe également de nombreuses associations, de plus petites tailles, plus récentes ou bien non déclarées : des collectifs, qui fonctionnent comme des arènes en étant moins formalisés mais qui ont tout autant une fonction de médiation sociale telles que le collectif Izoran, l'association de femme africaine Terranga ou des associations de jeunes comme La Vida Local'm. Elles sont le relais entre les habitants et la mairie, pour des questions qui dépassent leur objet associatif.

Des associations ou collectifs plus orientés vers le plaidoyer et l'interpellation politique :

Certaines associations ont pour objet l'organisation collective en vue d'influer sur le système politique et certaines normes, de produire du changement, elles sont globalement en reflux. Ces associations sont par exemple, l'Observatoire Des Engagements composés de quelques habitants qui suivent les décisions, projets de la mairie et la conformité avec les engagements électoraux. Il y a également plusieurs associations environnementales : Bagneux Environnement et le Collectif des Ressources Alternatives et Citoyennes : qui fonctionnent parfois comme des espaces publics oppositionnels voir propositionnels, c'est-à-dire qu'ils mobilisent et fédèrent les habitants contre des décisions municipales, pour un contre projets mais aussi qu'ils élaborent des alternatives qui pourront ensuite être diffusée au système institutionnel. Dans ce groupe d'association nous classons également les amicales de locataires et les collectifs logements, qui sont un espace de médiation pour les locataires, afin d'organiser les relations face au bailleur social. Ces associations et collectifs proposent une médiation plus directement orientée vers le système institutionnel, c'est-à-dire que la volonté de mise en relation des acteurs de la société civile est motivée par une volonté d'impacter l'espace de la décision légitime.

Un espace de médiation politique : La section du parti communiste

La section locale du parti communiste français, bien qu'ayant du mal à mobiliser comme partout ailleurs, compte 200 adhérents. Cet espace de médiation politique nous intéresse et nous voulons le considérer comme étant un maillon de la frontière basse de l'espace public. Il est un espace historique de mobilisation collective, et il a une fonction politique certaine pour la ville : politiser les enjeux individuels. Il faut bien distinguer d'une part la majorité municipale de gauche plurielle, du parti communiste et d'autre part, la section du parti communiste locale, du parti communiste au niveau national. *« la mairie communiste et le parti sont deux choses complètement différentes dans la tête des gens. »*³¹

Un espace historique de mobilisation et d'action collective :

La ville de Bagneux est communiste depuis 1935, si nous ne pensons pas qu'il existe de « communisme municipale » qui serait caractérisé par une mairie omniprésente tentaculaire : des

30Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal et habitant engagé sur la ville, juillet 2017

31Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal habitant la ville.

analyses qui « *tendent à considérer le communisme municipal comme un phénomène homogène dans le temps et dans l'espace, alors qu'il relève, en réalité, d'une grande diversité de configurations et de structurations locales* » (Boulland, 2014, p.1), il existe un certain nombre de caractéristiques spécifiques aux villes où le Parti Communiste est historiquement fort, même si ces municipalités recherchent de nouveaux modèles de gestion alternatifs. Le parti est une force de frappe et de mobilisation citoyenne, même si la ville n'est pas à proprement parler communiste, puisqu'on vote plus pour le maire, que le PC. Le Parti Communiste demeure relativement présent dans l'espace social, au sein des associations sportives, des associations de quartier et des amicales de locataires. Malgré le « *délitement général de la relation au parti* » (Ibidem, p.2) qui se traduit par une chute des adhésions. Le parti communiste mobilise au sein des comités de soutien, qui rassemblent 2000 habitants aux élections législatives et 4000 aux élections municipales, sur le mode du « *soutien à la cause communale* » (Gouard, 2011, p.193, cité par Boulland, 2014, p.3). Ainsi autour de la section du parti communiste et des militants s'organise le soutien populaire pour les élections. Cette fonction d'appui au système politique n'est pas systématique et des lignes de tensions apparaissent entre les militants et les élus. Bien que le militantisme recule, que les comités de quartier aient disparu : la section locale du parti communiste réunit des habitants de Bagneux d'horizons très variés. Nous en avons rencontrés à de très nombreuses reprises lors de nos entretiens avec des acteurs associatifs, qui s'ils ne sont pas adhérents se disent sympathisants. Le parti communiste constitue donc un espace déterminant dans « l'éco-système » politique local.

La Fonction politique du parti communiste :

Les militants s'organisent pour « politiser » les questions locales, pour montrer les enjeux qui recouvrent le vécu quotidien et impulser une réponse collective à des problèmes individuels : c'est une fonction d'éducation populaire « *d'animation politique du débat* »³². Ce réseau actif et visible au niveau des habitants a une place très importante, « *il rassemble et fédère* »³³. Le comité de soutien permet de faire remonter des informations, d'être la tribune des problèmes qui se pose dans certains quartiers, même si sa fonction consiste plus à soutenir ce qui est fait. Le militantisme est très ancré localement, les militants peinent à rattacher les sympathisants locaux à des mobilisations nationales, ils sont des relais mais ne participent pas quotidiennement. Cette fonction d'« *essayer d'éclairer les enjeux* »³⁴ de politiser, de montrer les contraintes, les réglementations, les alternatives possibles : de rapporter au cadre national, semble de plus en plus délicate à mettre en œuvre. « *Beaucoup sont déconnectés des causes des vrais problèmes (...) même si on résiste à pas mal de choses on est comme des gaulois* »³⁵.

Relations et tensions avec l'espace de médiation institutionnelle

Quelles sont les relations de ces espaces civiles avec le système institutionnel ? Y'a-t-il une confrontation entre les deux sphères, une défiance comme au niveau national ? Ou bien un ensemble d'alliance et de confiance ? Nous observons que la mairie soutient et s'implique dans ces espaces, ce qui rend parfois la frontière ambiguë et particulièrement dans le soutien aux associations. Ainsi la

32Verbatim issu d'un entretien avec un habitant et militant du parti communiste, septembre 2017

33Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, juillet 2017

34Verbatim issu d'un entretien avec un habitant et militant du parti communiste, septembre 2017

35Verbatim issu d'un entretien avec un habitant et militant du parti communiste, septembre 2017

ligne de tension n'est pas forcément ici entre système institutionnel et civile mais plutôt au sein du système institutionnel, et civile, entre des générations et des cultures politiques.

Une mairie volontariste dans le soutien à ces espaces, une frontière ambiguë

Ces espaces et arènes civils sont très soutenus par la mairie, qui subventionne très largement de manière directe et indirecte les initiatives, qui propose de nombreux événements qu'elle co-produit avec les associations locales et qui porte une attention particulière à l'entretien et à la construction de lieux de vie collective.

Mais cet engagement très fort au sein des arènes civiles tend à brouiller les frontières et à rendre parfois difficile l'autonomie de certaines associations ou projets. Par exemple, l'initiative Troc Ton Talent pilotée par le Centre Communal d'Action Social, est dans une situation d'entre deux : ni une initiative citoyenne autonome, ni un dispositif municipal. Les « troqueurs », qui organisent bénévolement la bourse au talent, veulent être affiliés à la mairie, tout autant qu'ils veulent être autonome et parfois les agents eux-mêmes ne savent pas jusqu'où ils peuvent laisser ces habitants être autonomes et où ils doivent prendre des décisions, même si cela est contraire à celle qui a été prise par le groupe.

Du côté des associations, on note une réelle peur de l'instrumentalisation et du politique chez certaines et une volonté de rapprochement de la mairie chez d'autres, alors que la mairie elle-même, essaye de politiser les choses de montrer le réseau de contrainte, les enjeux et d'orienter certains projets associatifs vers des enjeux d'intérêt général.

La politique de soutien aux associations

L'enveloppe finale des subventions aux associations est de 1 065 959, les subventions directes de 802 370, c'est un montant élevé pour une ville comme Bagneux. Ainsi les associations sont perçues comme les « *les grandes bichonnées* »³⁶ certains agents les trouvent trop exigeantes, qu'elles sont trop nombreuses à se ressembler, « *qu'il y a des doublons* »³⁷. Mais la ville a un intérêt à soutenir la vie associative, ce sont les associations qui permettent une offre de loisir, d'événements aussi riches.

*« C'est ça qui fait la vie de Bagneux hein... la ville n'aurait pas toutes ces dispositions sportives et culturelles s'il n'y avait pas les associations. La mairie aide à sa juste valeur en prêtant les locaux, en donnant des moyens matériels, financiers et autres. Il faudrait aussi que les associations se rendent compte que la ville fait beaucoup pour elles et qu'elles rendent un peu aussi à la ville des choses. »*³⁸

Pendant des années les associations ont été le seul interlocuteur de la ville, elles étaient les « alter-égo »³⁹ des élus cette relation n'est aujourd'hui plus exclusive, ce qui entraîne l'investissement par les militants associatifs des dispositifs participatifs, même s'ils le font en leur nom, et non dans l'intérêt de leur association, de l'aveu des agents qui encadrent ces dispositifs. Les élus s'inquiètent d'ailleurs aujourd'hui du «*Reflux des associations d'intérêt général* » et de la baisse de la fonction politique des associations comme les amicales. Les associations ne sont plus autant le relais

36Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, août 2017

37Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagée sur la ville, août 2017

38Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagée sur la ville, août 2017

39Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, habitant la ville, juillet 2017

stratégique de la mairie pour la défense des intérêts populaires, elles restent sollicitées mais les opérateurs institutionnels sont parfois déçus par leur « peu de reconnaissance » ou parfois de leur mauvaise préparation. La méfiance est renforcée par leurs attitudes parfois qualifiées de « consommatrice ».

Une ligne de tension qui ne recoupe pas système institutionnel face à système civil mais plutôt en termes de cultures, et perceptions.

Même si il existe une relation asymétrique entre système institutionnel et civil, « *Quand y'a quelqu'un de la mairie qui vient, tout sent bon, les gens se tiennent bien* »⁴⁰. On verra que les réseaux de relations transcendent ces sphères, que les tensions et les séparations se jouent plutôt autour des clivages culturels et politiques. Ainsi l'opposition est plus nette entre les associations de jeunes ou les associations environnementales et la mairie, qu'entre le COMB et la mairie, ou encore qu'entre le groupe qui pilote Troc ton Talent et la mairie. On le verra, la frontière est plus nette entre ceux qui s'engagent selon un répertoire de justification commun et ceux qui revendiquent un registre d'action, de justification différent, ou encore entre ceux-là et ceux qui ne s'engagent pas.

Mais alors, puisque nous avons identifié les deux frontières de l'espace public, l'une civile qui permet la délibération, l'autre plus institutionnelle qui permet la production de normes, quel est l'espace qui réunit ces deux fonctions et qu'on pourrait appeler l'espace public ? Existe-t-il, et sinon sur quelle base le construire ?

C) Un espace public a construire

Dacheux identifie trois « caractéristiques théoriques » de l'espace public qu'il appelle forum : médiation, communication et participation. Ainsi pour qu'un espace public existe il doit réunir ces cinq traits : « *Un espaces de médiation qui réunit des acteurs appartenant à des sphères différentes : société civile, système étatique et système économique ; un espace ouvert au public (sans restriction d'appartenance communautaire ou organisationnelle) ; un espace ou la critique peut librement s'exercer ; un espace d'échanges symboliques (de communication rationnelle, de persuasion, d'émotion) où les acteurs partageant un minimum de codes communs se saisissent des questions d'intérêt général ; un lieu physique ou ces acteurs agissent, c'est-à-dire manifestent publiquement leur soutien ou leur contestation des systèmes (politiques et/ou économiques)* » (Dacheux, 2003, p.200). Sur la base de cette définition nous nous demandons, en quoi les espaces que nous avons identifiés plus haut ne sont pas des espaces publics ? Et quel espace réunit les potentialités nécessaires pour devenir l'espace public local ?

Des dispositifs participatifs événementiels, peu accessibles et inclusifs

Quinze ans après la constitution des premiers espaces de délibération, les conseils de quartiers, l'insatisfaction des élus, agents et habitants est palpable : si ces espaces remplissent des fonctions sociales et politiques certaines pour la ville, leur portée ne permet pas de satisfaire et de réunir durablement l'ensemble des acteurs. La participation recule dans certains événements clés comme la Fête des vendanges, nous ressentons une certaine lassitude qui freine l'investissement.

Des temps de délibération sans suite qui s'apparentent plutôt au « marketing » participatif

Lorsque la ville organise de grands événements sur le thème de la participation, en convoquant un répertoire symbolique typique à la démocratie participative, en organisant des temps de débat, de

⁴⁰Verbatim issu d'un entretien avec un habitant, engagé sur la ville, juillet 2017

réflexion et de propositions collectives, cela ne débouche généralement sur aucun changement d'ampleur ou même sur une évaluation partagée des résultats de ces temps forts. L'opération #Pas Sans vous a été la première à proposer des suites à la délibération, mais leur contenu interroge : les habitants qui participent à ces groupes de travail sont en majorité des personnes qui étaient déjà connues de la ville et déjà engagées (pas toutes) : peut-on penser que leurs productions seront l'expression de la volonté d'une majorité d'habitants ? Les groupes de travail sont réduits et le pilotage de l'action, son orientation est grandement influencée par l'administration. D'ailleurs, si cette initiative satisfait les acteurs qui y sont engagés, qui ont pu amorcer de nouveaux projets qui n'étaient pas dans les engagements du maire ; les autres, si ils sont au courant qu'elle existe, la considère comme du marketing et lui attache peu d'importance. Peut-on considérer de tels espaces comme des espaces publics, puisqu'ils théoriquement ouverts à tous, réunissent deux sphères, permettent l'expression et la critique, alors qu'ils sont d'une taille et d'une portée très réduite ? Nous pensons que l'espace public doit revêtir une taille critique minimum pour être considéré comme tel, qu'un micro-forum est un contresens théorique. L'espace public doit être reconnu par le plus grand nombre, non comme une sorte d'activité obscur qui se déroulerait dans l'enceinte de la mairie entre personnes initiées, mais comme un espace véritable, identifiable, existant par lui-même, auquel ils sont invités à participer par des canaux multiples, et dont ils peuvent attendre des changements véritables.

Des espaces apparemment fragmentés, peu accessibles et sans instance transversale

Les dispositifs de participation de la ville, on l'a vu sont nombreux : mais ils sont thématiques ou de taille réduite, chaque espace réunit des acteurs spécifiques autour d'un quartier, d'un projet urbain, d'associations, d'usagers, sans toutes fois que leur périmètre soit suffisamment délimité pour faciliter l'action collective et ne pas s'éterniser dans des débats sur des problématiques qui sont pourtant en dehors de sa portée, ainsi dans un groupe sur le nettoyage citoyen, il peut arriver de s'attarder de longues minutes sur la question des stationnements gênants, pourtant discutée ailleurs. Cette fragmentation n'est pas problématique en soi, elle correspond à un pragmatisme qui veut qu'on doive mener des discussions thématiques pour pouvoir avancer sans quoi on s'installe dans la confusion. Le problème n'est donc pas que chaque espace ait une fonction relativement bien identifiable, ce qui est plus problématique c'est qu'il n'existe pas d'espace de rencontre entre ces conseils, les 1500 personnes qui s'engagent dans les différentes instances plurielles de la ville n'ont pas d'espace commun, ni matériel ni immatériel : il n'existe d'ailleurs pas de charte de la participation ou de document explicatif des différentes instances, il n'existe pas un agenda propre aux rencontres de consultation et délibération, ni de compte rendu diffusé du résultat de ces réunions.

Ces espaces communiquent entre eux par la frontière basse de l'espace public, au sein de la sphère civile dans des espaces informels de délibération. On le verra dans la seconde partie, mais l'information circule sur le mode du « téléphone arabe » via des personnes figures qui lient les arènes entre elles et avec les espaces privés d'interconnaissance. Ainsi des personnes qui individuellement, par leur « soutien à la cause communale » s'investissent dans de nombreux espaces au nom de l'intérêt de la ville, adopte dans chaque instance une position selon ce qu'ils y défendent, au CLVA l'intérêt de leur association, au conseil de quartier l'intérêt de leur lotissement, dans un groupe de travail leur propre position, il n'existe pas vraiment de lieux a-partisans pour

débattre des problèmes globaux et produire du sens commun, une vision partagée de l'avenir. Les agents témoignent d'ailleurs de la difficulté d'associer les acteurs sur des projets qui dépassent les intérêts propres à leur structure. Par exemple pour l'élaboration d'une charte locale destinée aux bailleurs, les différentes amicales en présence ont du mal à dépasser leurs propres problématiques.

Le budget participatif, un espace physique permettant de relier les acteurs de la frontière hautes et basse

Consciente des limites de ses instances existantes et souhaitant accélérer la dynamique participative, la ville est en train de mettre en place son premier budget participatif. Un tel dispositif nous semble posséder les potentialités d'un véritable espace public : un espace de médiation, qui soit ouvert à tous, qui permette d'échanger en un lieu physique et reconnu mais surtout, il offre de réelle zone de pouvoir à la délibération. *« l'institution du Budget participatif introduit une nouveauté radicale par rapport à des démarches exclusivement consultatives. Sur le principe, il s'agit cette fois de transférer directement une partie du pouvoir de décision à la population en lui permettant d'imposer ses directives en matière budgétaire. »* (Blondiaux, 2008, p.50).

Le fonctionnement du Budget participatif à Bagneux :

Dès le 2 octobre, jusqu'au 25 novembre, à l'issue d'une campagne d'information, les habitants et salariés de Bagneux peuvent déposer des projets sur internet et dans neuf lieux labellisés, c'est-à-dire des institutions et infrastructures publiques de la ville équitablement répartis sur la commune et représentant les différents publics d'usagers. Ils peuvent y être accompagnés d'agents spécialement rendus disponibles. Une fois la conformité des projets avec le règlement établie ou non, les projets sont retravaillés collectivement entre les participants et les services de la mairie lors d'un temps de délibération, avant d'être réétudiés pour leur faisabilité technique, juridique et financière et si le projet est réalisable, il est alors soumis au vote qui aura lieu durant quinze jours en avril.

Un temps fort aux nombreuses potentialités :

Ainsi un des obstacles majeurs à l'implication qui peut se résumer au « A quoi bon ? » peut être dépassée par la mise à disposition d'une partie du budget de la ville aux habitants, pour cette première édition, il s'agit de 250 000 euros. Par ailleurs, ce qui nous intéresse c'est que le budget participatif ne soit pas réduit au mode projet, les habitants ne sont pas convoqués a priori sur un projet dont les bornes sont déjà posées et qui permet donc la délibération mais dans un cadre restrictif fléché. Quoique, les bornes du projet ne permettent pas un gain de pouvoir si conséquent puisque le projet doit coûter moins de 55000 euros, être dirigé vers un ensemble de thématiques qui sont de la compétence de la ville, ne pas concerner un projet déjà entrepris ou prévu par la ville et être réalisable en 18 mois. La mise en danger de la mairie est relative, mais il ne semble pas possible d'envisager une initiative municipale qui s'engage à mettre des projets en place qui ne soit pas de sa compétence, pas réalisable, qui déstabilise des projets engagés ou qui soit objectivement infaisable. Un forum est inséré dans un univers politico-institutionnel normé et contraignant. Cette étape de filtrage non-négligeable sur le résultat final, devra donc être réalisée avec la plus grande transparence.

Ensuite ce que nous trouvons intéressant, c'est que le budget participatif pourra constituer l'entablement des autres espaces, qui pourraient fonctionner comme des « groupes de travail ». Nous

pensons que les instances déjà constituées pourront se saisir de cette opportunité budgétaire pour monter en puissance dans leur action collective, le budget participatif ne fonctionnera pas « seul » comme un espace public, c'est la mobilisation des acteurs de la méditation et de la délibération autour du budget participatif qui produira cet espace public.

Ce qui nous intéresse également c'est l'ambition de produire un niveau d'information « toute ville », que tous les bagnéolais puissent accéder à l'information et être accompagnés s'il souhaitent proposer un projet. La mairie va utiliser ses différents canaux de communication, sa méthode du « aller-vers » pour mobiliser, informer et relayer les différents projets. Ainsi les agents se rendront dans les « lieux labellisés » répartis sur toute la ville et ils utiliseront également le camion nomade. Nous pensons aussi que les associations se saisiront de ce temps et que les espaces de participation d'initiative feront également le relais du budget participatif.

Si les projets peuvent être déposés individuellement via une « fiche projet ». Les stratégies individuelles devront converger puisque les porteurs de projets qui ont formulé une idée de même nature seront rapprochés : on peut donc espérer une convergence entre des acteurs multi-partenariaux. Cette potentialité transversale devra tout de même être un objet d'attention, pour que chaque quartier ou groupe affinitaire ne travaille pas replié sur ses problématiques individuelles. Mais puisque pour être éligible les projets doivent répondre à un besoin d'intérêt collectif, les projets qui ne sont pas jugés « *d'intérêt général et à visée collective* »⁴¹ ne seront pas retenus pour le vote, ce qui nous pose question, qui juge et selon quel critère de ce qui est d'intérêt général ?

Si l'aspect participatif qui est une des conditions à l'existence d'un espace public est bien identifiable, celle de la délibération l'est moins. Une fois que les projets auront été déposés, que leur conformité au règlement aura été établie, les porteurs de projets seront invités à un temps d'échange et de travail collectif avant le dépôt final des projets « *Ils sont invités, lors d'une soirée ou un après-midi, à échanger, travailler et affiner leurs propositions entre eux et avec les agents municipaux.* »⁴². Nous nous interrogeons quelle sera la méthodologie de cette délibération ? Nous avons observé durant certains temps de rencontres, comme par exemple celui où les habitants devaient présenter l'avancée du travail de leur groupe thématique #Pas Sans Vous, que les agents et élus sont omniprésents dans les discussions, qu'est-ce qui va garantir une certaine éthique de répartition équitable de la parole ? Qu'est-ce qui va garantir que les projets ne seront pas refaçonnés par l'administration ? De même avant le vote, les porteurs de projets présenteront leur projet devant les habitants qui auront ensuite deux semaines pour voter les projets, cette étape sera également très importante pour pouvoir par la suite instituer le budget participatif comme un véritable forum.

Le mode électif de sélection des projets : le vote, à l'échelle de la ville permettra de garantir des projets avec un certain niveau d'intérêt collectif. Chacun devra donc faire un effort de traduction de son projet en ces termes, qu'il soit accessible à tous et réponde à un besoin social. Le vote permet également de renverser la hiérarchie des normes : puisque ce n'est pas l' élu, comme dans les autres instances, qui tranchera en dernier niveau : mais les habitants, même si c'est l'administration qui « présélectionne » les projets selon leur faisabilité, mais sans limite de nombre de projet soumis au vote.

41 Règlement du Budget Participatif, URL :

<http://www.budgetparticipatif.bagneux92.fr/presentation.php#motmaire>

42 Ibidem.

Conclusion :

L'architecture participative de la ville, repose donc sur un ensemble hétérogène d'espaces, avec des fonctions spécifiques, installés dans des tensions inhérentes à l'espace public. Nous pensons que l'enjeu majeur, est l'avènement d'un espace public qui permette « *d'articuler participation institutionnelle et participation d'initiative* » (Bacqué, Mehmache, 2013, p. 19), ou encore pour reprendre la grille de lecture de Dacheux : la frontière haute et la frontière basse de l'espace public. Puisque les dynamiques « *participative institutionnelle* » ne sont pas occupées par les catégories populaires et les dynamiques citoyennes, participative d'initiative « *prennent le risque de la marginalisation ou de la parcellisation* » (Ibidem, p.19). Cet objectif pourrait être atteint par le futur Budget Participatif.

Mais une lecture en termes de « sphère », de « mondes » de la participation ne semble pas suffisante à rendre compte de ce qui se produit au niveau collectif, de l'agir politique des individus. Compléter cette vision statique et cette typologie par une analyse des réseaux et liens entre ces espaces, des circulations et dynamiques qui les font vivre, nous permet d'éclairer les motivations et les normes sociales qui sous-jacent à de tels espaces. Ainsi d'une analyse en termes de stock, il faut passer à une analyse en terme de flux.

Pour saisir la nature des rapports sociaux, des dynamiques de la participation sur le territoire, nous devons montrer que les frontières ne sont pas distribuées selon une opposition purement : monde civil face à monde institutionnel : que les frontières sont mouvantes et que les acteurs cumulent des positions, des registres de plusieurs sphères. Nous allons donc désormais explorer les pratiques des acteurs qui s'y investissent.

PARTIE II : Les dynamiques, stratégies collectives et univers de signification qui régulent ces espaces

A l'échelle locale, politicit  et sociabilité des individus sont intimement liées, les comportements politiques sont encadrés dans la vie quotidienne et les relations sociales, autant que les relations sociales sont influencées par le politique. Comprendre comment fonctionne notre communauté politique c'est donc aussi comprendre comment fonctionne nos relations sociales. Autant qu'il ne faut pas penser l'économique et le social à la manière de de monde hermétiques, il faut comprendre les relations politiques comme des régulations sociales. La régulation, qui est l'activité de production collective de règles, met l'accent sur les interactions et les relations entre les individus dans la définition des règles sociales communes. La théorie de la régulation sociale de Reynaud « *met l'accent sur la production des règles sociales qui ordonnent les interactions entre les individus à partir de l'analyse de la rencontre des acteurs, rencontre dont le résultat est toujours incertain (...) sur la formation des acteurs collectifs, sur la dimension cognitive et politique de leur action, sur la manière dont ils élaborent des normes, des règles, des conventions ou des dispositifs.* » (De Terssac, 2003, p.9-10⁴³) Nous voulons donc pour comprendre comment fonctionne la régulation politique locale à Bagneux selon cette méthode, en observant ce qui se joue entre les acteurs et les

43DE TERSSAC G., 2003, « La théorie de la régulation sociale de Jean-Daniel Reynaud. Débats et prolongements », *La Découverte, Recherches*, 2003, Paris.

groupes : à l'intérieur des espaces et à l'extérieur, de manière formelle et informelle. Car c'est cet ensemble d'actions, de représentations, de discours qui vont ordonner les règles du jeu politique. Règles qui sont en construction et en mouvement constants mais dont on va tenter d'identifier des généralités. D'abord, nous chercherons à comprendre comment fonctionnent le réseau d'interconnaissances qui traversent les espaces que nous venons de décrire (A). Ensuite nous tenterons d'établir une typologie des formes d'engagements des individus qui participent dans ces espaces (B) et enfin nous proposerons une lecture schématique de l'univers de justification et de signification qui encadre et légitime les relations sociales dans ces espaces (C).

A) Des espaces sous-tendus par un réseau d'interconnaissances :

Les espaces de médiation et dispositifs de la ville sont portés et régulés par un réseau mixte d'acteurs qui entretiennent des relations sociales plus ou moins intenses sur le mode de l'interconnaissance, c'est-à-dire de la connaissance réciproque entre les acteurs élus, techniciens, travailleurs sociaux et habitants. Chacun connaît quelqu'un, qui connaît quelqu'un d'autre, la somme de ces connaissances permet de retrouver tous les membres au sein de ce réseau : ce qu'on appelle des liens faibles. « *Le réseau c'est le maillage, c'est la toile d'araignée.* »⁴⁴ Ce réseau localisé, permet à ses membres de mobiliser un capital d'autochtonie, il est bien organisé et permet des échanges constants entre les différents niveaux, nous verrons ainsi que les espaces intermédiaires et même les espaces institutionnels sont des lieux de socialisation, des espaces de structuration de ce réseau.

*« Y'a des agents, des anciens agents, des gens avec qui on travaille, y'a pleins de personnes. T'as pas une liste... C'est des gens, on se connaît, si j'ai besoin d'aide j'appelle (...) ça fait vingt ans que je travaille et que j'ai mis en place des choses, et grâce à ce travail j'ai des contacts. C'est ce qui me permet d'être attractif. Et je ne suis pas tout seul, il y a des gens comme moi, eux aussi c'est pareil, eux aussi ils ont des réseaux un peu partout. »*⁴⁵

Le réseau n'est pas une entité vécue, c'est-à-dire que à l'issue de l'enquête nous pouvons le décrire, mais celui qui y est inséré n'a pas nécessairement une lecture complète de son étendu, il regroupe tout un ensemble de sous-groupe d'influence. Celui qui participe aux associations environnementales et aux AMAP ne connaîtra pas nécessairement le militant du parti communiste engagé dans une amicale, etc. Mais le jour où il a besoin de les rencontrer, cette rencontre sera facilitée par l'existence du réseau. Le réseau contient « *un gros noyau avec tout plein de satellites autour (...) un réseau avec des atomes* »⁴⁶. Enfin, le réseau n'est pas dénué de relation de domination, de contrôle social, de conflits : « *Mais c'est pas parce qu'on se connaît tous que c'est bisounours et que tout le monde s'aime...* »⁴⁷

44Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017.

45Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, habitant et engagé sur la ville, juillet 2017.

46Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017

47Verbatim issu d'un focus groupe avec des jeunes engagés sur la ville, juillet 2017

Dépasser les catégorisations opérateurs institutionnels et habitants

Avant tout, pour pouvoir comprendre comment fonctionne ce réseau mixte, il faut se détacher d'une justification a priori de l'interaction comme prédéterminé par la catégorie, le niveau d'appartenance, si elle est un facteur de régulation, elle doit être complétée par un autre ensemble de facteurs.

La théorie des « mondes » de la participation :

Cette théorie de Monbeig que nous avons présentée, propose une lecture des interactions dans les dispositifs de participation comme cadrés par des mondes : des « *univers de pratiques spécifiques* » (Monbeig, 2007, p.37). Chaque monde étant ordonné par des pratiques langagières et des « rites » spécifiques. Ainsi techniciens, élus et travailleurs sociaux imposeraient leur code aux habitants : la régulation serait donc plutôt contrainte voir hétéronome. L'habitant ne pourrait alors s'investir dans les espaces et y être reconnu qu'en étant acculturé à l'univers des trois autres mondes « *Lors des débats publics, les opérateurs construisent une offre de participation qui s'avère difficile voire impossible à saisir par les habitants. Ils ne la présentent qu'à partir d'un contrôle accru des capacités de l'habitant à être conforme, à se saisir des éléments constitutifs des normes dominantes, du point de vue langagier bien sûr, mais aussi au niveau symbolique d'acquisition du statut d'acteur institutionnalisé.* » (ibidem, p.42) l'habitant est alors « enrôlé » par les opérateurs institutionnels. De l'autre côté, l'habitant résisterait en proposant « *un modèle de participation fondé sur l'engagement* » (Monbeig, 2003, p.44) qui traduit sa volonté de reconnaissance, son investissement dans ces espaces se déroulant sur le mode de la résistance et de l'opposition de l'habitant stratège. Enrôlement et engagement seraient alors les dimensions structurantes de l'échange. Nous observons pourtant que ces deux dimensions traversent les quatre mondes. Elles sont toutes les deux convoquées par les acteurs qu'ils soient habitants, techniciens ou élus.

Une distribution ambiguë des fonctions : construire une typologie compréhensive des positionnements des acteurs

Non seulement nous pensons comme Monbeig que « *l'interaction entre opérateurs et habitants n'est pas figée une fois pour toute. La proposition et l'intérêt qu'elle revêt pour chacun des acteurs en fonction de la place qu'il occupe dans la gestion de l'action publique, cette proposition est fluctuante.* » (Ibidem. p.45), au sein de ce réseau/noyau d'acteurs nous avons observé que ces quatre groupes d'acteurs évoluent tous au sein de ces mondes, que la distribution des rôles est déterminée par tout une variété de facteurs : milieu d'appartenance, génération, ancienneté sur la ville, genre, culture professionnelle, milieu associatif etc. Par exemple, nous avons observé des acteurs en situation de lutte pour la reconnaissance au sein des opérateurs institutionnels, nous avons trouvé des interactions sur le mode de l'enrôlement parmi les acteurs associatifs. Si nous ne qualifions pas encore les publics désaffiliés qui ne participent pas du tout, ce que nous tenterons de faire dans la dernière partie, les acteurs du noyau dont nous allons traiter ici et plus largement du réseau de ceux qui organisent la participation, les habitués, ne présentent pas ces caractéristiques. Ce que nous proposons c'est de concevoir une typologie des relations entre les acteurs qui se détache d'une analyse en terme institutionnel/non institutionnel. Nous voulons étudier la distribution des positions et le cadrage de l'échange à travers l'analyse du réseau mixte de participation de la ville.

Un réseau structuré : interconnaissances, réciprocité et dynamique collective : des niveaux qui communiquent entre eux, essaient, se déversent les uns dans les autres et s'alimentent mutuellement

Ce réseau qui réunit les personnes engagées sur la ville est structuré et entretenu, il permet de « recruter » de nouveaux membres, de visibiliser et diffuser ses projets, de faire circuler l'information. La plupart des espaces de médiation associative ou des dispositifs sont interdépendants ils s'alimentent mutuellement. Mais ces relations d'interconnaissances sont aussi propres à l'administration, la sphère institutionnelle n'en est pas exemptée.

« Quand t'es trop investi, ton boulot t'en fais une affaire personnelle et résultat des courses si tu rencontres quelqu'un et ça se passe bien, le dossier va avancer très vite, si tu rencontres quelqu'un qui ne pense pas de la même manière que toi, bah tu vas prendre des trucs, des biais, ... et c'est pas très intéressant. »⁴⁸

Des engagements cumulés, quand les figures se confondent :

Les figures des personnes engagés se confondent, se retrouvent en de multiples endroits, la plupart de nos enquêtés, initialement rencontrés pour leur bénévolat dans telle ou telle association se sont avérés cumuler de nombreux positions, fonctions et activités. Bénévoles dans le CSC, adhérent du Club Olympique Municipal de Bagneux, président d'une association, pilote d'un groupe #, membre d'une amicale et de l'association de parents d'élèves, souvent sympathisant du PCF, etc. Plus leur premier engagement sur la ville est ancien, plus ils cumulent de positions. Il existe un ensemble de facteurs, comme l'ancienneté, qui rapprochent l'extérieur du réseau au noyau : constitué des *figures* de la ville.

Des alliances systématiques : un continuum de l'action public :

Le réseau n'est pas un simple réseau d'interconnaissance, de convivialité : il a une réelle fonction pour le dynamisme des projets de la ville. C'est à travers ce réseau que l'on recrute de nouveaux membres, que l'on fait circuler l'information, que l'on diffuse son projet. Les figures du noyau sont celles qui attirent de nouveaux membres dans les projets du réseau. Par exemple, une de nos enquêtés originellement attirée dans le réseau par une amie et ayant la volonté de « rencontrer du monde » finira par développer un registre d'engagement civique, et par attirer elle-même de nouveaux arrivants de son entourage vers le réseau. Les membres se complètent mutuellement, d'ailleurs plus l'action a attiré de membres du réseau, plus elle est partenariale et plus elle bénéficiera d'une grande légitimité. Les associations cherchent la participation de la mairie à leurs événements, elles veulent travailler avec les centres sociaux culturels. La survie d'un projet est conditionnée par sa capacité à rassembler, et sa capacité à rassembler semble conditionnée par la diffusion de ce projet dans le réseau.

Nous pensons qu'il existe un continuum du service public au domestique. La mairie n'a pas les ressources nécessaires pour la réalisation de ses ambitions, elle doit s'appuyer sur les associations pour faire vivre la ville, animer ses événements, elle doit s'appuyer sur des bénévoles pour conserver un service public de qualité et de nombreux services sur son territoire. De la même manière les

⁴⁸verbatim issue d'un entretien avec un agent municipal, août 2016.

associations ne sont pas autonomes, elles ont besoin de la ville pour relayer l'information, elles ont besoin de la ville pour des raisons matérielles et logistiques. Participation institutionnelle, et d'initiative se suivent : le réseau d'interconnaissance permet de pérenniser cette situation d'interdépendance sur un mode réciprocaire.

Ce réseau se déploie de manière exemplaire lors des grands moments décisifs pour la ville comme la mobilisation pour la construction d'un lycée à Bagneux : l'opération Mobilycée, ou la mobilisation pour que le quartier de la Pierre Plate reste dans le périmètre de la Politique de la ville. Il se déploie aussi lors des élections au sein des comités de soutien. Cela suscite parfois l'interrogation, quand des agents sont sollicités par leurs collègues pour participer à la campagne.

« En gros, dans l'entre-deux-tours, on m'a dit, « faut que tu viennes, faut qu'on mette le paquet pour l'élection législative ». Mais vous avez vraiment cru que j'allais venir ce soir au meeting réfléchir à la stratégie de qu'est-ce qu'on fait pour la dernière semaine pour faire élire notre candidat ? Donc je ne suis pas militante communiste. J'y suis pas allée. »⁴⁹

Mais il s'observe également à de nombreuses autres reprises, lors de la vie quotidienne, par exemple à l'occasion d'une sortie de la troupe du vivre ensemble : projet qui a émané de l'opération #Pas Sans Vous et qui consiste à se rendre sans « prétexte » dans les quartiers de la ville avec le camion nomade pour proposer un temps de rencontre conviviale aux habitants du quartier et ouvrir le dialogue. Ainsi le camion est ouvert (à la manière d'un « food truck ») on installe des tables, des chaises et de quoi grignoter et les porteurs du projets, les élus et quelques agents s'y installent. Sur trois heures de présence, nous n'avons presque pas vu de « nouvelles têtes » mais nous avons rencontré des membres du réseau : des élus, bénévoles de tels initiatives, participants de tel dispositif, agent de tel service, militant qui tractaient par là, etc. Tous ces gens se sont retrouvés et ont échangé de telle manière qu'il était presque impossible de distinguer qui était qui.

Un réseau de relation localisé : le capital d'autochtonie

Appartenir à ce réseau pourrait donc s'apparenter à une forme de pouvoir, de capital, de la même manière que du capital social, du capital symbolique ou du capital économique. On l'a dit, à travers l'inscription territoriale, les individus des classes populaires tirent la plupart de leurs ressources du niveau local (Merklen, 2009). En ethnographie : ce capital s'appelle capital d'autochtonie, s'il caractérise normalement plutôt des catégories ouvrières ou populaire, le concept est suffisamment heuristique pour être transposé à l'étude d'un groupe sociale et d'un réseau d'interconnaissance localisé qui ne soit pas nécessairement composé de catégories sociales populaires. Ce monde local vécu comme un « village » par certain, a traversé nos observations. Ainsi la participation à ce réseau permet de mobiliser un capital d'autochtonie, particulièrement utile pour les associations et visible autour des espaces institutionnels qui sont entrelacés dans des pratiques de sociabilité. Mais c'est aussi parce qu'on aime avoir des relations sociales sur la ville qu'on s'y engage pour en rencontrer d'avantage et renforcer les liens, pour faire vivre l'esprit collectif de la ville.

« J'aime la vie sociale, j'aime les gens. Donc il faut que j'aille vers les gens, je peux pas rester seule chez moi. Il faut se saisir de ce qu'on a dans sa ville, y a des tas de possibilités. Bagneux est une ville riche, culturelle où on

⁴⁹verbatim issue d'un entretien avec un agent municipal, août 2017

propose aux habitants de pouvoir faire des choses, de pouvoir réaliser des projets. Faut y aller ! »⁵⁰

« Le petit village » : une lecture spécifique des relations sociales locales

« Une définition minimale de la notion de capital d'autochtonie pourrait consister à dire qu'elle est l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relation localisés. Il s'agit de nommer des ressources symboliques, symboliques en ce qu'elles ne tiennent ni d'un capital économique, ni d'un capital culturel, mais d'une notoriété acquise et entretenue sur un territoire singulier. (...) appartenir à un groupe d'interconnaissance n'est pas une donnée neutre, mais est au contraire susceptible d'avoir un poids social permettant de se positionner avantageusement sur différents marchés (politiques, du travail, matrimonial, associatif, etc.)» (Renahy, 2010, p.9). Ainsi, la notion d'autochtonie permet d'étudier ce qui se produit dans la formation d'un « groupe à base locale » (Champagne, 1975, p.43-67, cité par Renahy p.9), qui est délimité par son opposition à l'exogroupe : les autres, les allochtones. Retière qui a étudié dans sa thèse, puis dans l'ouvrage « Histoire sociale d'un fief ouvrier » la ville communiste de Lanester et l'évolution du parti communiste, y a identifié l'existence d'une « aristocratie » ouvrière dans l'espace public (...) pour cette élite locale (...) il s'agit de faire le tri de soi pour sauvegarder une bonne image de soi (pour soi et pour les autres) » (Ibidem, p.15). Nous nous demandons si ce réseau ne reproduit pas à travers ses engagement un entre-soi, un système d'identification mutuel, de normes locales à respecter pour faire partie du réseau. Ainsi l'attachement à la ville, l'engagement dans les dispositifs, la participation aux espaces historiques seraient les conditions d'accès au groupe qui protège, entoure les individus et rend intelligible leur monde vécu.

« Le rôle de chacun des membres du groupe étudié dans cette construction politique du groupe est inégale en fonction du degré d'intégration au « foyer central » de la vie sociale, qui correspond à une aristocratie ouvrière. » (Ibidem, p.17) le foyer central de la vie sociale à Bagneux n'est-il alors pas, par analogie, l'espace de participation associatif ou institutionnel ? Ces espaces constitueraient « la scène sociale » et l'investissement quotidien, les interactions sociales qui s'y dérouleraient à différents niveaux, transformeraient progressivement l'autochtonie en capital. Retière analyse à ce titre l'engagement des classes populaires locales, issus des familles ouvrières autochtones au sein du corps des pompiers volontaires. « Le fait d'être volontaire, en soi, fournit une attestation de civisme et, incontestablement, favorise l'embauche par les édiles municipaux : la moitié des pompiers actuellement ouvriers employés de mairie ne l'étaient pas à l'heure de leur engagement. » (Retière, 1994, p.98, cité par Renahy, 2010, p.18) Sans présupposer que l'on s'engage pour en tirer des bénéfices matériels ou de position, puisque ce capital d'autochtonie est relativement neutre voir inutile économiquement pour trouver du travail par exemple, puisqu'il y a eu une « dissociation des scènes professionnelles et résidentielles » (Ibidem, p.23) et qu'il ne fonctionne pas en dehors de ce groupe, et par ailleurs que nous n'avons pas observé de telles situation : l'engagement apporte des ressources symboliques, et permet de faire avancer au moment voulu, son propre projet pour la commune. Cette dynamique réciprocaire est intéressante : pour faire partie du groupe, il faut se montrer altruiste et participer aux projets du collectif, avant de pouvoir bénéficier de la part du groupe de participation et d'engagement pour ses propres projets.

50Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017.

Par ailleurs ce capital d'autochtonie semble décisif pour la légitimité et la stabilité politique « *C'est moins en donnant des preuves de leur fidélité idéologique qu'en se «donnant» aux autres, moins en se «consacrant» à des tâches reconnus utiles que les «militants» communistes engrangeront des suffrages, et ce sera moins en les écoutant parler, promettre, vanter ou mythifier qu'en les jugeant, en parent, en voisin, en collègue, en ami, sur les actes que l'électorat s'en remettra à eux.* » (Ibidem p.17)

Ce monde local vécu à une échelle d'interconnaissance, réduit la taille de la ville, donne la sensation « que tout le monde ce connaît ». « *A bagneux c'est marquant y'a une vie de village, bien plus que dans le bled de mille habitant d'où je viens* »⁵¹. Faire partie du réseau devient une source de prestige, donne accès à l'information, permet la rencontre et la stimulation des relations sociales, les figures de la ville nous expriment toutes ce même sentiment : « *dans la vie courante, quand je vais chercher mon pain je mets deux heures, et j'ai 150 mètres à faire* ».⁵²

*« Si on est investi dans la ville, je dirais que tout le monde se connaît. Moi mon mari, qui est pas du tout d'ici, qui est pas du tout dans la vie sociale et autre, quand je l'ai rencontré et qu'il est venu sur Bagneux et qu'on a fait les courses ensemble une fois ou deux, à l'époque je m'occupais d'une section du COMB, et je passais du temps à m'occuper pour l'école. A chaque fois au hasard des rayons, j'avais " ah salut Marie" ! Et du coup il me dit "tu connais tout le monde ?" et je dis "non pas tout le monde mais un peu" et en fait je lui faisais peur parce que je connaissais vachement trop de monde pour lui c'était trop. »*⁵³

« Le petit village » c'est comme donc l'image qui caractérise le rapport à la ville, l'information circule en effet comme dans un village. « *On est connus et reconnus, je vais juste au Simply Market, ça prend 1heure30* »⁵⁴. Certains habitants très impliqués deviennent de véritables « figures » de la ville et parviennent à impliquer d'autres habitants. « *J'étais ouverte avant, mais ça n'a rien de comparable depuis que j'habite Bagneux. Ca m'a donné confiance* »⁵⁵. Le fait de connaître plus de monde augmente le sentiment de sécurité, de confiance. L'information ne circule pas bien en dehors du réseau, « *on fait le téléphone arabe* »⁵⁶. Et en même temps, les membres du réseau ont l'impression que les autres ne s'y intéressent pas « *quand je prends mon bagneux info, sur les 10 distribués dans ma résidence, y'en a 7 autres à la poubelle.* »⁵⁷.

Ce capital d'autochtonie est déterminant dans les relations associatives et les arènes civiles. C'est parce qu'on fait partie du réseau qu'on y est associé, même si on n'en a pas exprimé la volonté directement. « *On ne sait jamais pourquoi on reçoit un mail, pourquoi certains sont associés et d'autres non* ».⁵⁸ Les associations autochtones, créées sur la ville, par des balnéolais, il y a un certain temps : bénéficient d'une légitimité acquise et se méfient de l'extérieur. L'attribution de subventions à de nouvelles venues, surtout si elles viennent de l'extérieur de la ville : suscite la méfiance et le conflit.

51Verbatim issu d'un entretien avec un habitant militant du parti communiste, août 2017.

52Verbatim issu d'un entretien avec un élu engagé sur la ville, septembre 2017

53Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017.

54Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, juillet 2017

55Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, juillet 2017

56Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017

57Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, juin 2017

58Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, juillet 2017

Un réseau inclusif ?

Mais pourtant les membres du réseau, s'ils s'opposent aux autres dans leurs discours, semblent aussi très préoccupés par le recrutement de nouveaux membres. Le groupe n'est pas un groupe socialement fermé, sélectif sur la base d'une origine sociale, géographique ou autre, il semble d'ailleurs relativement hétérogène socialement. Il ne se veut pas excluant et les nouveaux venus, pour peu qu'ils aient envie de s'investir sont accueillis « *On se sent accueilli, y'a pas de polémique à Bagneux : y'a des tensions, mais on aide n'importe qui. Le maire va à la kermesse de la mosquée par exemple.* »⁵⁹ Il semble que cet ensemble de valeur soit relativement partagé, et que le groupe central soit très ouvert et accessible. On nous a dit plusieurs fois que Bagneux a su conserver une certaine « attention à l'autre », qu'il n'y a pas de repli identitaire. « *Si on est seul à Bagneux c'est qu'on l'a choisis* »⁶⁰.

Les figures de la ville, qui cumulent les fonctions, sont des relais pour l'ensemble des habitants. Par exemple, une personne qui fait partie du noyau relayera tout autant les informations, donnera des conseils aux gens de son quartier qui n'en fait pas partie. C'est ce qui nous fait dire qu'il n'y a pas d'entre soi.

« Bah déjà ça [son engagement] se traduit comme je connais beaucoup de monde sur la ville, les gens qui viennent me voir pour me poser des questions, j'essaie de leur répondre le plus clairement possible, de leur donner la visibilité de la politique, de ce que fait madame le Maire et les élus. Là il y a plein de questions qui se posent par rapport au métro, au logement, Par rapport aux nouveaux logements qui se construisent, les gens ont un petit peu peur, à un moment donné est-ce qu'ils vont pouvoir rester sur la ville etc. »⁶¹

Les espaces frontières de l'espace public : des lieux de socialisation :

On l'a vu dans la première partie, la frontière basse de l'espace public permet de mettre en relation les individus de la société civile. A la manière du jardin partagé dont les 65 parcelles réunissent des adhérents originaires de vingt pays différents, c'est un lieu de rencontre qui amène les jardiniers à s'intéresser progressivement à la gestion, à l'animation et à la vie collective du jardin. L'association est « *un endroit pour être ensemble* »⁶².

Mais les espaces institutionnels qui fonctionnent en superposition avec des espaces de médiation et de socialisation, seraient sensés diluer les relations privées entre individus dans des relations publiques, anonymes sur le mode du citoyen désincarné. Pourtant nous observons que se rendre dans les espaces institutionnels permet de poursuivre la socialisation qui a lieu dans les espaces d'interconnaissance. Espaces d'interconnaissance et dispositifs institutionnels fonctionnent ensemble, mais pas seulement dans le sens : l'on est « préparé », « socialisé » dans un espace plus

⁵⁹Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, juillet 2017

⁶⁰Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017

⁶¹Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal et habitant engagé, juillet 2017

⁶²Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017

privé qui nous conduit à développer un sens du collectif, pour aller ensuite se « publier » dans un espace public. On noue aussi des relations, alliances, interactions privées au sein des espaces publics : il s'agit d'un continuum social pour une personne qui est ancrée dans un réseau de relation localisée. D'ailleurs un des conseils de quartiers étaient surnommé « *Le conseil des cheveux bleus* », et il semblait être un espace de socialisation pour les retraités du quartier qui s'y rencontraient alors.

B) Les formes d'engagement et de postures des acteurs de la médiation

Si la science politique a établi une échelle de la participation, qui mesure graduellement le niveau d'investissement dans des activités politiques, du citoyens dit apathique qui ne fait rien au citoyen le plus actif qui participe aux campagnes électorales, nous pensons que ces différents niveaux d'activité de participation correspondent à différents niveaux et répertoires d'engagement. Celui qui est présent pour son association, dans les dispositifs participatifs qui donne des cours bénévoles s'engage-t-il pour les mêmes raisons que celui qui participe lors des grands événements fondateurs pour la ville, qui bouleversent la communauté politique, comme lorsque la barre des Cuverons a connu un grand incendie ou après les attentats contre le journal Charlie Hebdo ? De la même manière que nous avons proposé une typologie des espaces qui encadrent l'espace public local, nous voulons désormais proposer une typologie des facteurs qui conduisent à l'engagement au sein du réseau de participants que nous venons de décrire.

Différents niveaux et parcours d'engagement chez les opérateurs institutionnels

Nous parlons d'engagement chez les opérateurs institutionnels pour qualifier leur niveau d'investissement humain pour ces questions, et pour la ville en générale. Nous pensons que le dynamisme participatif dépend également de l'appropriation de ce projet par les élus et les techniciens, mais aussi par la manière dont la hiérarchie institutionnelle favorise ou non cet investissement. Nous n'avons pas rencontré de travailleurs sociaux lors d'entretien, ni aborder la question c'est pourquoi nous ne traiterons pas les figures d'engagement chez ces professionnels.

Au sein de l'administration de la ville : des postures professionnelles plus ou moins favorable à l'engagement pour une ville participative

La première figure d'engagement chez les agents, c'est celle de l'agent fonctionnaire et habitant de la ville (60 à 70 % des agents) qui possède une certaine ancienneté à la mairie. Si les agents de catégorie A et B semblent bien plus sensible à ce nouveau référentiel participatif qui tend à bouleverser leurs pratiques professionnelles, les agents des catégories C semblent le vivre comme une contrainte, une fiction ou une étrangeté. Mais celui qui habite la ville et y travaille, quel que soit son niveau hiérarchique témoigne d'un grand attachement à la ville, à son histoire qu'il connaît parfaitement et entretient et à ce qui se passe au niveau politique. Si la question de la participation n'est pas vraiment diffusée au sein des différents services, les agents sont très préoccupés par les bouleversements urbains et politiques, d'autant plus quand ils sont syndiqués et/ou militants du parti communiste. Ceux-là bénéficient d'une grande confiance et d'une reconnaissance au sein de la mairie, ils sont des figures importantes et des relais à l'extérieur. Bien souvent, ils cumulent des engagements associatifs ou bénévoles en dehors de leur temps de travail. Parfois même c'est ce temps investis pour la ville quand ils étaient jeunes qui leur a permis d'être recrutés. Ceux-là sont reconnus comme étant « *des gens attachés à la ville* »⁶³. Si nous n'avons pas pu approfondir une

63Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, habitant et engagé sur la ville, août 2017

méthode d'analyse en terme de parcours, nous avons plusieurs exemple de ce registre d'engagement. Par exemple nous avons interrogé un agent de la ville, qui y habite depuis toujours, dans une famille qui s'y trouve depuis plusieurs générations, qui travaille à la mairie depuis plus de vingt ans et y a commencé (comme beaucoup d'autres de ces figures) comme animateur avant de devenir directeur, de connaître plusieurs services, parallèlement à son engagement dans le syndicat, l'adhésion au parti communiste, à une association de parents d'élève, et des fonctions dans une autre association. Ou encore un autre, qui a grandi à Bagneux.

« Alors ça va faire vingt ans que je travaille à la mairie. J'ai commencé en tant qu'animateur, j'étais étudiant, c'était un job d'été pour me faire un petit peu d'argent pour pouvoir partir et tout ça, et du coup j'ai aimé ce relationnel que je ne connaissais pas en moi de travailler avec les enfants. Au fil du temps j'ai continué, j'ai continué, J'ai évolué, donc j'étais animateur au début, après j'ai passé un petit peu des diplômes, je suis passé directeur. Et j'ai évolué encore j'ai passé différents concours (...) et après une ouverture qui s'est offerte à moi dans ce service : on est venu me chercher pour essayer de mettre des projets en place comme j'ai des connaissances du public, des enfants qui ont grandi un petit peu qui sont devenus ados donc voilà on m'a demandé [l'élue] de venir dans ce service (...) Il me connaissait par rapport au travail que j'ai effectué, voilà il avait entendu parlé de moi des actions que je faisais, les parents aussi comme il rencontre pas mal de citoyens, mon prénom leur revenait souvent à l'oreille donc voilà, il a décidé de me faire évoluer au niveau de ce service»⁶⁴

Ces agents ont une expertise du quotidien et très grande exigence pour leur travail. Ils jugent de manière péjorative l'arrivée de nouveaux profils d'agents à la ville. Parfois ils ne comprennent pas qu'on maintienne des espaces de participation qu'ils jugent aujourd'hui d'« artificiels ». S'ils ne comprennent pas forcément l'intérêt de ces nouvelles pratiques, il semble qu'ils se l'approprient à travers les formations et l'opération #Pas Sans Vous.

De nouveaux profils intègrent progressivement la mairie, les nouveaux cadres ne sont pas des habitants qui ont connus une progression dans leur carrière au fil du temps, ils sont recrutés à l'extérieur de la ville sur la base de leurs compétences. Les nouveaux recrutements sont faits sur des postes contractuels. Ces profils tendent à attirer la suspicion des premiers qui les accuse de ne pas être attachés à la ville et de ne penser à leur carrière. Mais ces nouvelles pratiques de recrutement sont aussi justifiées par une volonté de crédibiliser le service public, pour pouvoir évacuer le sentiment qu'à Bagneux « il faut connaître quelqu'un », qu'il y a du « copinage ». Si les emplois d'avenir sont réservés au balnéolais, le fait d'habiter la ville n'est plus pris en compte comme un avantage sur quelqu'un qui n'y habiterait pas. Pourtant, ces agents-habitants n'ont pas été recruté sur la base du copinage, ils ont été « repéré » par des élus qui ont trouvé qu'ils avaient du potentiel, comme quand par exemple ils étaient déjà connus et investis sur la ville), nous avons rencontré quelques agents dont l'engagement est exemplaire et dont l'intégration à la mairie s'est fait par ce biais-là.

64Verbatim issu d'un entretien avec un agent habitant la ville, juillet 2017.

Les cadres contractuels que nous avons rencontrés, s'ils ne partagent pas tous les valeurs ou l'histoire de la ville, ils se l'approprient rapidement, c'est la force de la culture du service public qui traverse les services et dont nous traiteront ultérieurement. Mais leur vision diffère tout de même.

« Le fait de ne pas habiter à Bagneux, ça m'ancre quand-même moins ici. Ca m'ancre moins, il y a beaucoup de réalités que j'appréhende pas et donc je connais pas assez. En fait j'ai des impressions, j'ai des ressentis, j'ai des sentiments, mais j'ai pas de vécu. »⁶⁵

Comme par exemple avec un jeune cadre contractuel qui ne voit pas la ville comme un « petit village » solidaire, de diversité : mais comme une ville bâtitrice, en mouvement. Ce regard extérieur est un atout dans la conduite du changement même s'il déstabilise le cadre de sociabilité qui avait lieu jusqu'ici au sein de l'administration.

Différents profils d'engagement chez les élus :

Au cours de l'enquête les élus nous ont été présentés selon deux discours, d'abord comme des élus très accessibles et ouverts, puis par l'administration, comme des élus moins présents qu'avant, voir complètement absents.

Les habitants de la ville trouvent globalement que les élus sont très accessibles, cette disponibilité est d'ailleurs revendiquée par la majorité municipale : faire partie de la population et être capable d'aller naturellement « vers » les bagnéolais. On nous parle d'une équipe attentive, qui a le souci de préserver un cadre d'échange. Le rapport aux élus semble très simple : « On ne te laisse pas dans la panade »⁶⁶. Ces élus accessibles sont une figure de la « nouvelle génération de responsables, qui gèrent les collectivités locales, généralement avec le PS et ont leurs propres préoccupations d'élus. Ce qui prime à leurs yeux, c'est leur lien avec les « habitants » et non pas spécialement le développement d'une organisation militante » (Mischi, 2015, p.3)

« Ayant connu les anciens élus, c'était dans leurs pratiques. Ça a toujours été dans leur ADN [le aller vers] : aller au contact des gens, ils faisaient partie des gens, c'était pas des élus un peu comme on a tendance à voir dans d'autres collectivités, des élites quoi, des gens qui sont inatteignables dans leur bureau doré. A Bagneux ça a toujours été des gens du peuple, ils faisaient partie intégrante de la population, issus de la même couche de population. Ils faisaient partis d'eux, donc c'est sûr que quand on fait partie d'un ensemble, c'est plus facile. Je pense que notre démarche elle est tout à fait naturelle, on se force pas à l'avoir. Le tout c'est de la mettre en musique, de trouver le temps, il y a aussi les relations avec les services, les réunions, ça demande du temps, c'est chronophage. Il faut qu'on arrive à se dégager du temps malgré tout pour être au contact avec la population, aller au-devant d'eux, continuer à faire partie de cet ensemble. C'est ça qui guette tout élu... qu'il soit politique syndicale etc. Il faut rester en phase (...) Il n'y a pas grand-chose de nouveau, ce sont des pratiques ancestrales qui se sont toujours faites. Le fait que les choses se soient délitées dans les quartiers au sein des habitants nous oblige à être beaucoup plus volontaires, avoir à recréer ces liens. Le travail d'un élu c'est pas de couper

65verbatim issue d'un entretien avec un agent municipal, août 2017

66Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, juillet 2017

le ruban le jour de l'inauguration, c'est d'être à côté des gens, à leur côté, de leur côté. Il a été élu par eux il doit travailler pour eux. »⁶⁷

Mais lorsqu'on interroge les agents, et particulièrement les anciens, les agents-habitants, il semble se dégager une profonde insatisfaction. Car les élus seraient non seulement moins présents qu'avant, sur la ville, aux événements mais aussi pour les services. On nous fait le récit des élus d'avant qui connaissaient tous les prénoms des agents, qui partageaient du temps avec eux. Il semble qu'il y ait une fracture. Dans le cas de la participation, il semble qu'ils s'en saisissent moins et qu'elle soit plus portée par l'administration que les élus soient moins présents, viennent moins aux événements. Certains agents déplorent un manque de formation et d'expérience des élus qui parfois même ne connaissent pas les dossiers, on nous a même témoigné de certains élus « fantôme » totalement absent de la vie quotidienne de leur délégation. Nous n'avons pas observé une opposition des élus à la participation, qui entérine un système ou les élus perdent du pouvoir, mais plutôt un questionnement sur la représentativité de ces espaces.

Quelle appropriation possible de cette pratique du « aller vers » dans un système institutionnel hétéronomique : la figure de l'engagement contraint

La modification du fonctionnement interne à la mairie peut-elle avoir un impact sur l'offre de participation ? Peut-on considérer la participation, comme une politique, une pratique qui serait mise en place seulement à l'extérieur des institutions pour faciliter leur relation avec le public ? Nous tentons de mettre en place une approche qui considère la participation comme une culture qui traverse tous les niveaux d'acteurs. Nous pensons donc que la participation interne à la mairie est nécessaire pour mettre en place des politiques cohérentes, d'autant plus quand on sait qu'environ 65 % des agents sont habitants.

« Y'a pas de participation dans la mairie. Y'a que des espaces de pouvoir. On n'est pas du tout sur l'horizontalité. Il n'y a pas d'horizontalité, il y a clairement des espaces de pouvoir. Et il faut réussir à intégrer ces espaces de pouvoir-là quoi, ces espaces de décision. Et ces espaces de décision tu les intègres par la légitimité que t'acquies sur le terrain, sur les projets que tu défends (...) Mais tu vois je vais à beaucoup de réunions où je suis le seul chargé de mission au milieu de DG [directeurs généraux] »⁶⁸

Ce décalage entre ce qui est prôné hors de la mairie, et ce qui est pratiqué au sein de la mairie entraîne l'incompréhension et la défiance de certains agents :

« Avant d'aller voir les gens, dans les quartiers et de leur prôner ça [le vivre ensemble], il faut qu'ici les gens ils l'appliquent, au niveau simple entre collègues, entre nous. Comment on va demander aux gens de faire un truc, si toi-même tu le fais pas, il faut que tu sois dans un fil conducteur qui est important pour moi (...) de ne pas forcer les gens à faire quelque chose qu'il ne savent pas faire. »

La Rénovation du service publique qui a été mise en place à la suite de la baisse des dotations a entraîné un certain climat de défiance et des résistances internes), ainsi on nous décrit une mairie extrêmement hiérarchisée, sans horizontalité ou système de participation interne. On déplore des « Avis pas pris en compte », une situation de « *de pire en pire* », une organisation « *hautement*

⁶⁷Verbatim issu d'un entretien avec un élu de la ville, septembre 2017.

⁶⁸verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, août 2017

pyramidale », ou « *chacun a sa place* » et « *on n'y croit plus* », et quand on y croit « *Il faut toujours se battre* »⁶⁹. Ces changements sont justifiés comme étant une normalisation de l'organisation institutionnelle. Mais ils ne sont pas vraiment appréciés au sein de la mairie. « *Avant le fait de travailler directement avec les personnes et entre nous c'était mieux. Maintenant tu dois passer par en haut. (...) C'est un petit peu...* »⁷⁰

Avant il y avait moins d'organisation interne et de contrôle désormais la priorité est à la professionnalisation, et à l'arrêt du copinage : « *C'est le jour et la nuit, on travaille mieux et on produit plus qu'il y a treize ans, c'est clair* »⁷¹. Mais cette normalisation se fait au dépend du personnel le moins gradé qui perd la relation privilégiée qu'il avait avec certains cadres ou élus. Il ressort une grande opposition entre la direction générale, et les fonctionnaires de catégorie A, B et C (qui se désignent comme ça).

*« Remodelage du service public, on fait 15 réunions, pour dire qu'on aimerait travailler comme ça ou comme ça, et le scénario final il descend de là-haut. Mais ce n'était pas du tout ce qu'on avait dit nous. »*⁷²

Ainsi nous souhaitons proposer une autre figure d'engagement : celle de l'engagement contraint. Lors de l'opération #Pas Sans Vous, les deux tiers des pilotes ont été « désignés ». Les agents n'ont que moyennement adhéré et rejeté ce qu'ils ont vécu, au moment même du remodelage du service public, comme une injonction et une surcharge de travail, en effet on demande de faire du participatif sans alléger d'autant la fiche de poste initiale. Il y avait d'ailleurs l'expression #Sans moi qui circulait dans les services.

*« On m'a dit « tu vas faire cette action ». En fait il y a une injonction quand même sur les dossiers. Et cette injonction sur les dossiers, elle est en contradiction avec le message que t'envoies qui est "Aller vers, faire avec". Parce que la DG va pas toujours vers et fait pas toujours avec ses agents. La DG elle a une exigence de résultats très élevée et ses agents ils ont qu'à « faire ce qu'ils ont à faire » et s'ils font pas ce qu'ils ont à faire, la porte est grande ouverte ».*⁷³

D'ailleurs avant de prôner le service public hors les murs certains services, qui ne sont pas dans l'enceinte de la mairie, souhaiteraient qu'on s'intéresse plus à eux. Comme le Service jeunesse « *On était les moutons noirs* » dont les élus ne venaient pas aux événements. Cette participation « *à marche forcée* » est renforcée par un agenda très difficile à tenir, un calendrier électoral qui rétrécit les moments où agir : les agents font tout au dernier moment, ce qui entraîne une grande pression. Les élus n'ont parfois que quelques jours pour prendre conscience d'un dossier et voter. Les agents se sentent parfois incompris par la Direction Générale, comme par exemple avec le Budget participatif, pensé dans un moment très chargé pour l'administration et souhaité par le maire pour cette fin d'année impérativement à cause du calendrier électoral. Le « *si, ça va passer* » de la Direction Générale est emblématique de la méthode de travail de l'administration, dès lors on peut se demander quelle appropriation du dispositif par les services est à espérer et quelle réussite du dispositif espérer si les agents ne se le sont pas approprié. Pour les fonctionnaires de catégorie C la participation est vécue comme plus de travail, comme un impératif. Mais ces injonctions surprennent aussi les agents qui ont des postes tournés vers l'ingénierie « *Parfois on se demande*

69Ensemble de verbatim issus d'entretiens avec des agents municipaux, juin-août 2017

70Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, habitant la ville août 2017

71Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, août

72Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal habitant la ville, août 2017

73verbatim issue d'un entretien avec un agent municipal, août 2017.

mais d'où ça sort »⁷⁴. Les situations problématiques se multiplient et le syndicat lui-même semble être stigmatisé :

*« Les permanences du syndicat le samedi, on est obligés de les commencer à 13h parce que y'a des gens qui viennent à 13h, pour pas que dans leur service on sache qu'ils sont venus demander un renseignement au syndicat. »*⁷⁵

Cette figure de l'engagement forcé entraîne une posture qui confine parfois à la schizophrénie, lorsque certains agents, qui n'y croient pas, jugent qu'elle est un « *habillage* » de la « *démagogie* » que « *tout est ficelé d'avance* », mais doivent pourtant porter le projet auprès des habitants eux même.

*« Je pense qu'on est obligé de mettre des espaces de dialogue parce qu'on a perdu la proximité. Du coup on crée des espaces artificiels pour des choses qui se faisaient naturellement, politiquement j'entends. »*⁷⁶

Différents niveaux et parcours d'engagement chez les habitants

Le vocable « habitant » est une boîte noire, un terme non définit, qui réunit des figures hétérogènes d'acteurs, les dépolitise et lie symboliquement leur identité sociale à leur lieu de résidence. C'est un vocable qui désigne « *un groupe générique, les acteurs visés sont rarement précisés : s'agit-il en priorité d'individus, d'associations, de groupes sociaux organisés ?* » (Bacqué, Mehmache, 2013, p.18). Ici encore, quelle typologie schématique pouvons-nous extraire de nos observations, pour ordonner les différentes expressions, formes et facteurs d'engagements qui cohabitent chez les « habitants » de notre réseau et ainsi établir des figures? Nous l'avons déjà esquissé, mais l'engagement fonctionne à la manière d'une échelle et celui qui participe est placé dans un « continuum » de l'engagement à partir du moment où il accède au réseau des autochtones. Mais quels sont les facteurs profonds qui l'y ont conduit en première instance ? Existe-t-il des déterminismes de l'engagement ? Une culture de la participation ? Y'a-t-il plusieurs « Mode » d'engagements différents, au sens où l'on privilégierait plutôt le « parcours A », du « Parcours B », à savoir l'engagement sur le mode projet ou plutôt pour le projet politique ?

Un continuum du simple bénévolat à la participation active dans de multiples espaces par l'intégration au réseau d'autochtonie

Une fois qu'il entre en relation avec le réseau de relation d'interconnaissance, qu'il accède au réseau de participation de la ville, l'habitant accède à tout un ensemble d'opportunité de fonctions, de missions de bénévolat, d'activité etc. L'information sur les différentes activités de participation est peu disponible tant que l'on ne commence pas à fréquenter des figures du réseau. En participant à une activité associative, l'habitant sera attiré par les autres dans tout un ensemble hétérogène d'autres possibilités, de réunions, de groupe : par les « *ambassadeurs* » de la participation, les figures de la ville. Bien sûr il n'y a pas de parcours typique de l'engagement, ce n'est pas parce que l'on met « un pied dans le réseau » que l'on devient une figure de la ville.

⁷⁴Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, août 2017

⁷⁵verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, habitant la ville, août 2017

⁷⁶verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, habitant la ville, août 2017

« La si je prend un exemple, je connaissais une dame qui est venue avec ses enfants dans la structure où je travaille, donc 10 ans que je la connaissais (...) Après on a sympathisé et on s'est vu à l'extérieur de mon travail. Pouf ! De là elle connaissait par le biais de l'école, avec ses enfants, la dame qui est venue à la ludothèque. Et on s'est rencontré à un repas partagé, j'avais donc dit à cette connaissance qu'il y avait un repas partagé, elle l'a dit à ses enfants, qui l'ont dit aux enfants de l'autre dame qui est venue au repas. On s'est rencontrés ensemble toutes les trois. On discute de jeux de société et je lui parle de mon asso', je lui dit que je fais un après-midi jeu de société. Elles sont venues aussi toutes les deux cet après-midi là. De là, elle me dit j'adore « les jeux de société », je lui parle du projet ludothèque. Et pouf ! Elle a intégré le projet ludothèque, elle en a parlé à un de ses amis qui adore les jeux de société, plutôt les jeux adultes de plateaux, et qui du coup intègre le groupe... C'est parce qu'il faut élargir son champ tout le temps, il faut discuter (...) Et la c'est une dame qui faisait « métro boulot dodo », l'école avec sa fille. Mais elle avait envie. Et ce monsieur qui est un de ses amis, il vit à Bagneux et pareil, il ne savait rien de tout ça. Et là grâce à ça ils découvrent toute l'offre possible qui existe à Bagneux. »⁷⁷

Mazeaud et Talpin dans leur sociologie de l'engagement au sein des budgets participatifs ont montré sur le modèle de l'échelle qu'il existe trois niveaux d'engagement : les non-participants, les participants intermittents et les participants réguliers. Au sein de notre réseau, la norme de l'engagement diffère donc, et tous ne sont pas autant engagés. *« En soulignant la pluralité des formes d'engagement dans l'espace public, cette recherche a montré que même si une minorité s'investit et une large frange de la population se tient à l'écart, le panorama apparaît plus complexe et dynamique que la dichotomie établie entre citoyen apathique et le citoyen participatif. »* (Mazeaud, Talpin, 2013, p.372).

Les structures associatives existantes, en cas de déstabilisation de leur environnement, montent en puissance et s'engage dans des projets plus politiques, elles-mêmes sont donc intégrées dans un continuum de l'engagement.

« Moi par exemple je faisais partie des parents d'élèves, et puis on a été confronté sous Sarkozy aux premières expulsions de papas par exemple, et on a monté le collectif de soutien parents d'élève avec 1 ou 2 élus, 2 ou 3 assoc, on a monté le collectif de soutien aux sans papiers de Bagneux. Au départ on était là en tant que parents d'élèves, sauf que dans notre école, quand on nous a dit, le père de Mouloud qui est dans l'école depuis 6 ans, va être reconduit à la frontière demain ». « Comment » ? C'est comme ça que ça s'est créé. »⁷⁸

77Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017.

78Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017.

Des déterminismes de l'engagement ? une culture de la participation ?

Nous observons un certain nombre de facteurs qui semblent prédéterminer l'engagement, puisque nous les avons retrouvés en nombre chez les habitants engagés. Tout d'abord le fait d'avoir été syndiqué, militant ou responsable, semble un facteur qui favorise par la suite le militantisme associatif ou autre. Ensuite de la même manière, avoir un parcours militant au sein du Parti communiste semble orienter vers des engagements associatifs de type amicale de locataires, associations de quartier. Enfin nous nous demandons si les jeunes qui ont grandi, étudié à Bagneux, fréquenté les associations et institutions de la ville, comme le club ado, n'ont pas été socialisés favorablement à l'engagement dans des actions collectives, signe qu'il existerait une éducation à la participation.

Par ailleurs peut-on penser que le mode d'habitat prédétermine l'engagement pour les autres ? La solidarité liée au mode d'habitat en HLM, dans de grandes barres d'immeubles n'est pas la même que dans les quartiers résidentiels pavillonnaires. On nous a témoigné dans les grands ensembles de liens d'entraide qui semblent être plus forts, plus serrés, aussi parce qu'on vit plus proche les uns des autres. Les habitants des pavillons déplorent souvent l'isolement de leurs voisins, avec qui ils peinent parfois à entretenir des relations et à susciter leur investissement pour des projets communs comme la fête de quartier.

L'engagement sur le mode projet ou pour le projet politique ?

Nous dégageons deux profils idéal-typiques d'engagements. D'une part ceux qui préfèrent s'investir sur des projets à durée limitée, dont on sait quand ils seront terminés avant de s'y engager, dont on connaît le périmètre et le contenu à l'avance, ceux qui ne sont pas trop chronophage « *faire peu et bien, pas envie de me disperser* »⁷⁹. C'est-à-dire participer pour donner son avis sur une proposition concrète et circonscrite « *j'ai l'impression que les habitants réagissent plus qu'ils ne créent. Et ils réagissent à une proposition plus qu'ils ne pensent une proposition* »⁸⁰. D'autres part ceux qui préfèrent être associés durablement à l'action publique et à la formulation de la décision, qui veulent obtenir un certain pouvoir de regard ou de décisions, ceux par exemple qui se sentent concernés par les questions politiques et la gestion de ces questions par la ville : ceux là forment les militants, que l'on retrouve au parti communiste mais également dans les associations environnementales par exemple, ou dans leurs propres associations. Enfin, il y a ceux qui s'engagent dans l'élaboration de projet comme les projets associatifs, qui s'associent pour proposer de nouvelles initiatives par exemple : « *J'aime être dans tout ce qui peut se monter de nouveau et d'innovant* »⁸¹

C'est une des difficultés dans le déploiement d'une stratégie de participation. Au sein des jurys citoyens, des dispositifs de concertation sur les projets urbains, les projets sont souvent d'une durée très longue et mettent en relation de nombreux acteurs avec un calendrier très complexe. Proposer des zones de médiation qui mobilisent, qui soient portées et performatives est difficile.

« il y a des habitants, ils te disent "Oui vous avez déjà tout pensé sans nous" et puis il y en a d'autres ils disent "Non mais attendez, vous avez vu tout ce qu'il y a à faire, le projet il n'a pas démarré. Revenez

79Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, juillet 2017.

80verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, août 2017.

81Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017

quand vous avez plus de choses à nous dire". Du coup t'es sur cette tension en permanence. Parce que t'as des gens qui nous disent "Ahlala c'est tout ficellé!" Et puis il y en a d'autres ils nous disent "Vous vous rendez compte de ce que vous nous demandez?! Nous on n'a pas d'idée là-dessus" »⁸²

- Une quête de ressources matérielles et symboliques qui pousse à la mobilisation

L'engagement, on l'a vu, peut-être catégorisé sur le mode de la typologie, en identifiant des figures générales, des parcours, des modes d'engagement schématiques. Mais il est également possible de faire ce même travail de généralisation avec les motivations matérielles, la quête de ressources qui poussent à l'engagement. Nous allons ici présenter la lutte pour la reconnaissance, en tant qu'engagement pour une ressource sociale et symbolique, une volonté d'intégration. Nous identifions également des ressources matérielles et sociales qui poussent à l'engagement, ainsi qu'un facteur déterminant : s'engager pour l'avenir de ses enfants.

Une lutte pour la reconnaissance :

Honneth a introduit, en philosophie sociale, mais plus largement dans les sciences sociales, une théorisation fondamentale dans la compréhension de l'agir collectif, politique et sociale des minorités, ici entendu non pas comme population minoritaire quantitativement, mais par le groupe formés des *mineurs*, de ce qui sont catégorisés comme inférieurs aux autres. Ainsi, les femmes peuvent constituer une minorité, comme les personnes d'un autre origine, les personnes en situation de handicap etc. Ces minorités prenant conscience, faisant l'expérience des injustices dont elles sont victimes de la part de la majorité : elles vont agir pour être reconnus : l'agir collectif, l'engagement est pensé comme une lutte pour la reconnaissance sociale, c'est à dire une lutte pour l'attribution d'une identité sociale positive. Ainsi la lutte n'est pas entièrement motivée par des facteurs matériels, elle est aussi symbolique et peut directement porter sur la structuration de l'ordre social. Alors étudier le social, c'est étudier les rapports d'interaction qui produisent ou non l'intégration sociale. Il existe donc plusieurs formes d'interaction qui offrent la reconnaissance : l'amour, le droit, la solidarité (l'intuition réciproque). Le mépris, qui empêche d'être reconnu comme sujet dans la société, provient de différentes figures comme l'atteinte à l'intégrité physique, l'exclusion de certains droits et l'atteinte à la dignité humaine. Ainsi la lutte individuelle et collective est permanente pour accéder à trois modes de reconnaissances qui correspondent aux trois formes de mépris : la sollicitude, la considération et l'estime sociale, cette lutte se traduit par la recherche du contrôle des « *instruments symboliques* ».

En considérant cette théorie, on pourrait dire que la participation aux dispositifs, aux structures et espaces formels ou informels de participation de la ville, témoigne d'une lutte pour la reconnaissance. Accéder au réseau d'autochtonie étant le moyen d'accéder à une identité sociale positivement reconnue et de faire reconnaître sa minorité d'origine comme socialement digne d'estime. Nous proposons simplement cette explication, comme une hypothèse que nous n'avons pas vérifiée, puisqu'il nous a semblé que l'engagement des minorités ne se faisaient jamais ouvertement au nom de leur groupe, ou de leur propre famille, mais souvent au nom de valeurs universelles ou de facteurs concrets. Si nous comprenons cette théorie comme grille de lecture de ce

⁸²verbatim issue d'un entretien avec un agent municipal, août 2017.

qui se joue au coeur du social, une partition qui préfigurerait les rapports sociaux, nous n'avons pas pris les moyens de le vérifier.

En revanche, nous observons bien que participer est souvent lié à une recherche d'intégration sociale, de rencontre. Durant notre stage à la direction de la citoyenneté nous avons souvent observé que des nouveaux habitants, se rendaient au service de la citoyenneté pour obtenir des informations sur les différentes associations, car ils voulaient rencontrer des gens et sortir de l'isolement.

Une quête de ressources matérielles, institutionnelles et sociales la figure du chasseur :

Nous observons que les gens se mobilisent de manière ponctuelle, parfois hors du réseau d'autochtonie, pour obtenir ou défendre des ressources matérielles, institutionnelles et sociales. Ainsi la question du logement figure parmi les facteurs explicatifs principaux. Il faut dire que l'habitat HLM est particulièrement marqué par les nuisances, l'insalubrité et la « maltraitance » des locataires. Certains enquêtés nous ont témoigné des violences récurrentes subies en mettant en cause le bailleur : des coupure d'eau de 24 heures dont les locataires n'ont pas été avertis, des sollicitations sans réponse, des appartements vétustes, mal chauffés etc. Pour ce qui touche au domaine fondamental de l'existence humaine, la mobilisation est plus « automatique ». Les gens se mobilisent pour des problèmes précis, qui les impactent directement ou qui déstabilisent la communauté politique locale, comme lorsqu'il a fallu se mobiliser pour réintégrer la pierre plate à la politique de la ville : et faire circuler une pétition (1500 signatures), ou encore comme lorsque les habitants se sont mobilisés pour récupérer une classe supprimée dans une école. Même si tous ne participent pas, nombreux sont ceux qui ne se mobilisent pas habituellement qui s'engagent alors.

Si nous traitons de la question de la mobilisation pour l'accès à certaines ressources, nous souhaitons minorer le clientélisme, qui en est l'expression négative. S'engager dans le réseau de participation, n'est souvent pas vraiment producteurs de gains matériels et sociaux (en plus du gain en capital symbolique d'autochtonie). Ce que nous voulons dire c'est que le rapport « coût, bénéfice » n'est vraiment pas très avantageux, et qu'il est certainement des activités sociales qui auraient une plus grande incidence sur la position et la richesse des individus, que de s'engager dans des espaces publics, « *même si comme nous le verrons les motifs intéressés jouent un rôle important dans l'acte d'engagement, ils sont insuffisants pour comprendre pourquoi certains continuent à participer en dépit de l'absence manifeste, ou de la faiblesse, des profits matériels qu'ils tirent de leur participation (...)* » (Mazeaud, Talpin, 2010, p.365). Cependant, nous observons malgré tout dans une moindre mesure la figure du « chasseur » celui qui cumule les affiliations, les positions : il est bénévole, syndicaliste, au bureau de tel association, il participe à trois instances de participation publique, il milite, parfois même dans deux partis. Si nous avons observé certains de ces comportements, nous ne pouvons pas affirmer qu'ils soient motivés par un mobile clientéliste. Merklen définit le chasseur comme une figure d'individu qui existe dans des sociétés paupérisées où l'état est quasiment absent, où il y a une quête perpétuelle et des stratégies pour obtenir des ressources. Poussées à leur paroxysme ces pratiques constituent la « logique du « chasseur » : qui correspond à la figure de l'individu avec des identités multiples en fonction des programmes, plans et opportunités : de celui qui est capable de maîtriser une multitude de logiques d'action, d'affiliations entre associations, institutions, ONG... Par exemple il observe des individus avec de multiples confessions religieuses. Toutes ces affiliations constituent « *l'arsenal quotidien* » du

chasseur qui s'oppose à l'agriculteur (qui cultive et anticipe selon les saisons). Le chasseur lui ne peut pas se projeter dans l'avenir, et doit vivre de son glanage quotidien : « *Il se rend en ville comme en forêt* » Le chasseur a une connaissance très fine des différentes ressources, des projets de telle ou telle ONG, telle église etc. Mais ce n'est pas de ce type de figure qu'il s'agit sur notre terrain, la multiplication des affiliations et des activités de participation chez certains semble exister chez ceux dont l'identité sociale, la fonction sociale et les relations sociales reposent entièrement sur ses activités de « bon citoyen » et de figure de la vie locale, et ne peuvent s'empêcher de participer à tout ce qui existe. C'est dans la méfiance de certains et dans le regard porté par les autres que ces actes sont dénoncés comme des actes intéressés de clientélisme, comme si le réseau lui-même travaillait à sa propre éthique, à un contrôle de la probité de ses membres, que ceux qui en font trop justifient leur zèle. Peut-être ces méfiances traduisent des relations de concurrence et de pouvoir au plus haut niveau, au coeur du noyau de la participation. Nous avons d'ailleurs relevé plusieurs fois des méfiances sur ce sujet « *ce sont toujours les mêmes* », « *ils se mettent dans toutes les instances* », des affaires de « *projets récupérés* » par d'anciens militants...

S'engager pour les enfants :

Les enfants, les siens et ceux des autres, sont une des motivations principales qui pousse à l'engagement. Travailler pour leur offrir soit de bonnes conditions au temps présents, soit un avenir positif, traverse quasiment l'ensemble des personnes enquêtés. C'est souvent par soucis pour la qualité des instances fréquentés par les enfants que l'on s'engage, dans les associations de parents d'élèves, dans les associations sportives, etc.

« J'ai toujours participé à la partie scolaire, tout ce qui était FCPE, parents d'élève, délégués de classe. Tout ce côté très investis était très lié aux enfants évidemment. C'est ce qui t'amène le plus, tu découvres le monde de l'éducation nationale, le monde sportif et puis tu t'y investis et tu choisis de pas faire de ta ville qu'une ville dortoir et tu participes au mieux. »⁸³

On pourrait même penser l'enfant comme le bien commun, dont la gouvernance demanderait l'implication de tous selon des normes particulières. La mobilisation pour le lycée a ainsi touché tout le monde, avec ou sans enfant, mais la cause, permettre aux adolescents d'étudier dans de bonne condition, a été unanimement reconnue comme revêtant une importance primaire qui justifiait la mobilisation. Si l'on a beaucoup entendu des critiques qui rejetait les autres, comme des égoïstes, il semble que la cause de la jeunesse et de la génération qui vient, soit la barrière principale des comportements autocentrés.

Un facteur fondamental de l'engagement : la confiance

Notre réseau fonctionne sur un pilier fondamental, qui maintient l'investissement réciproque : la confiance inter-individuelle « *Il faut rester optimiste, faut avoir confiance en l'être humain* »⁸⁴. Globalement, chacun a confiance en ceux qui composent le réseau, dans leur motivation et leur accorde de l'estime sociale, les situations où cette confiance est brisée sont immédiatement visibles, et il semble que cela dessine des lignes de fracture au sein du réseau d'autochtonie qui sont

83verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017

84Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017.

préoccupantes, en effet certains agents-habitants, depuis le RSP, semblent avoir perdu confiance dans ce réseau, ils le disent et diffusent cette incertitude au reste du réseau.

« Donc maintenant je suis sûr : chacun à sa place, vous décidez. Je ne veux plus perdre mon temps pour faire croire aux gens qu'on les écoute. Je suis un fonctionnaire et je fonctionne. On me dit de faire ça, je fais ça., mais je n'y crois plus. »⁸⁵

La confiance est donc particulièrement importante pour les opérateurs institutionnels :

« Je peux travailler avec des gens avec qui je ne suis pas d'accord, je ne peux pas travailler avec des gens en qui j'ai pas confiance. »⁸⁶

Mais elle est également un facteur fondamental pour des relations entre les citoyens et les opérateurs institutionnels. Les membres du réseau d'autochtonie sont ceux qui nous ont fait part de la plus grande confiance dans les opérateurs institutionnels. Il ne s'agit pas d'une naïveté ou d'une confiance aveugle, mais l'on salue leur action et on lui prête de bonnes intentions. Peut-être que la confiance est le prérequis de l'engagement, c'est le point de vue d'un acteur que nous avons rencontré :

« Je pense déjà qu'avant de faire ça [participation] il faut remettre en confiance les gens, c'est la première des choses. Ça veut dire envoyer des gens avec qui ces jeunes ils ont l'habitude de parler, on ne brusque pas des gens comme ça, ça fait 40 ans que tu n'es pas venu : du jour au lendemain tu me dis qu'est-ce que tu veux ? Moi je te dis la vérité, les gens qu'est-ce qu'ils me disent ? (...) "on les voit que quand c'est le moment des élections ou quand il y a des choses bien précises", je dis ça c'est la réalité c'est pas moi qui le dit, c'est eux. Donc il faut que nous on trouve matière à leur prouver que c'est pas que intéressé... »⁸⁷

« La première chose, je te l'ai dit : c'est de remettre en confiance les gens, des petites choses simples : même le fait de discuter pendant trois minutes, et si tu dois le faire pendant trois ans, c'est super important. Parce que au bout de trois ans tu auras la confiance de ces gens-là, et une fois que tu as leur confiance, crois moi que tu peux faire pleins de choses »⁸⁸

Etre digne de la confiance des autres est un facteur d'exigence individuelle important, l'image de soi, et l'image sociale est en jeu ; La rupture de cette confiance semble être un des principaux freins à l'engagement. Ceux qui n'ont pas confiance se détournent des institutions. Par ailleurs, les associations, comme l'association de jeunes, qui ne font pas partie du réseau et qui font partie de réseau concurrent au réseau d'autochtone, vivent dans la peur de l'instrumentalisation de la part de la mairie, ils ne lui font pas confiance et se méfient d'elle, le rapprochement est alors très difficile.

85Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal habitant la ville, août 2017

86Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal habitant la ville, août 2017

87Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal et habitant engagé sur la ville, juillet 2017

88Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal et habitant engagé sur la ville, juillet 2017

C) Un univers de signification et de légitimation morale partagé

L'engagement est entouré par un cadre symbolique signifiant partagé, qui lui donne du sens et de la cohérence en posant des « bornes » morales. Nous retrouvons au fil de notre enquête quelques récits collectifs qui, s'ils prennent appui sur des faits qui sont vraiment advenus, ont plutôt une fonction symbolique. Ce cadre symbolique est complété par une justification partagée autour de l'éthique de l'engagement et d'une culture du service public. Mais ces représentations relativement ordonnées sont en dangers car de nouveaux habitants arrivent et la ville change à grande vitesse, quel récit collectif peut-on alors inventer pour l'avenir ?

Récit et imaginaire collectif :

L'action protestataire, les mobilisations, sont sous tendu par des répertoires narratifs, des récits et un ensemble de justification qui permettent de donner du sens à l'action. « *Les institutions sont aussi le véhicule de récits collectifs et de répertoires culturels. Ce sont des enveloppes de sens qui procurent des ressources symboliques et culturelles aux acteurs, qui ne leur permettent pas seulement de percevoir le monde à travers un prisme de cognitions, mais aussi d'agir en mobilisant les ressources et les identités que ces enveloppes ont nourries et façonnées.* » (Giugni, Passy, 2005, p.892). Nous pensons que ces schèmes culturels sont autant produits par les institutions publiques, que par les espaces stabilisés de médiation politique, comme les associations et qu'ils naissent de l'interaction entre les acteurs. Ces récits et imaginaires mythifient l'histoire collective et permettent de donner corps au groupe, de donner du sens à l'engagement et donc in fine de permettre l'action collective organisée. « *Ils constituent un répertoire culturel qui permet une compréhension du monde dans lequel les acteurs interagissent, mais ils définissent aussi un éventail d'interaction possibles qui restreint par conséquent la palette des actions imaginables et réalisables.* » (Ibidem, p.394) Ils sont bien sûr insérés dans des récits et imaginaires plus globaux, à une échelle plus grande, mais il en existe tout un panel ancré localement qui permet de stabiliser l'identité locale autochtone autour d'un symbolisme de l'autochtonie. On pourrait dire d'ailleurs, que ces récits sont plus prégnants pour les classes populaires, comme Merklen l'a montré en parlant d'inscription territoriale. Si les catégories les plus favorisées entretiennent un prestige de classe et un symbolisme qui dépasse les frontières, le local est parfois la seule source d'identité positive de l'individu populaire. Quel sont les schèmes culturels, narratifs et symboliques que nous pouvons dégager à Bagnaux ? Qu'est-ce que c'est qu'être bagnéolais ?

Être bagnéolais, une source de fierté qui contribue à l'identité :

Être Bagnéolais est une source de fierté, parfois même de prestige. Il est attaché un certain nombre de caractère symbolique à l'image de la ville et de ses habitants, comme celle d'une commune populaire, avec une réelle diversité ; une ville festive, d'entraide ou il fait bon vivre. « *En tous les cas ce qu'on ne peut pas nous renier c'est qu'on est une ville populaire encore, solidaire quand il se passe quelque chose.* »⁸⁹ Mais surtout l'image de la ville c'est l'image d'une commune de gauche.

« Je ne rate pas une occasion pour rappeler que nous sommes dans une municipalité de gauche. Il ne faut pas oublier que si on avait été dans une

⁸⁹Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, habitant la ville, août 2017.

municipalité de droite, ça n'aurait rien à voir, on serait comme à Bourg la Reine ou Sceaux où il y a une espèce d'indifférence avec pas les mêmes intérêts de la collectivité défendus »⁹⁰.

Ainsi une de nos enquêtés, lorsqu'elle s'est mariée s'est arrangée pour l'être à Bagneux et non à Sceaux. Pour le symbolisme d'être mariée dans une commune de gauche, populaire

Ce qui nous a également intéressé, c'est l'histoire de la ville, qui est racontée par de nombreux habitants. Ainsi la fête des Vendanges est revenue dans la totalité des entretiens avec des balnéolais comme un temps fort spectaculaire pour la ville, une source de fierté très grande. Pendant longtemps elle a été le deuxième plus grand carnaval de France, avec une parade tout autour de la ville, des concerts avec des célébrités sur plusieurs jours qui attiraient des personnes de toute la France, les habitants recevant alors chez eux leurs familles et amis. Nous pensons que si cet événement continue de marquer les discours, de celui qui habite la ville et la présente à un profane, c'est parce qu'il témoigne du prestige de la ville a connu, de son rayonnement au niveau national.

« les gens à Bagneux, ils sont très solidaires, ils sont très conviviaux, ils sont prêts à aider : des gens qui ne me connaissent pas. Franchement. C'est une sorte de valeur, sur la vie de la ville qui est quand même hors norme. »

Habiter Bagneux c'est aussi, dans un contexte difficile entre le système politique et les catégories populaires, un symbole de relation sociale privilégiée avec le pouvoir. Une femme d'origine africaine qui s'investit dans une association de femme africaine, nous parlait de la fierté qu'elle éprouvait à raconter à d'autres femmes de sa communauté, la relation qu'elle entretenait avec sa mairie, ce qu'elle pouvait développer avec son association, ce qui s'y passait et les relations entretenues.

Ces récits peuvent bien sûr être aussi négatifs : des stigmates. Par exemple il demeure des fractures entre les quartiers et un sentiment d'inégalité alors que la situation a bien évolué.

« Ca dans la tête des gens c'est resté. Même les jeunes, aujourd'hui, alors qu'il y a des institutions, pour eux il y a toujours un truc " ouais on a rien dans le sud ils ont tout dans le Nord" ça c'est un truc qui est resté, mais qui est resté et qu'au jour d'aujourd'hui même des gens je les reçois ici ils sont parents et il me le disent, et moi je leur dis mais non tu peux pas dire ça (...) c'est dans les mœurs c'est resté »⁹¹

Un conflit entre le passé et l'avenir, l'héritage politique en danger

Merklen montre comment en Argentine, la mémoire du passé syndical et du populisme continue d'infuser les mouvements sociaux aujourd'hui dans un pays qui pourtant n'a plus aucune structuration sociale et salariale sur ce modèle. L'héritage péroniste y détermine encore la socialisation politique des argentins, il parle d'une « *mémoire de l'intégration sociale* » (Meklen, 2009, p.186) et d'une « *mémoire syndicale* » (Ibidem, p.188). Il nous montre que les groupes se

90Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017

91Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017

rappellent avoir été affiliés avant d'être désaffiliés. De la même manière, et à une échelle bien différente, nous pensons que l'héritage politique communiste entraîne une forte exigence de droits sociaux et une revendication de dignité : des incompréhensions sur le recul de l'influence de la mairie et la situation actuelle.

« Après franchement, c'est des choses en quoi moi je crois [l'entraide et la solidarité liée à l'héritage politique]. Mais aujourd'hui quand tu vois comme la ville elle change avec ces problématiques, ça se voit moins mais moi j'y crois. Parfois les gens ils me disent mais "tu vois comme c'est parti en vrille" les gens ils ne voient plus, déjà par rapport à des décisions qui sont prises au niveau de la municipalité, sur différents dossiers. Ce qui revient le plus souvent c'est déjà par rapport au remodelage du service public. »⁹²

Cet héritage politique entraîne des incompréhensions très fortes au sein de la mairie sur le management issu du remodelage du service public. Certains déplorent une perte de « l'esprit militant » ainsi qu'ils trouvent que le lien privilégié qu'ils entretenaient avec le personnel politique a disparu. « Henri Ravera [maire de la ville de 1963 à 1985] partait en vacances dans les VVF de la ville ». Les nouveaux arrivants, élus ou directeurs extérieurs à la ville, rapidement installés dans des représentations sociales comme des personnes qui ne partageraient pas les valeurs de la ville, contrairement à ceux qui y habitent « C'est ma ville et c'est pas la leur : a certain élus, a la direction générale »⁹³ peinent à bénéficier de légitimité.

De plus, nombreux sont ceux qui jugent qu'il y a moins d'entraide qu'avant : que les nouveaux habitants sont les moins présents, que l'individualisme domine. Ce qui est intéressant, c'est que les nouveaux habitants eux, sont frappés par l'esprit solidaire. « les liens se distendent » « On a perdu la proximité qu'on avait avant » « Il y a une boboisation de la ville ».⁹⁴ Ce moment de changement, déstabilise le réseau d'autochtonie, mais ne conduit pas à un reflux de l'engagement. Bien qu'il soit plus difficile de faire vivre les amicales, qu'il y ai une hausse de l'intolérance et des conflits.

« A un moment donné, ils ont vu qu'il y avait une fracture en haut: Sinon ils n'auraient pas mis ces projets en place. Les gens ils étaient plus réticents, On organisait des événements il y avait de moins en moins de monde, de moins en moins de gens qui votent, qui militent pour des choses importantes. Avant notre ville, dès qu'il y avait un truc, c'était un élan, qu'il n'y a plus maintenant : sur plein de choses. Sur des choses qui se sont passées qui sont très graves. Avant notre ville était une des premières qui organisait soit des marches, Plein de choses je peux t'en citer plein moi depuis que je suis petit. Les gens ils ont une nostalgie, ils ont une nostalgie de la ville, par rapport à des choses qu'il y avait avant et qu'il n'y a plus, comme la fête des vendanges : Ou avant il y avait un vrai carnaval populaire. et comme Bagneux, il y avait une identité, parce que Bagneux il y avait une grosse identité avant, on n'a ça plus maintenant. »⁹⁵

92Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal habitant et engagé sur la ville, juillet 2017

93Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal habitant la ville, août 2017.

94Ensemble de verbatim issus d'entretiens avec des habitants et agents municipaux. Juin-août 2017

95Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, habitant et engagé sur la ville, juillet 2017

« Le symbolisme de l'autochtonie »

Chamboredon, lorsqu'il étudie la chasse, analyse le réinvestissement de la pratique comme une fonction symbolique, comme une ressource contre la dépayssation, pour se distinguer des ruraux qui convoitent le territoire rural, pour en avoir un usage récréatif. « *Le groupe local est mis en concurrence sur son propre espace, ce qui explique la mise en scène de l'appartenance locale autour de « valeurs d'honneurs » populaires et masculines, qui ne sont pas sans rappeler certains traits du capital symbolique de Bourdieu. (...) prenant le cas des ruraux urbanisés, Bozon et Chamboredon notent que « la chasse permet d'exprimer une relation particulière au terroir villageois comme compensation à la dépayssation : participer à l'exercice d'un droit collectif communal est pour ces ruraux dépayssés un trait constitutif du symbolisme de l'autochtonie.* » De la même manière que cette théorie montre que la « *concurrence des usages de l'espace rural* » (Renahy 2010, p.13) conduit à réinvestir des pratiques pour se différencier des nouveaux arrivants, on pourrait qualifier l'engagement dans le réseau d'interconnaissance comme un effort de différenciation entre les « anciens » et les nouveaux balnéolais, et la construction d'une image sociale du « *fief* » des « *irréductibles* ». Nous nous demandons donc si les pratiques que nous avons étudiées, et ces récits symboliques ne constituent pas « *une mise en scène de l'appartenance locale et de son feuilletage à partir de la confrontation entre groupe* » (Ibidem p.14) ? Puisqu'ils s'opposent régulièrement dans les discours, est-ce que comme pour le cas du chasseur rural, être un balnéolais engagé ne permet pas produire une « *représentation sociale exportable d'eux même* » ? En réalité cette analyse montre qu'il existe une multitude de catégories et statuts symboliques entre locaux et étrangers : notre typologie devrait donc être enrichie et le réseau d'autochtonie doit être pris comme un terme générique qui recouvre lui-même d'autres sous-groupes. Puisque comme Renahy nous en averti, cette réification a tendance à homogénéiser le groupe « *L'usage exclusif des entretiens comme méthode de recueil de données est ici visé, dans la mesure où l'enquêteur se met en position d'être d'emblée réceptif aux « récits nostalgiques d'un temps d'avant le temps* » (Silverstein, 2003, p. 27-34, cité par Renahy, 2010, p.20).

- Culture du service public et Ethique de l'engagement : deux modes de justification

L'engagement est fondé également sur un ensemble de valeur et une éthique, pour les agents une éthique du service public, pour les habitants, une éthique du citoyen.

La culture du service public à Bagneux dans une mairie humaine :

Au niveau de la mairie, même si nous avons été régulièrement confrontés au défaitisme de certains fonctionnaire qui regrette, le chacun pour soi, le carriérisme, l'augmentation de la hiérarchie, des conditions de travail détériorées, même si il semble que les motivation au travail : de s'aider mutuellement, de se faire confiance sont parfois disparues: Nous observons des agents qui ont un engagement très grand et une haute estime de la fonction publique. Il est vrai que nous n'avons pas d'élément de comparaison, mais les situations qui confinent parfois à l'abnégation nous ont réellement impressionnées. Le Directeur Général parle à ce titre de la « *passion territoriale* » pour des cadres qui fournissent un travail exigeant pour un poste mal rémunéré, avec souvent des heures

supplémentaires non rémunérés ou non récupérées. Ainsi si nombreux sont ceux qui critiquent durement, les mêmes continuent à fournir un travail exemplaire et une réelle qualité de l'accueil, de l'écoute au public, alors qu'on pourrait imaginer qu'ils décident de ne plus du tout s'investir, d'en faire le minimum. Mais cela est-il pérenne ? Combien de temps les agents vont-ils s'engager si ce sentiment que ces valeurs ne sont plus partagées, n'est pas pris en compte ? Le remodelage du service public en a fracturé l'unité « *La on est même plus dans la gestion, mais dans l'irresponsabilité. la ligne blanche a été franchie. C'est conflit de valeur* »⁹⁶

Les élus partagent cette culture, mais défendent des valeurs plus politiques, en termes de défense et de conquête de droits sociaux et humains. Ils travaillent pour « *aider les gens à se rassembler, à se défendre, à faire valoir leurs droits, envers le bailleurs, ou nous. On a des choses à mener ensemble pour conquérir d'autres droits* »⁹⁷

Ethique de l'engagement citoyen :

La citoyenneté est traversée par des répertoires culturels et symboliques : être citoyen, c'est se raconter comme bon citoyen, c'est adopter un certain comportement et des pratiques langagières. Les « récits de citoyenneté » sont très présents dans les justifications symboliques de l'engagement. Mazeaud et Talpin parle du devoir civique : « *Le devoir civique est le motif le plus fréquemment mobilisé par les participants, aussi bien en assemblée que lors des entretiens, preuve de l'intégration des normes régulant la participation citoyenne* »(Mazeaud Talpin, 2013, p.364). Adopter des attitudes citoyennes est la condition pour pouvoir entretenir des relations stables avec les institutions, justifier son engagement comme un devoir citoyen et civique est le marqueur des participants les plus proches de la sphère institutionnelle, ceux que l'on retrouve dans les dispositifs de participation et dans le noyau. « *La citoyenneté est certes un ensemble de dispositions institutionnelles et de pratiques politiques, mais aussi d'identités et de rapports symboliques qui lient l'individu à la nation.* » (Passy, Giuhni, 2005, p.896).

Un certain nombre de valeurs sont convoquées par les citoyens pour justifier leur engagement, des valeurs humaines, humanistes. La dimension réciprocaire de l'engagement est aussi beaucoup mise en avant : on veut donner aux autres et recevoir, dans une logique d'apprentissage mutuel. Ces justifications, par l'envie d'être utile, de partager ses connaissances et de mettre ses compétences au service de ceux qui en ont besoin sont les marqueurs symboliques d'un engagement qui ne se fait pas sur le mode de la charité, le groupe a besoin de faire circuler les dons pour que l'échange soit pérenne.

Il y a également une question de l'ordre du « devoir moral », du devoir de « Transmission », de manière intergénérationnelle, et pour l'intérêt général et le bien commun. L'engagement peut alors être altruiste et désintéressé, par exemple comme cette maman qui accompagne les sorties d'écoles de classes où il n'y a pas ses enfants, car sans accompagnateur la sortie ne peut pas voir lieu.

Un récit collectif à inventer pour l'avenir

⁹⁶Verbatim issu d'un entretien avec un agent habitant de la ville, août 2017.

⁹⁷Verbatim issue d'un entretien avec un élu de la ville,

Une tension entre immobilisme et changement

Il y a au sein de la vision de l'avenir, et au sein même de notre réseau d'autochtonie, une tension entre immobilisme et changement et chaque « camp » rejette l'autre, entre ceux qui ne veulent pas changer de politique sur le logement, et ceux qui prônent le rééquilibrage de peuplement et l'accès à la propriété. Ou encore entre ceux qui prônent la médiation politique par des dispositifs toujours plus participatifs et ceux qui défendent une action publique fondée sur la proximité sociale, sur des élus accessibles et des agents habitants. Mais nous pensons qu'il n'est pas vraiment un choix que d'engager la ville vers un changement de modèle, que la « la belle endormie » et ses « sédentaires particuliers », ses anciens est en train de changer de manière irréversible : parce que le contexte national a changé et parce que la métropolisation bouleverse le territoire urbain dans lequel la ville est insérée. Malgré les résistances « *On n'échappe pas au mouvement général, même si on avance pas masqué* ». ⁹⁸

Comment partager cet héritage avec les nouveaux habitants en les y intégrant ?

Une question centrale est alors celle de l'intégration des « nouveaux habitants » à notre réseau : comment partager l'héritage avec eux, et comment intégrer leur héritage à celui de la ville, pour construire un répertoire nouveau ? Comment réaffirmer pour ceux qui n'y croient plus l'héritage de la ville et l'hybrider avec de nouvelles pratiques et un nouveau mode de l'action public ? Comment continuer à amener les gens vers ce réseaux d'entraide, de solidarité, d'attention à l'autre tout en préservant ce soucis chez ceux qui sont déjà là ? Si nous n'avons pas de réponse à ces questions, nous pensons que cette question doit être posées et que le changement doit-être conduit dans un soucis de pédagogie et de consensus. C'est peut-être d'ailleurs le sens du développement des dispositifs participatifs, mais ils devraient être complétés par un investissement dans les canaux informels, privés, dans des relations humaines : ceux qui faciliteraient l'organisation collective et donnaient du sens jusqu'ici. Il ne faut pas minorer, que l'ancrage sociale de la ville, l'adhésion et l'engagement des opérateurs institutionnels et habitants, reposent aussi beaucoup sur cette gestion humaine de proximité, sur des directeurs de services qui ont un jour été animateurs pour la ville et y ont fait toute leur carrière, sur des élus accessibles qui partent en vacances avec les autres, etc. En résumé : le progrès ne doit pas entraîner la bureaucratisation et la perte des liens affectifs et humains qui sous-tendaient l'organisation collective. Car perdre ces liens se serait perdre le sens de l'engagement de nombreuses figures de la ville, capable de transmettre son héritage, sa culture, et de motiver les nouveaux à le partager.

Conclusion :

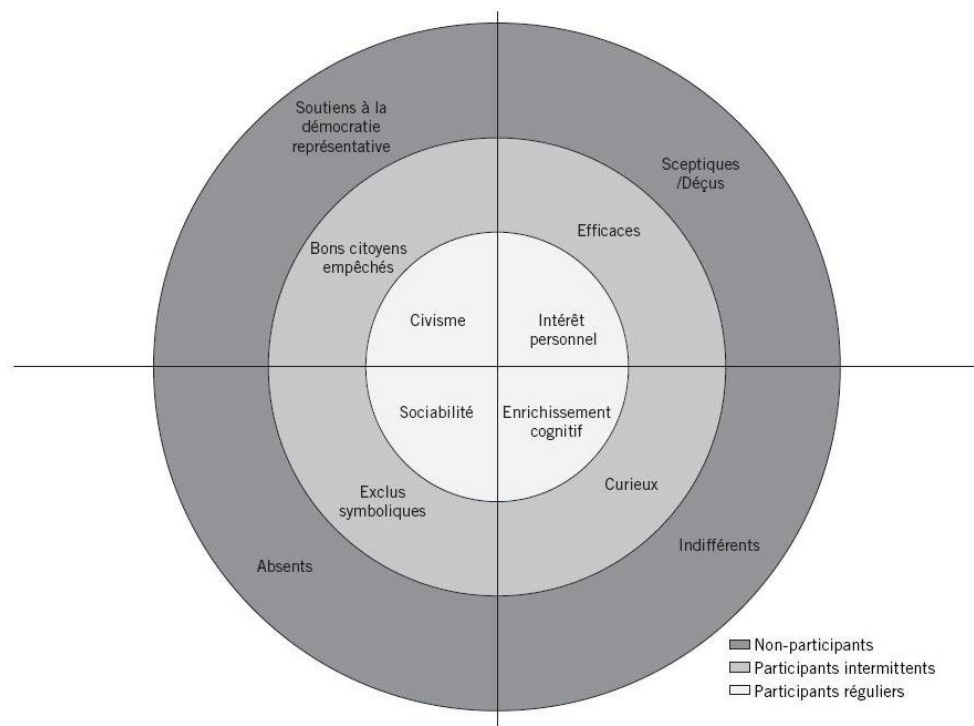
Les différents espaces où l'on peut agir collectivement, qu'ils soient associatifs, publics, événementiels, interpersonnels etc. sont traversés par un ensemble d'acteurs qui ont des liens entre eux et qui s'y déploient en faisant des allers-retours entre les différentes structures. Il est possible d'identifier un noyau d'acteurs engagé, que nous avons appelé réseau d'autochtonie, qui recouvre à la manière d'une toile, d'autres plus petits groupes. Mais ces connections, fondées sur des relations interpersonnelles, non institutionnelle sont donc vulnérables aux aléas des relations humaines : comment les transformer en liaisons institutionnelles, ou plutôt les compléter par des liaisons institutionnelles? Finalement ce réseau, est très efficace, vivant, productif : Mais comment fait-on quand on en fait pas partie, et d'ailleurs pourquoi alors qu'il semble attractif, n'en fait-on pas

⁹⁸Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal engagé sur la ville, juillet 2017

partie ? Cela nous prive pourtant d'un certain nombre de synergies, de ressources potentielles qu'on aurait pu capter si l'on s'était organisé en groupe. Cela nous prive de nombreuses informations qui passent par de l'inter-relationnel entre autochtones.

Nous avons observé ici une tension fondamentale entre une régulation interpersonnelle humaine fondée sur des systèmes de solidarité et d'affects et une régulation institutionnelle légale impersonnelle moins investie affectivement et donc moins structurante. Les deux communiquent, elles entrent fréquemment en tension, et il semble primordiale de garantir leur équilibre au sein du système politique local : un système qui ne soit pas trop formalisé, mais qui puisse fonctionner sans trop se reposer sur son réseau d'autochtones. Afin de conserver la relation humaine derrière l'institution, et d'instaurer de l'institutionnel dans des relations humaines. Mais ici encore cela demande des moyens humains et financiers et l'on en revient à la tension à l'extérieur de la ville.

Mazeaud et Talpin ont proposé une grille de lecture des différentes figures et formes d'engagement qui complète et confirme un certain nombre des pistes et intuitions que nous avons développées ici. Ils montrent à travers une démarche de recherche inductive sur les rapports entre les acteurs de différents budgets participatifs, que l'activité sociale de participation, ou de non-participation peut être analysée selon quatre motifs que nous avons retrouvés dans notre enquête et présenté sous des formes proches : le civisme (1), l'intérêt personnel (2), la sociabilité (3) et le développement cognitif (4). « (1) la réponse à un devoir civique, certains participants vivant leur engagement comme une nécessité pour la vitalité de la démocratie, alors qu'à l'inverse certains le rejettent explicitement ; (2) l'intérêt personnel (et matériel), les participants pouvant régler des problèmes liés à leur vie quotidienne grâce au bp [Budget participatif] ou, à l'inverse, percevant les limites de l'engagement au sein de ces dispositifs pour la promotion de leurs intérêts préfèrent s'en détourner ; (3) l'intégration sociale, les participants cherchant à tisser des relations sociales avec les habitants ou les membres du lycée, la non-participation reflétant au contraire l'exclusion sociale dont sont victimes certains acteurs ; (4) le développement cognitif, les acteurs s'engageant pour apprendre ou partager leur expertise, l'absence de ressources cognitives pouvant également expliquer la non-participation. »(Mazeaud et Talpin, 2013, p.363). Le graphisme ci-dessous résume la typologie qu'ils proposent et éclaire celle que nous avons proposé.



* Source

Graphique 1, la diversité des formes d'engagement au sein des budgets participatifs.

Ce qui est intéressant dans cette enquête c'est l'intégration dans le modèle d'analyse, des figures du non-engagement, ce que nous allons tenter de développer dans la partie qui suit.

PARTIE III Aller-vers et faire avec, quand les acteurs de la médiation se confrontent aux autres « habitants » : quels facteurs décisifs pour l'avenir ?

Nous avons donc proposé de considérer l'organisation politique locale, non pas en termes de deux sphères qui s'opposeraient l'une à l'autre, la sphère institutionnelle face à la sphère civile, mais de proposer la schématisation d'un noyau d'acteurs, organisé dans un réseau, qui ordonnerait le politique. Pour compléter cette typologie nous allons désormais nous intéresser à ceux qui s'oppose à ce petit noyau d'acteurs : les allochtones de la participation, le reste des habitants. Ces « autres » semblent insaisissables, on voudrait les attirer, les faire participer, les comprendre. Il semble que leur absence suscite la frustration voire même leur rejet, que « *ceux qui se sentent le moins concernés sont ceux qui se plaignent le plus* » ou qu'ils « *ils ne s'intéressent à rien* » ou encore que « *C'est quand même une infime partie qui travaille pour l'intérêt général* »⁹⁹. En un sens les deux sphères qui s'opposent réellement, sont ceux qui s'engagent face à ceux bien plus nombreux qui ne s'engagent pas.

« L'inégalité de la distribution d'un capital découlant de l'appartenance à des réseaux de relations de parenté et de voisinage engage en effet à analyser ceux qui n'en disposent pas bien sûr, mais surtout à tenir compte des relations que les membres des classes populaires entretiennent avec d'autres fractions de classes sociales. »(Renahy, 2010, p.26)

⁹⁹Ensemble de verbatim issu d'entretien avec des habitants et agents municipaux, juin-août 2017

Notre réseau, dont nous avons identifié la partition, bien orchestrée, qui rythme son organisation, semble faire barrage aux autres, ou du moins leur être inaccessible. Nous voulons donc désormais regarder de leur côté et chercher à dégager quelques hypothèses qui expliquent le non-engagement des déçus, des sceptiques et des indifférents de la participation (A). Puis nous voulons comprendre pourquoi ils sont le coeur de la nouvelle stratégie de participation municipale, pourquoi finalement aller-vers : pourquoi rechercher à appliquer un référentiel participatif qui se transforme en injonction ? La participation même, est-elle une véritable urgence pour la démocratie (B) ? Enfin, sur la base de nos observations, et de la parole des acteurs rencontrés : quels scénarios pouvons-nous dégager pour l'avenir (C)?

A) Ces « autres », les allochtones qu'on ne parvient pas à attirer vers les frontières de l'espace public : du côté des déçus, des sceptiques et des indifférents de la participation.

Une caractéristique commune des agents, élus, militants, bénévoles que nous avons rencontrés et qui constituent le réseau de la participation, c'est que tous semblent chercher à attirer les « autres », à comprendre leur motivation sans y parvenir, et à s'installer finalement dans une relation d'opposition. Qui sont ces autres ? Ces allochtones qu'on ne parvient pas à attirer vers les frontières de l'espace public ? D'abord, ce sont les nouveaux habitants qui arrivent quotidiennement sur la ville, comment peuvent-ils accéder au réseau d'autochtonie ? Et ceux qui ne veulent pas y accéder que ça n'intéresse pas, quel univers de justification peut-on tenter de dégager de leur non-engagement, afin de ne pas rester cantonner aux explications par l'individualisme ? Quels sont les freins et blocages à l'engagement : finalement, participer : oui, mais pour quels résultats ?

De nouvelles populations, consilier dynamique participative et Mixité externe : comment s'intégrer à un collectif bien structuré : des niveaux plus accessibles que d'autres ?

Chaque année il y a un « turn over » de population d'environ trois à quatre mille habitants. Comment accéder au réseau de participation de la ville ? y'a t'il des actions qui attirent plus que d'autres ?

De nouveaux arrivants

La nouvelle politique de construction de la ville, si elle préserve dans chaque nouvelle construction une part de logement sociaux se tourne vers une nouvelle population : celle des propriétaires. Ainsi l'accession à la propriété se développe mais la ville tente d'y intégrer une dimension populaire, en proposant de l'accession maîtrisée pour 50 % des nouveaux logements, c'est à dire que les logements sont vendus en dessous du prix du marché. Par ailleurs, 10 % des logements de chaque programme sont réservés en priorité aux balnéolais. De plus, la charte établie avec les promoteurs convient d'une obligation de « propriétaire occupant » c'est-à-dire que celui qui achète le logement doit l'occuper et ne peut pas le louer, afin de limiter les revenus issus de la rente. La ville tente donc, de lutter contre les dynamiques urbaines d'inégalité d'accès au logement. Et d'y conserver son ancrage populaire

Cette mixité externe, qui apporte de la mixité, non pas en élevant le niveau de vie de ceux qui sont là, mais en amenant de nouveaux habitants issus de catégories sociales plus favorisées, déstabilise la structure locale et entraîne la méfiance de ceux qui sont là.

« Bah moi je le ressens pas du tout [le vivre ensemble]. J'ai l'impression qu'il y a des populations qui vivent bien ensemble mais que les catégories populaires. Fin tu vois une fois je suis venue au marché Dampierre parce qu'il y avait la foire horticole. J'ai vu des gens que je voyais pas du tout la semaine à Bagneux. J'ai vu des 30-40 ans avec le skate à la main, la poussette dernier cri, blancs, hyper bien sapés, Stan Smith aux pieds. Ca c'est des gens que je vois jamais à Bagneux, les CSP+ quoi. Et eux on les voit jamais sur nos temps de concertation donc je ne suis pas sûre que les gens se mélangent »¹⁰⁰

Intégrer sans chasser ceux qui sont là

Le défi est alors de réussir à intégrer ces nouveaux habitants à la ville, de leur proposer des services, équipements, événements qui leurs plaisent, tout en conservant l'ancrage populaire de la ville et en rassurant ceux qui se sentent menacés par ces nouveaux arrivants. Comment réussir à les faire fréquenter les mêmes écoles, les mêmes lieux à vivre ensemble et non pas côte à côte ?

L'action point de départ, celle qui fait blocage, celle qui séduit :

On l'a dit, accéder au réseau se fait souvent sur la base d'une participation ponctuelle, d'une action qui sera la première d'un parcours de citoyen engagé. Il semble que cela arrive souvent par le biais des associations de parents d'élèves, telle que la FPCE, où l'on rencontre d'autres balnéolais du réseau qui nous attire vers d'autres événements

Celle qui fait blocage, bien souvent, qui ne parvient pas à mobiliser : c'est l'action politique, il semble qu'elle fonctionne comme un repoussoir. En témoigne d'ailleurs la difficulté des associations comme les amicales de locataires, les dispositifs comme les conseils citoyens à mobiliser dans le temps

L'action qui semble donc séduire, c'est d'abord celle qui propose un engagement sur une durée prédéfinie. Mais aussi c'est celle où l'on s'engage sur du « faire », plutôt que dans un dispositif institutionnel. Plutôt qu'une activité délibérative, les habitants préfèrent participer à des projets concrets, construire, proposer etc, s'engager directement pour un domaine qui leur tient à cœur. Ainsi plutôt que de participer à une association de plaidoyer écologiste, on ira suivre des ateliers à la permaculture et à l'éco-consommation, plutôt que de participer à des actions qui dénoncent la pollution et le gaspillage on intégrera le groupe #cadre de vie qui organise des nettoyages citoyens et essayent de mettre en place une ressourcerie.

Univers de justifications et répertoires d'action de ceux qui ne s'engagent pas, dépasser la justification par l'individualisme, l'attentisme ou l'égoïsme.

Comprendre les raisons de la non-participation semble être un débat fondamental pour les théories de l'action publique, afin de comprendre que ceux qui ne participent pas ne sont pas seulement, mal informés, ou mal dotés en capital culturel, ou que participer peut constituer une stratégie, une

¹⁰⁰verbatim issue d'un entretien avec un agent municipal, août 2017

résistance à des dispositifs, dont on comprend qu'ils sont « biaisés », mais qu'il y a une diversité des motifs du non-engagement « *Ces deux schèmes d'analyse – inégale distribution de la compétence politique et carences de l'offre de participation (...) ont jusqu'à présent été privilégiés pour interpréter la faible participation au sein des dispositifs participatifs. Ce qui explique l'accent mis par les partisans de la démocratie participative sur la nécessité pour les citoyens d'obtenir « des satisfactions rapides ou instrumentales de la participation » (Font, 2001). Pourtant rien ne laisse penser que ces deux schèmes d'analyse épuisent la diversité des formes de non-participation. (...) Il nous est alors apparu que loin des discours englobants définissant a priori ce que les citoyens veulent ou cherchent à partir d'une théorie de l'action monolithique, seule une démarche inductive permettait de mettre en évidence la pluralité des motifs d'engagement et de désengagement dans l'espace public. Ce faisant, cette approche permet également de déconstruire la volonté et les opinions des citoyens, en s'interrogeant sur les conditions sociales, culturelles et institutionnelles d'énonciation des motifs des acteurs ; et donc d'étudier les motifs de l'engagement en relation avec les propriétés sociales des individus et le travail organisationnel visant à produire et entretenir ces motivations (Sawicki & Siméant, 2009) » (Mazeau, Talpin, 2010). Nous ne pourrions pas apporter quoique ce soit ici à une analyse des causes de la non-participation, puisque nous n'avons d'ailleurs pas mis en relation les motifs de l'engagement aux propriétés sociales, mais nous pouvons abonder dans le sens que cette question semble être un impensé important pour beaucoup d'acteurs.*

De la même manière que nous avons étudié les motivations et les représentations des personnes engagés sur la ville, nous allons tenter de le faire pour ceux qu'on ne voit pas dans les différents espaces. En revenant d'abord sur la relation compliquée entre les autochtones et les allochtones, nous dresserons ensuite quelques figures de ces autres qui ne sont bien sûr pas exhaustives. Enfin il faudra présenter l'existence de réseaux de sociabilité structurés qui ne sont pas intégrés au réseau d'autochtonie et qu'on classe donc dans la catégorie des allochtones, à tort.

Une relation compliquée à ces « autres »

La relation des acteurs de la participation avec ces « autres » est délicate et marque une profonde incompréhension et non-connaissance de leur motivation, à la question « *pourquoi ne participent-ils pas ?* » personne ne semble pouvoir répondre autrement qu'en convoquant l'individualisme. Cette justification qui nous a nous-même beaucoup tenté n'est pourtant pas suffisante, l'individualisme masque un ensemble de raisons personnelles, d'implications dans des canaux extérieurs à la ville. L'on peut privilégier ses droits, ses intérêts, ses valeurs et s'impliquer pour les autres, tant que cela ne met pas en danger sa propre existence. De nombreux enquêtés pensent qu'il s'agit également d'un désintéressement pour le vivre et le faire ensemble, que l'on rentre chez soi le soir sans dire bonjour à son voisin parce qu'on ne s'intéresse pas à lui, que l'implication pour la société soit une chose du passé. Ce registre discursif nostalgique d'une société magnifiée, s'il n'est certainement pas déconnecté à une réalité vécue, d'un désinvestissement effectif des structures collectives locales, ne doit pas marquer la fin de la réflexion. Car si l'on accepte que le collectif n'intéresse plus, parce que les structures collectives n'intéressent plus, comment penser des mouvements d'avenir ?

Quelques figures de ces autres, du sceptique au débordé.

Lors de nos « entretiens de rue » nous avons pu rencontrer des balnéolais qui ne participaient pas. Une partie d'entre eux justifiaient leur non-engagement par leur charge de travail, la figure de ce « débordé », cadre qui termine son travail après 18h et doit ensuite s'occuper de ses enfants, après avoir passé plus d'une heure dans les transports en communs : leur temps libre est donc un temps de repos, ce n'est pas un temps d'engagement ou de travail citoyen. Souvent ils regrettent ce mode de vie, et reconnaissent que même lorsqu'ils participent à des associations ils le font sur un mode « consommatoire. Une partie d'entre eux, ne sont d'ailleurs pas au courant de ce qui est possible en termes d'engagement, plusieurs à la question « avez-vous des activités et engagements associatifs » nous ont répondu que oui, ils donnaient de l'argent à certaines associations de temps en temps. L'agir collectif est alors confondu avec la charité ou la philanthropie, on n'imagine pas qu'il s'agisse d'une relation où l'on reçoit autant que l'on donne. Ces gens qui sont mal-informés de ce qui est possible semblent l'être autant parce qu'une partie de l'information n'est disponible que pour les initiés (et diffusée par eux), autant que parce qu'ils ne s'y intéressent pas (Journal de la ville jeté à la poubelle). Certains d'ailleurs nous l'ont dit tout à fait directement : « ça ne m'intéresse pas. » Mais nous aurions gagné à explorer plus les raisons sociales « de cet indifférentisme revendiqué ». (Mazeaud, Talpin, p.55).

Il y a également les « déçus », ceux qui n'y croient plus, se désengagent et arrêtent de voter :

« C'est à ce moment-là qu'il y a eu un doute, Le doute il est parti de là [le RSP]: "Ah on laisse faire ces manières-là". Quand tu prends des gens qui sont là depuis longtemps, qui militaient, qui étaient aux premières lignes avec les citoyens... Ces gens-là ils sont un peu aigris. "Ah non je vote plus ils m'ont déçu" mais comme je te l'ai dit il reste la petite flamme, et heureusement. Mais plus ça va plus elle s'essouffle. »¹⁰¹

Il y a également les gens qualifiés de « fermés », ceux qui sortent pas de chez eux et qui sont pris pour exemple de ces nouvelles formes de civilité déplorées par les engagés. Ainsi à plusieurs reprises on nous a parlé des pratiques de sociabilités inexistantes de personnes musulmanes et particulièrement des femmes. Il y a également la question des familles « monoparentales » dont le parent, souvent la mère, se retrouve isolé, il y a également les étrangers ne parlant pas français pour qui l'intégration est difficile, mais plus généralement dans les discours de ceux qui s'engagent dans des relations sociales localisées, on retrouve l'idée qu'il y a une question de culture : ceux qui sont sociables et ceux qui sont fermés.

Je discutais la dernière fois avec un monsieur, qui disait "ah je suis embêté avec ma voisine, elle met sa poubelle sur le palier tous les jours, je sais pas comment lui dire, j'aimerais bien qu'elle arrête". Je lui ai dit "bah déjà, est ce que t'as été frapper à sa porte en lui disant bonjour, je suis votre voisin, si vous avez besoin de quelque chose n'hésitez pas." Plutôt que d'aller tout de suite dans "faites pas ci, pas ça" et effectivement il a dit qu'il y avait pas pensé.(...) Les gens restent renfrognés, y en a pour qui il faut insister. Tu dis bonjour mais ils te répondent pas. »¹⁰²

101 Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, habitant et engagé sur la ville, juillet 2017.

102 Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017

Nous pensons que chacune des catégories qui composent ces gens fermés s'engagent dans des réseaux de sociabilité, comme les mères célibataires qui s'entraident. De plus de plus en plus de zone de médiation civile, d'associations leurs sont destinées, ce qui pourrait permettre de diffuser leurs considérations au reste du réseau et de visibiliser leur mode d'engagement.

Nous supposons qu'une partie importante de ces autres s'engagent, mais ne sont pas ancrés localement, peut-être participent t-ils dans des groupes affinitaire liés à leur fonction professionnelle, à leurs affinités électives : l'Homme moderne est multi-déterminé, il cumule les cercles d'appartenances, jusqu'à pouvoir s'investir dans des réseaux cosmopolites. Nous même, nous nous intéressons à la question de la participation, sans avoir jamais été à aucune réunion de ce genre là où nous habitons, nous serions classés comme des allochtones par une personne qui construirait la même typologie là ou nous habitons : et pourtant nous nous considérons comme engagés.

Parmi ces autres, il y a ceux qui sont méfiants de l'action politique et publique de la ville, ils ont peur d'être associés à des réseaux militants, clientélistes. Cette méfiance sur l'attribution de certains services, loisirs semblent relativement partagée, nous l'avons rencontrée à de nombreuses reprises « *ce sont toujours les mêmes qui partent avec le CSC* », « *le social n'est pas pour tous, y'en a qu'on aide moins que d'autres* »¹⁰³. La méfiance sur les conditions d'attributions de logements, de colonies disparaît à mesure qu'on se rapproche du cœur du réseau d'autochtonie et qu'on peut mettre à l'épreuve ces présomptions. On est aussi sceptique de l'intérêt de cet engagement, spécialement dans les dispositifs municipaux, si l'on nous a témoigné d'une ville à l'écoute, nous avons noté un certain scepticisme sur les conséquences de la parole donnée dans ces espaces.

« Au-delà de ces mécanismes d'exclusion symbolique, on peut évoquer le cas des individus qui ne participent jamais, exclus des dispositifs de participation du fait de leurs faibles ressources culturelles et politiques. Leur faible participation au sein des bp [Budget participatif] pourrait s'expliquer en partie par les difficultés à articuler engagement et sociabilité. Alors que c'est souvent par les interactions quotidiennes et ordinaires avec des militants que les individus initialement éloignés du politique ont amorcé un processus de politisation (Retière, 1994), le bp apparaît, à l'inverse, bien souvent comme une greffe artificielle sur la vie locale. On peut d'ailleurs être frappé par le faible travail de mobilisation dont ils sont l'objet, limité le plus souvent à de l'information (écrite ou électronique) qui s'avère insuffisante à faire participer les groupes les plus éloignés de l'espace public. (...) L'absence des catégories populaires résulte pour une large part de mécanismes d'auto-exclusion, et notamment d'un sentiment d'incompétence. Ainsi, certains préfèrent ne pas participer à une institution pour laquelle ils estiment ne pas disposer des compétences nécessaires » (Mazeaud, Talpin, 2013, p.50)

Des réseaux parallèles au réseau principal

Il est également des catégories qui pourraient en première analyse être classées du côté de ceux qui ne participent pas, mais qui font en fait partie de cercles de relation parallèle au cercle « officiel » voir concurrent à celui-ci.

Ce sont d'abord les jeunes, dont les modes de sociabilités sont peu compatibles avec ceux du réseau d'autochtonie, et cela même lorsqu'ils font partie de dispositifs municipaux comme le Conseil Local de la Jeunesse, qui a tenté sans succès de les faire intégrer des groupes de travail issus de #Pas Sans Vous. Les jeunes, ne s'engagent pas de la même manière et leurs modes engagements sont parfois

103Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville de Bagneux, juillet 2017.

invisibilisés ou décriés par les plus vieux : jugés comme intéressés voir même malveillants. Ces jeunes qui ont un grand besoin de reconnaissance sont tenus d'adopter une position inférieure à leurs aînés si ils veulent intégrer le réseau d'autochtonie. On en parle en des termes du type « *c'est nous qui les avons aidés à monter leurs association* », vexé qu'ils ne montrent pas de gratitude. Les jeunes peuvent participer au réseau, mais de manière vassalisée, et en adoptant les pratiques langagières et de sociabilité de leurs aînés. On nous a fait plusieurs fois part du sentiment « d'abandon » des jeunes, il semble que même s'ils n'ont pas connu le temps passé, le faste et la solidarité qui existait sur la ville, il le regrette plus que ceux qui l'ont effectivement connus :

« A une époque c'était autre chose, y'avait une osmose, c'était familial, c'était incroyable, quand tu arrivais à Bagneux tu te sentais bien. Voilà, pour moi : la personne référente, c'est madame Jeannine Jambu, paix à son âme, et cette dame-là a fait beaucoup de chose pour la ville, comme le maire actuel, Marie Hélène : mais Jeannine Jambu [maire de Bagneux 1985-2004, donc l'enquêté avait 10 ans à la fin de son mandat] c'était une époque ou tout se passait bien on dirait, même si il y a eu des histoires voilà»¹⁰⁴.

Ils sont parfois défaitistes, et défiants. Quand ils s'engagent ils ont peut d'être instrumentalisés à des fins politiques, c'est le cas d'un groupe de jeunes, figures de leurs quartiers, passés par plusieurs instances de la ville, qui ont créé leur propre association pour plus d'indépendance :

« y'a une tournure politique que l'association a décidé de ne pas prendre : avoir une tournure politique, des récupérations politiques (...) Le truc c'est que si tu ne marches pas avec eux, tu marches forcément contre eux, alors que c'est pas vrai(...) Ils ne valorisent pas notre travail, ils ne nous valorisent pas, ils préfèrent prendre d'autres personnes plus malléables, et vu qu'on est indépendant... (...) Ce qui ne marche pas c'est que ce n'est pas du donnant donnant (...) En gros tu veux faire du bien, mais tu dois venir dans notre sens pour faire du bien. Du bien, c'est un peu plus global, mais tu veux faire des initiatives, fais les avec nous, les fait pas sans nous, ça ne plait pas de les faire sans eux. C'est ce que j'ai compris moi en grandissant, j'ai eu des animateurs licenciés, virés, mis à l'écart.»¹⁰⁵

Les jeunes donc cultivent donc des réseaux d'appartenance élective, entre jeune, entre bande, où ils s'entraident et institutionnalisent parfois leur collectif dans des associations à la fonction de médiation. L'enjeu est alors de leur permettre d'intégrer le reste du réseau en prenant en compte leurs modes et figures d'engagement comme par exemple la défiance à l'égard de ce qui est politique « *Les jeunes ne veulent même pas entendre parler de politique (...) plus ils entrent dans la matrice plus ils sont déçus* »¹⁰⁶, ils ne trouvent pas leur place dans les instances de la mairie, le conseil citoyen, le conseil de quartier et même les groupes #pas sans vous. Il faut donc travailler à leur offrir une place et à leur accorder de l'estime sociale, puisqu'ils sont très concernés par la reconnaissance sociale.

104Verbatim issu d'un focus groupe avec des jeunes engagés sur la ville, juillet 2017.

105Verbatim issu d'un focus groupe avec plusieurs jeunes engagés, juillet 2017

106Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, août 2017

Des associations, en conflit avec la mairie, constituent également des réseaux d'autochtonie concurrent à celui où l'on retrouve les opérateurs institutionnels. Chacun instrumentalise l'autre et le dénonce, dans des accusations dont on ne connaît plus bien le fondement. Ceux qui font partie de ce réseau, ne veulent plus entendre parler de la ville, et ce qui se rapprochent de l'association en question finissent par colporter à leur tour les accusations qui ont cours dans le réseau, d'une ville qui récupère les projets, d'une mairie raciste, qui ne les aide pas. Si bien que ce réseau devient menaçant pour les autres. Parfois, une figure de ce genre de réseau concurrent est même intégrée à l'opposition politique, et l'opposition se joue alors au sein même du conseil municipal. Ce genre d'émergence de figure concurrente a été décrite par Gouard (2014, p.135) dans son étude d'Ivry à propos de la trajectoire de Mehdy Belabbas. « *Fils d'immigré algériens et enfant de la cité Gargarine, de dernier est parvenu à convertir sur la scène politique et électorale son « capital d'autochtonie » (retière 2003) en s'appuyant sur l'autorité acquise dans ses activités associatives, d'abord dans la contestation de la municipalité puis comme adjoint.* » (Boulland, 2014, p.2).

Freins et blocages de l'engagement

Nous observons un certain nombre de blocages et de freins qui empêchent l'engagement individuel : des « barrières à l'entrée », des normes des acteurs intégrés au « marché de la participation » que les nouveaux entrants doivent adopter. Mais l'un des principaux freins de l'engagement, c'est sur le pessimisme pour le résultat que l'on peut en attendre ainsi que les délibérations conflictuelles internes, les fausses promesses, les conflits permanents qui construisent des « décus » de la participation, qui à leur tour découragent des participants potentiels.

Les barrières à l'entrée :

Accéder au réseau de participation de la ville, c'est maîtriser un certain nombre de pratiques langagières, de règles de présentation de soi en public, qui sont autant de barrières symboliques pour quelqu'un qui ne les maîtrise pas. Nous avons pourtant trouvé que le réseau était marqué par une certaine mixité en termes d'origine, de catégorie sociale, d'âge et de sexe et que même au sein des espaces formels, il régnait une certaine décontraction et tolérance. Une autre barrière à l'entrée c'est celle des horaires et de la fréquence des réunions, qui exclue tout une partie de gens comme les familles monoparentales ou les personnes travaillant beaucoup.

On pourrait en venir à considérer que ne pas faire partie du réseau d'autochtonie est une barrière à l'entrée, car il serait intimidant de se rendre dans des espaces sous-tendus par des réseaux de sociabilité auxquels on a aucun moyen d'accès (de connaissance qui nous y intègre), mais comme la connaissance est inter-individuelle est souvent polarisée autour du quartier de résidence, à chaque nouvelle réunion hors du quartier, les personnes, même si elles font déjà partie du réseau se rencontrent, on n'est donc pas isolé quand on ne connaît personne et pour les réunions dans le quartier, les réseaux de quartiers sont bien plus larges que le réseau d'autochtonie. Par ailleurs, on l'a dit, mais les membres sont accueillants et ont une tendance à aller vers les autres. Donc cette distance peut rapidement être réduite. Mais « l'idée » de se retrouver seule dans un groupe que l'on ne connaît pas constitue tout de même une barrière symbolique, une étape à franchir qui demande de la confiance en soi.

La peur de l'instrumentalisation :

Nous avons relevé tout au long de l'enquête une grande peur de l'instrumentalisation, sans pouvoir en étayer les raisons par des faits vérifiables, à part deux projets originellement associatifs qui ont été récupérés par la mairie et transformés en initiative ville : le festival blues night et les assises de l'éducation portées à la base par une association de parents d'élèves. Cette peur qui se donne souvent en ces termes « *c'est la mairie qui tient tout* » freine tout engagement dans un espace qui pourrait avoir des accointances avec le système politique. D'ailleurs les dispositifs participatifs, comme l'opération # pas sans vous sont qualifiés de « *une campagne publicitaire* » ou de « *marketing* »¹⁰⁷. Certains habitants ont l'impression que l'attention qu'on leur porte est motivée électoralement, qu'on se rend dans les événements pour avoir « *une photo du maire avec mon initiative* », « *on sait jamais pourquoi ils sont là* »¹⁰⁸. Même si le travail de « *propagande* » politique a longtemps été une méthode pour faire progresser matériellement les positions du Parti Communiste, qui a considéré le champ médiatique et l'espace public comme un espace de lutte, et de guerre de position. Nous voulons ici souligner le volontarisme et l'ambition de la mairie dans ces domaines, qui nous a semblé ne pas être de l'ordre de la communication politique ou de marketing.

Participer : pour quel résultat ? Fausses promesses, conflit permanent :

Quand est-il de ceux qui auraient voulu participer, ou même commencé à s'y intéresser, mais qui sont confronté soit directement, soit par l'intermédiaire d'une connaissance, à la déception du résultat produit par ces instances ? En restauration, on dit qu'un client satisfait en parle à quatre personnes, alors qu'un client mécontent le dit à douze personnes. Il semble que ce dicton fonctionne avec la participation, lorsque des promesses n'ont pas été tenues, l'impact est désastreux pour toute l'infrastructure de participation. Les déçus de la participation non seulement, ne recommenceront plus, mais ils en déconseilleront les autres : et naîtra un nouveau « *récit collectif* ». Ce récit nous l'avons observé sur le quartier Sud de la ville, où la vitalité associative et d'entraide est moins forte qu'ailleurs. Lors de l'Opération de Renouvellement Urbain qui y a eu lieu et de la destruction de la barre des tertres, qui étaient en 65 la plus longue d'Europe, les gens se sont sentie violemment trahis et chassés, ce sentiment d'avoir été trompés est toujours présent,

« Tout était pipé dès le départ » (...) « la mixité sociale c'est des beaux mots » (...) « les douze années de travaux ont traumatisé ce qui étaient là » (...) « Après l'ORU, d'un quartier ou les gens se serraient les coudes il n'y avait plus rien, plus d'amicale ». ¹⁰⁹

Les travaux ont bouleversé les structures sociales, et les promesses non tenues ont parachevée une situation de défiance généralisée et de replis sur soi. Le système politique est alors en porte à faux avec les structures locales, et son entêtement instaure une fracture qu'il sera difficile de dépasser, quand le directeur de l'ORU dira « *ils s'habitueront parce qu'il faut que ça avance* »¹¹⁰.

L'impression que tout est « *ficelé d'avance* », que c'est une pratique démagogique est bien présente, même chez les agents :

« Ils voulaient que les TAP soient le soir, donc on vote en ligne sur le site de

107Ensemble de verbatim issu d'entretiens avec des agents municipaux, habitants ou lors de questionnaire de rue

108Propos rapporté lors d'un entretien avec un agent municipal habitant la ville, août 2017.

109Verbatim issu d'un entretien avec un travailleur social, juillet 2017.

110Propos rapporté lors d'un entretien, juillet 2017.

la ville. En fait on allait se plier à ce que les enseignants voulaient. On savait à l'avance les résultats, le maire, les enseignants etc. Moi, j'ai pu voter 32 fois. Et ce qui est sorti du sondage, en bien on prit la solution des enseignants. Tu vois y'a pas que les conseils de quartiers avec la démagogie. »¹¹¹

Les échecs associatifs sont aussi autant de découragement à l'action, dans ce même quartier sud le collectif logement, formé pour s'opposer au bailleur n'aura pas pu obtenir gain de cause, et les anciennes figures de ce collectif, leader du quartier, ne voudront plus s'impliquer nul part, et en déconseilleront les autres. De la même manière sur le quartier de la Pierre Plate, au Nord de la ville, on nous parle d'un « avant/après » Vis avec Nous, association de prévention communautaire qui a été déconventionnée par le département et a pratiquement disparu. Ceux qui y adhéraient semblent ne plus croire à la capacité d'une action collective de changer les choses.

Des conflits interpersonnels qui freinent l'engagement :

Les nouveaux arrivants sont également freinés par les formes de la délibération dans les dispositifs participatif comme les conseils de quartier « les conseils de quartier devenaient des lieux de règlement des comptes », qui fonctionnent comme une « foire d'empoigne » où l'on défend ses problèmes individuels, et où rapidement les conflits de voisinages, de stationnement, de dépôt sauvage monopolisent le débat et découragent, donnant l'image que ces instances ne « *servent à rien* » ne sont « *pas constructives* ».

B) L'injonction au aller-vers, la participation sociale : véritable urgence pour la démocratie ?

Finalement, cette quête pour instaurer toujours plus de participation, de concertation est-elle justifiée ? Faut-il aller toujours plus loin dans la mise à disposition des fonds publics aux citoyens engagés ? Avant de vouloir implémenter des dispositifs toujours plus innovants, ne faudrait-il pas prendre le temps de valoriser ce qui existe et les gens qui le portent ? La participation même n'est-elle pas une injonction qui portent de manière inégalitaire sur les catégories populaires, dont on demande l'engagement ?

Faire moins mais mieux : valoriser ceux qui sont déjà là

Avant de développer de nouveaux dispositifs, de proposer de nouvelles associations, nous pensons qu'il faudrait s'attarder sur ce qui existe, y réfléchir et le valoriser, pour prendre le temps de l'évaluer et déterminer si oui ou non, il y a une demande, un besoin réel pour plus de participation.

Le « brouahaha » participatif : un manque de lisibilité de ce qui existe

Nous avons décrit l'état de saturation que connaissait les cadres de la mairie, la finalisation souvent au dernier moment des projets, le calendrier de travail souvent très serrés qui laisse peu de temps à l'élaboration et à l'ingénierie et à des temps d'émulation, d'intelligence collective. Depuis #Pas Sans Vous, le nombre d'initiatives mise en place par la mairie n'a cessé de croître, mais plutôt que de remplacer certains dispositifs par d'autres, cela ne font que se superposer, si bien que certains en viennent à parler d'un « *brouahaha participatif* », « *on fait tellement de choses, mais on priorise pas*

111 Verbatim issue d'un entretien avec un agent municipal, habitant de la ville, août 2017

assez »¹¹² certains préféreraient « *faire moins mais mieux* », car l'accumulation des projets rend difficile l'appréhension claire de ce qui existe.

*« je pense qu'il y a un peu trop d'actions multiples dispersées, toutes ces associations qu'on vient de lister ça fait brouillon, désordre, pas efficace quoi. Entre le conseil de quartier, les réunions possibles sur le quartier, autour de l'environnement, je ne m'y retrouve pas. »*¹¹³

Ce « brouhaha » n'épargne pas la sphère associative, dont on déplore que de plus en plus d'associations sont créés pour faire la même chose, demander des subventions pour des mêmes projets ou besoins qui pourraient être mutualisés. Désormais il semble que « *chacun veuille sa propre association* »¹¹⁴ plutôt que de participer à un projet qui existe. La portée des projets est donc réduite, par rapport à une initiative qui aurait été construite par un plus grand nombre d'acteur.

Enfin, nous attirons l'attention vers le manque d'évaluation des dispositifs qui existent, est plus particulièrement une évaluation qui intègre les usagers, habitants et publics de ces politiques. Certes les effectifs municipaux sont saturés de travail, mais l'évaluation est une des déterminantes d'une stratégie participative pérenne. « *l'évaluation est la clé de voute de ce dispositif complexe, qui permet à chacun des habitants ayant participé de faire le point sur l'effectivité de ce qui a été énoncé, réalisé... L'évaluation est certainement à ce jour le moyen le plus démocratique pour intégrer de manière significative les habitants des quartiers concernés.* » (Monbeig, 2007, p.32). Permettre aussi la « co-formation » comme le suggère Carrel, dans des espaces où chacun se forme en partant d'où il vient, les habitants, mais aussi les agents : ainsi il ne s'agit pas de seulement réduire les « coûts d'entrée » pour les participants issus de la société civile, de les « élever » au niveau de l'administration, mais de permettre aussi à la sphère institutionnelle de comprendre ce qui caractérise l'univers populaire.

Etre fier de l'ordinaire, préserver ce qui existe

Prendre le temps de faire, et en faire moins c'est aussi porter une attention plus grande à ce qui existe déjà. Plusieurs habitants engagés nous ont témoigné le fait qu'ils apprécieraient avoir plus de reconnaissance de la ville quand ils s'impliquent dans ses projets. De plus, vouloir amener plus de participants pour une meilleure représentabilité des instances, ne doit pas se faire au détriment de ceux qui participent. Les conseils de quartier ne fonctionnent pas bien, mais il faut maintenir une attention et une crédibilité à la parole de ceux qui s'y engagent. Il ne faut pas décourager leur investissement en leur montrant le peu de crédit qu'on accorde à l'instance où ils s'investissent. Avant de vouloir développer une nouvelle relation avec les habitants, il nous paraît important d'améliorer celle avec ceux qu'on connaît déjà, de les faire participer à la réflexion sur les dispositifs participatifs. Sur ce point nous saluons d'ailleurs la grande attention que la mairie porte à ceux qui s'engagent.

« Même si des fois je me dis "Ahlala mais vous représentez qui, vous êtes vieux, vous êtes blancs" et tout le monde me le dit. Tout le monde me dit "Quand tu réfléchis quelque chose, faut réfléchir à comment t'élargis vers d'autres publics." Mais moi je pense qu'il faut être aussi

112Verbatims issus d'un entretien avec un agent municipal, août 2017.

113Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017

114Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal et habitant de la ville, juillet 2017

très attentif à ces publics-là qui se déplacent, faut être reconnaissants et respectueux vis-à-vis de tout le monde.»¹¹⁵

Prendre le temps de faire, c'est aussi prendre le temps de saluer ceux des opérateurs institutionnels qui s'engagent quotidiennement. Lors de notre enquête nous avons en quelque sorte été le « réceptacle » de toutes les frustrations, de la fatigue des agents, de leur pessimisme, alors que parallèlement nous observions leur engagement quotidien, bien au-delà du minimum requis et nous voulons dire l'admiration que cet engagement quotidien nous a suscité. Avant d'engager de nouveaux grands projets, il faut être très fier de ce qui existe dans une ville populaire aux petits moyens, d'une administration très exigeante et engagée dans son travail, qui ne renonce à rien malgré les difficultés, les baisses de dotations, et les affronts symboliques qui lui sont fait à l'extérieur. Lorsqu'on lit des rapports d'évaluation, des dispositifs participatifs, qui n'épargnent pas ce qui se fait à Bagneux, on se demande si ceux qui disent « *ce qu'il faudrait* » ont bien conscience des contraintes qui pèsent sur les collectivités locales, et sur les difficultés de conduire le changement dans une institution sédimentée par des années de culture professionnelle.

« Le fait de travailler dans une ville c'est que tu négocies avec la réalité. Donc peut-être que t'édulcores des principes, peut-être que t'édulcores des valeurs, peut-être que tu perds de ta radicalité mais en même temps tu négocies avec la réalité aussi. »¹¹⁶

La difficulté et l'ampleur de la tâche ne doivent pas masquer les petites victoires et réussites quotidiennes, et le combat pour conserver ne serait-ce qu'un service public communal accessible. Ne pas se mettre en avant ou trop faire de discours pour raconter son travail montre que la ville n'est pas dans une posture de communication, de marketing participatif, mais c'est quelque chose dont les personnes engagés, habitants ou agents ont besoin.

« Moi je suis pas du tout d'accord sur le fait que la mairie fasse de la com'. Pas du tout. Parce que très, très, très peu de villes sont au courant de ce qu'on fait. On parle jamais de ce qu'on fait, on parle jamais de ce qu'on expérimente à part aux habitants. On a eu des espaces de parole incroyables dont on n'a pas su se saisir. On a été sollicités en tant que témoins remarquables sur la question de la participation, on y est pas allé, on a rien dit... Du coup on valorise pas du tout ce qu'on fait, et moi, ça me déçoit un peu parce qu'en tant qu'agent, des fois c'est dur de pas avoir de résultats sur ce que tu fais. Des fois ça te donnerait un peu des appels d'air que les autres te disent "Waouh, c'est chouette ce que vous essayez de mettre en place !" Donc moi je suis pas du tout d'accord sur le fait qu'on soit en communication. Je pense que la ville, elle essaye beaucoup de choses, je crois vraiment qu'elle a une ambition très noble d'essayer des choses mais je crois aussi qu'on priorise pas assez, que ça foisonne, que tout est important et résultat on fait tout dans l'urgence. Et faire dans l'urgence, des fois, ça ne marche pas »¹¹⁷

Une injonction qui pèse sur les classes populaires : le contre-exemple argentin

On parle d'injonction participative, lorsque la participation est une demande qui « vient d'en haut » et qui va être appliquée de manière descendante. Cette injonction est d'ailleurs plus visible dans les

115verbatim issue d'un entretien avec un agent municipal, août 2017

116verbatim issue d'un entretien avec un agent municipal, août 2017

117verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, août 2017

territoires qui dépendent de la politique de la ville. Y'a t'il une véritable demande de participation, où bien s'agit-il d'une stratégie des institutionnels, pour « faire » participer, provoquer une relation légitime, de l'état au citoyen, dans des zones où il y a « rupture » de l'ordre démocratique ? A ce titre nous présenterons le contre-exemple argentin.

« Et une vraie question, est-ce que c'est une obligation de s'investir ? Il y a des habitants, y compris dans ma famille, qui disent "j'ai voté, maintenant débrouillez vous. On vous a élus, arrêtez de nous demander notre avis". Donc ce n'est pas une obligation, ce n'est pas parce que nous on pense que c'est bien, que dans la tête de tout le monde c'est une évidence, c'est un parti pris de se dire que c'est bien.»¹¹⁸

la participation, une attente sociale socialement orientée ?

Pourquoi attendons-nous plus des catégories populaires qu'elles se mobilisent ? Pourquoi devraient-ils que les classent populaires investissent une citoyenneté active ? Pourquoi met-on la focale sur eux ? N'est-ce pas là le signe d'une certaine suspicion ? Doivent-ils faire la preuve de leur participation à la démocratie ? Il n'est pas évident, même, qu'il y ait une véritable demande sociale de participation. Même si une enquête quantitative a été réalisée à ce sujet à Bagneux, il semble que les gens répondent positivement à la question, mais que cela ne reflète pas vraiment une motivation réelle.

La participation est-elle alors « une stratégie institutionnelle pour « contenir la nouvelle classe dangereuse » dans une visée disciplinaire ? Le fait de s'adresser à des individus isolés plutôt que de faire appel aux associations serait, en outre, le meilleur moyen de les tenir à l'écart des enjeux de justice social» (Carrel, 2013, p.18-19) ? Il semble que la participation, de l'usager-citoyen, comme vecteur d'émancipation de ces minorités (jeunes, précaires, étrangers...) ne soit convoquée qu'à titre discursif, pour justifier symboliquement que l'on fait des efforts pour réduire les inégalités d'accès à l'espace public, plus que comme une volonté réelle d'endiguer cette mise à l'écart des processus démocratiques. Mais alors, ne vaudrait-il pas mieux abandonner le terme lorsqu'on a pas l'intention, de l'expérimenter sur une petite arène, avec un volontarisme politique certains où l'on peut vraiment attendre les résultats recherchés, où l'on se donne réellement les moyens de ses ambitions ? Et ainsi limiter les frustrations de tous sur l'écart entre les objectifs affichés et ce qui se passe réellement ?

Ce qui pousse à nous interroger, quelle place à la participation dans la demande sociale et les besoins des catégories populaires ? N'est-elle pas anecdotique ? Les thématiques sur lesquelles on les associe ne touchent que rarement aux domaines fondamentaux de l'existence, la participation n'est-elle pas alors de l'ordre anecdotique pour des jeunes, sans perspectives par exemple ?

« Bien sûr qu'ils sont contents d'avoir un terrain de basket propre dans leur quartier et s'ils peuvent faire du sport dans les bonnes conditions ils vont le faire, mais il faut pas tout mélanger, pour eux ça, ça reste... Donc non je suis désolé, ce n'est pas parce que tu as réparé un terrain que tu vas satisfaire les gens. Je pense que là, il faut aller au-delà de ça, moi quand je travaillais dans l'animation, j'ai embauché pas mal de jeunes de la ville. Ça c'est un impact direct, Ce sont des choses comme ça qu'il faut essayer de mettre en place. je te dis pas que j'ai révolutionné le truc, mais j'ai fait avancer la chose. Aujourd'hui on prend pas mal de jeunes de la ville, quand on fait des

118verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal, habitant la ville, août 2017

stages j'essaye de prendre pas mal de jeunes de la ville. Dans mon service il y a pas mal de jeunes qui veulent devenir éducateur sportif et passer le BPJEPS, par contre il faut que tu trouves une institution pour te prendre un stage. Et moi j'essaye de prendre pas mal de jeunes de la ville. et là on travaille autrement, dans une dynamique où le jeune, il reprend la confiance, il crois en toi : et vois des perspectives. Honnêtement entre toi et moi, qu'est-ce qu'il en a à faire du terrain de basket ça va pas lui changer sa vie, à moment donné il va être content de pouvoir mettre deux, trois paniers : mais après, les problèmes ils sont là¹¹⁹»

Le contre-exemple argentin :

Le nouveau référentiel de participation sociale qui pénètre les politiques publiques doit être questionné au regard des expériences « extrêmes » qui se sont déroulées ailleurs, à ce titre la situation argentine de ces vingt dernières années est éclairante. L'argentine peroniste, régime populiste favorable aux ouvriers et aux syndicats était caractérisée par l'imbrication entre des relations de travail et les sociabilités de voisinages : de la figure du quartier ouvrier, lieu de la socialisation politique, que l'on retrouvait également en France. Mais à partir des années 70, puis de manière accentuée dans les années 80 et 90 : cette centralité du travail disparaît. Progressivement l'intégration sociale se pense autour de la figure de l'habitant. Les organisations internationales et états mettent au point un ensemble de « programmes » et de « plans » de lutte contre la pauvreté intégrée à des stratégies transnationales. La question sociale¹²⁰ n'est alors plus la seule prérogative nationale, et l'on voit émerger un nouveau système d'acteur impliqué dans la lutte contre la pauvreté. Pour Merklen il s'agit d'un « *Glissement catégoriel* ». On passe de l'action sur le travail comme cible des politiques sociales pour commencer à agir au niveau local sur le pauvre et l'habitant, la problématique sociale se déplace du travailleur au pauvre. A partir des années 80 et 90, et du consensus de Washington qui voit l'intervention des organismes internationaux, les dérégulations financières puis la crise de la dette et la dépendance financière au FMI et à la BID se déploie un capitalisme sauvage autour de l'idéologie néolibérale. La situation sociale atteignant un point critique : la Banque Inter-américaine de Développement et la Banque Mondial ont augmenté leur intervention dans la lutte contre la pauvreté. Ainsi, alors que l'état est de plus en plus faible, les organisations internationales vont accentuer la décentralisation et réorienter les politiques sociales. C'est la fin de l'universalisme et le début de la « focalisation » c'est à dire l'orientation des politiques sociales, ciblées sur les groupes à assister : femmes, enfants, pauvres urbains, ruraux... La décentralisation et la focalisation apportent l'injonction à la « participation sociale », c'est à dire de conditionner l'octroi de prestations sociales à l'implication des bénéficiaires à l'échelle locale. De nouveaux acteurs entrent alors en jeu dans la gestion des politiques sociales telles que les ONG et associations d'habitants, ce qui va modifier le rapport au politique des classes populaires. Le système d'action devient alors triangulaire entre organisations internationales, ONG ou associations locales, et gouvernements ce qui renforce les organisations à base territoriale. La politicalité des

119Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal et habitant engagé sur la ville, juillet 2017

120La question sociale a été définie par Castel comme « *une aporie fondamentale sur laquelle une société expérimente l'énigme de sa cohésion et tente de conjurer le risque de sa fracture. Elle est un défi qui interroge, remet en question la capacité d'une société (ce qu'en terme politique on appelle une nation) à exister comme un ensemble lié par des relations d'interdépendance.* » Robert Castel, « Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat », Paris, Fayard, 1995, p. 18.

classes populaires devient alors un mode de relation politique localisé, entre l'état et une « *foule d'agents politiques* » (Merklen, 2009, p.25). L'état est devenu « *une entité lointaine* » (Ibidem, p.131) il perd sa fonction centrale de régulation sociale, il n'est plus le garant de l'intégration et de la cohésion sociale. Cette perte d'importance de l'état dans la vie quotidienne des individus c'est ce que Denis Merklen appelle la « *distance institutionnelle* », qui qualifie l'éloignement des classes populaires de l'état et des institutions publiques. Cette distance institutionnelle, doublée d'une forme renouvelée d'intervention sociale en termes de projet et de politiques sociales territorialisés, impliquent que les classes populaires s'engagent et s'organisent pour capter ces ressources. La proximité devient la « *clé de voute* » (Ibidem, p.25) des stratégies collectives. Les stratégies pour capter ces services, biens et ressources nécessitent donc une mobilisation permanente puisque les ressources sont distribuées de manière irrégulière, ce que Denis Merklen appelle le « *rétrécissement de l'horizon temporel* » (Ibidem, p.132), la quête de ressource devient « *perpetuelle* », et place les classes populaires dans une situation d'instabilité où il n'est pas possible d'anticiper l'avenir. Cette instabilité est caractéristique de l'univers des classes populaires et les place dans une obligation d'action constante sur les institutions, il faut être présent là où les ressources sont disponibles, en fonction de l'institution qui donne. L'assistance sort progressivement du droit, de l'universel. Son analyse du décentrement du rapport au politique vers le local nous permet de désenchanter cette injonction contemporaine à l'empowerment et au pouvoir d'agir, qui dans les politiques publiques se décline en termes d'activation et de responsabilisation.

Il s'agit de prendre de la distance par rapport au nouveau paradigme de participation sociale, et de se rendre compte de l'intérêt des politiques universalistes pour l'intégration sociale et la cohésion sociale, pour la stabilité et la régularité des conditions de vie des classes populaires, de ne pas installer les pauvres dans un rapport de dépendance politique, d'instabilité, et dans une quête permanente pour des ressources qui devraient être garantis par le droit. Ce ne sont donc pas les ressources des politiques sociales qui doivent être à « *portée de mobilisation* » (p.238), ces ressources doivent être inscrites dans le droit, tout en laissant à la participation sociale, de larges marges de manœuvre pour revendiquer et gérer des ressources supplémentaires. Denis Merklen nous montre que plus les institutions sont « *amples et compréhensives* » (Ibidem, p.77) plus le quartier perd de l'importance et inversement moins les institutions sont fortes plus le quartier se différencie alors du « *sociétal* » et devient source d'identité. Ainsi il ne faut pas renoncer à l'idée d'avoir des institutions fortes, surplombantes, universelles, tout en conservant une volonté de voies nombreuses d'autodétermination, d'autogestion, d'efficacité et de co-construction des politiques publiques.

C) Prospective : quels scénarios envisageables pour l'avenir

Sur la base de nos observations, des lectures que nous avons faites et de la parole des acteurs de terrains : quels pistes d'évolution pouvons-nous dégager pour la ville, insérée dans un ensemble de contrainte économiques, territoriales et politiques ? Le premier scénario, le scénario pessimiste sera celui de la fin du « *fief* ». Le second scénario, proposera lui des pistes de développement dans la continuité de la modernisation et des rationalisations entreprises, avec la participation comme stratégie de légitimation des réformes. Enfin, le dernier scénario : le scénario maximaliste, proposera une vision d'un modèle de gestion communal innovant, tourné vers l'économie solidaire, mais fortement attaché à ses valeurs socialistes.

Scénario 1 : Conquête matérielle et symbolique du pouvoir par la métropole et résistance du réseau d'autochtonie

Ce premier scénario figure que la majorité municipale, fracturée définitivement entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste qui ne peuvent plus faire alliance ensemble, affaiblie par une crise de confiance des habitants ne comprenant pas les nouvelles constructions, fatigués par des travaux dont ils ne pensent pas pouvoir bénéficier, s'abstiendront ou voteront pour l'opposition. Autour de Bagneux, les autres villes communistes, citoyennes ou écologistes de la région basculeront également à droite. La métropole du Grand Paris, entrée en vigueur, reprendra le contrôle sur un grand nombre des prérogatives de la ville et endiguera définitivement le modèle de développement encadré qui avait été mis en oeuvre jusqu'alors (charte promoteur, accession maîtrisée...), les grands projets seront pensés de manière hétéronomique, sans laisser de place véritable à la participation. Ainsi ce scénario voit la fin d'un modèle socialiste, de la majorité municipale et la conquête progressive des acquis sociaux de la ville sur un mode de gouvernance libéral/conservateur dominant la région. Mais ce scénario, de renversement de la majorité historique et de l'ancrage populaire local, entraînera très certainement de fortes résistances de la société civile balnéolaise, des agents habitants et d'autres nouveaux acteurs, qui entreront dans le réseau d'autochtonie pour contester la nouvelle gouvernance. Cette stimulation des mobilisations citoyennes, même si elle n'a pas aboutie sur quoique ce soit, peut-être observée dans les villes du Nord de Paris comme Saint-Ouen ou la droite a remporté les dernières élections, face au maire PCF. Peut-être que les acteurs devront alors développer de nouvelles actions, de nouvelles pratiques de manière plus autonome et que dans ce bouleversement à grande échelle, ils proposeront une nouvelle dynamique d'autant plus intéressante.

Scénario 2 : Accentuation de la modernisation de l'action publique, une stratégie participative pour attirer et légitimer les bouleversements de la ville : la participation comme stratégie électorale

Notre deuxième scénario est celui qui voit la majorité municipale reconduite malgré les divergences en son sein et les nouvelles dynamiques de développement urbain, de construction s'amplifier, ouvrant la ville à une nouvelle population moins concernée par la politique locale. Ce scénario est celui d'une fatigue participative où les agents de la ville n'adhèrent plus aux nouvelles façons de faire liées aux rationalisations de l'administration, ce qui diffuse un climat de méfiance et renforce l'idée que « *ce n'est plus comme avant* » dans la ville. On peut imaginer que cela se désinvestissent et renoncent à l'idéal d'une commune populaire dans laquelle ils ont fait leur carrière, freinant le dynamisme du « aller-vers » qui demande leur engagement. Les dispositifs de participation n'y seront pas ici renouvelés et la modernisation de la ville à grande vitesse prendra le pas sur le temps nécessaire à la concertation, dont les avis ne seront pas forcément intégrés, ou seulement par « ilots » de manière événementielle. Les dispositifs seront alors progressivement « désertés » ou stagneront. La participation ne serait envisagée que dans une logique de réactivation du registre militant, pour faire la promotion des projets de la ville, gagner en légitimité, sans une volonté réelle de porter à la co-construction un certain nombre de projets. Les associations elles, n'ayant pas d'espace commun pour créer des projets transversaux, s'engageront davantage dans des logiques de « chasseuses », en compétition entre elles, pour des ressources raréfiées. D'ailleurs, les nouvelles mesures de réduction des dotations aux collectivités et la suppression de la taxe d'habitation

engageront la ville dans de nouvelles mesures de délégation de service public, l'éloignant de ses habitants, qui ne comprendront pas pourquoi la ville se retire progressivement de secteur où elle était volontariste jusqu'alors, même si cela sera contrebalancé par l'arrivée de zone de commerce et de propriétaire qui permettront d'atténuer la dépendance de la commune face à l'état. Cette tension budgétaire et interne à la mairie, renforcera les tensions politiques et les nouveaux arrivants dans l'offre politique, et la constitution de réseaux concurrents toujours plus puissants face à celui des autochtones déstabilisés. Le développement économique de la ville, avec les deux gares, ne bénéficiera pas à tous, et les classes les plus populaires seront progressivement reléguées plus loin en banlieue, ne trouvant pas de possibilité de relogement sur la ville. Les espaces frontières de l'espace public seront alors perçus comme ceux des classes moyennes, et la défiance entre populations précaires et nouveaux arrivants des classes moyennes s'intensifiera. Probablement, les nouveaux arrivants se saisiront des espaces de participation mais en constituant un réseau relationnel nouveau pas nécessairement mélangé à celui qui existait jusqu'alors, la ville perdant ainsi lentement son ancrage populaire au profit d'un paradigme managérial libéral.

Scénario 3 : Du « fief » à la ville « modèle » Hybridation du modèle de gestion communal populaire à un registre d'action d'économie solidaire co-construit.

Ce troisième scénario, le scénario maximaliste, voit la poursuite de l'ambition du « aller vers » et la montée en puissance de la logique du « faire », de l'appropriation par la mairie d'un registre plus propre à l'économie solidaire. Ainsi la ville, en « allant vers » mais surtout en « laissant faire », verra des dynamiques citoyennes renforcées, attirant d'ailleurs plus de projet et d'initiative comme A.A.A qu'elle cherchera à attirer dans une posture pro-active, en proposant des conventions de délégation de service public. Les associations de la ville, qui auront un lieu en commun pour travailler de manière libre et ouverte, sorte de maison des associations ou de plateforme citoyenne, s'engageront également dans une dynamique rendue possible par les liaisons transversales qu'elles y auront nouées. Amener les associations vers les dispositifs de participation et dans une dynamique citoyenne commune, est un enjeu fondamental pour la dynamique politique futur.

« Pourquoi pas essayer de mutualiser les associations. Je trouve que si on arrivait à mutualiser encore plus les associations et faire des choses ensemble, on ferait des grandes choses plutôt que d'essayer de se tirer dans les pattes. »¹²¹

Les dispositifs participatifs seront repensés lors de grands temps de réflexion collective et de co-formation pour établir une véritable demande sociale de participation et adapter les dispositifs aux besoins. L'administration également saura prendre le temps de faire réfléchir les équipes de manière horizontale lors de ruches de projet, laissant chacun s'exprimer et proposer malgré son grade. Cette méthodologie d'évaluation, interne à la mairie, et externe avec les citoyens, sera régulièrement réitérée pour adapter constamment ce qui est fait avec la volonté et le vécu des habitants. La capacité de mobilisation collective, revivifiée par ce dynamisme des initiatives locales qui donnent confiance dans le collectif communale et dans la légitimité de proposer un contre-modèle, permettra de se projeter sur l'espace public et le système politique pour défendre le modèle du service public local face aux restrictions budgétaire. La société civile balnéolaise associée à ses élus, à ses agents, pourra

121 Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017.

créer des alliances avec d'autres villes d'Ile de France qui défendent ce paradigme socio-politique, comme les ville d'Ivry, de Montreuil, de Saint-Denis, etc et amorcer la création d'une « force sociale » qui ne soit pas qu'oppositionnelle, mais propositionnelle. L'idée c'est de s'appuyer sur les agents, élus, habitants engagés, d'accentuer les dynamiques et les projets pour s'élever comme une ville « modèle » en terme de citoyenneté et d'émancipation. Nous pensons que le volontarisme politique, la tradition militante, qui poussent des acteurs engagés, populaires à défendre constamment le service public, la protection sociale et l'état sociale ; la capacité de politisation des enjeux locaux et de mobilisation large de la société civile autour de ce volontarisme, bref ce qui fait « le fief » ; hybridé avec des pratiques inclusives, innovantes, citoyennes et participatives de l'économie solidaire : peut faire naître un paradigme politique aux grandes potentialités. Cela veut dire respecter le pluralisme politique et économique, les diversités associatives, et permettre la délibération dans des formes auxquelles le pouvoir communale n'est pas habitué, et donner une aura politique, un mouvement commun, à un ensemble de pratiques auparavant parcellisées et localisées. Un facteur décisif, de cette montée en puissance citoyenne, sera la diversification des formes économiques du territoire par la présence de micro-économies locales comme celle développée par A.A.A. La production économique ne peut pas rester concentrée dans les mêmes villes et sur les mêmes secteurs, tertiaires, à faible valeur ajoutée. Ainsi, les espaces publics devront avoir une fonction économique : pas seulement délibérative ou redistributive, ce scénario voit donc la création d'une ressourcerie, la montée en puissance de la régie de quartier, du système d'échange locaux, peut-être l'apparition de monnaies locales, d'artisanat local etc.

Ce scénario, voit aussi préservés et amplifiés les initiatives et lieux pour être ensemble, pour faire vivre les liens de solidarité entre les habitants et la la conservation d'une relation humaine du domaine privé jusqu'aux espaces institutionnels. La ville renforcera les événements municipaux et en proposera de nouveaux, ainsi qu'elle remettra en place certains qui ont été supprimés et que les habitants regrettent comme les cuisines du monde.

« Il faudrait relancer des choses qui se faisaient dans l'ancien temps comme des veillées dans les villages, si on trouvait des gens de différents pays qui raconteraient une histoire, des légendes de leur pays, ça pourrait être génial. Y avait les cuisines du monde, alors ça c'était un super support, les cuisines du monde. C'était génial ! Mais c'est fini ça. Il faut retrouver quelque chose qui réunit, qui fait qu'on vit ensemble et pas cote à cote (...) Il faut réussir à réunifier , à apprendre de l'autre, des cultures, de tout. »¹²²

Enfin la ville sera attentive a préserver les récits et imaginaires collectifs : pour qu'agent et habitant puisse continuer de justifier leur engagement en disant « Parce que c'est ma ville ». Pour que cette culture commune soit partagée avec les autres et puisse continuer à faire tenir ensemble, dans une communauté politique anciens et nouveaux habitants. Elle engagera donc un travail de médiation avec ses agents, sur un temps long, pour comprendre les fractures et redonner du sens commun.

Faut pas perdre ça et je pense qu'il y'a a tout un travail à faire sur notre histoire. Quand on dit, faut s'insérer, dans notre culture etc et bien faudrait qu'on apprenne dans nos écoles l'histoire de Bagneux aussi. »¹²³

122Verbatim issu d'un entretien avec un habitant engagé sur la ville, août 2017

123Verbatim issu d'un entretien avec un agent municipal habitant la ville, août 2017

Conclusion :

Etudier et comprendre la non-participation semble être un enjeu majeur pour la sociologie de l'engagement. Les non-participants, s'ils peuvent être totalement désintéressés, ou bien étrangers au registre d'action de la cité civique, peuvent aussi être tout autant engagés dans des formes qui ne sont pas localisées. Une stratégie de participation qui n'ait pris en compte leurs besoins et leur demande à aucun moment de l'ingénierie, ne peut pas espérer devenir plus qu'une pratique de niche, d'initiés. Mais il faut aussi admettre que la démocratie participative fonctionne quotidiennement sur un petit nombre et qu'on doit imaginer des espaces de participation qui soient occasionnels, bref et facile d'accès, comme les espaces digitaux. Le référentiel de participation doit être objectivé, la manière dont on use de la notion étant souvent plus péremptoire et creuse, pour créer une sorte d'effets d'annonce, voir même masquer une nouvelle relation de l'institution à l'utilisateur, hors du droit, sur le mode projet et la responsabilisation. La participation des habitants doit être alors pensée de manière qualitative en fonction de besoins, plus que quantitative et systématique : afin d'éviter de ne pas tenir ses promesses et de décevoir durablement les citoyens.

Les scénarios que nous imaginons pour l'avenir dépendront avant tout du contexte politique : la mairie parviendra-t-elle à conserver son ancrage populaire ? En intégrant les nouveaux habitants ? Parviendra-t-elle à maintenir un système de proximité et une gestion humaine autant au sein de l'administration qu'avec la population ? Saura-t-elle laisser faire, continuer à aller-vers et à encourager la dynamique associative du faire ? Enfin les acteurs pourront-ils prendre le temps de penser ensemble cet avenir et continuer à donner de leur temps pour faire vivre des espaces de médiation ?

Conclusion générale :

Penser la participation comme une réponse à la crise des institutions et du social, c'est oublier tout un ensemble de facteurs intermédiaires qui sont déterminants. Résoudre la crise de légitimité de la démocratie représentative, la crise de confiance, l'incompréhension du système actuel, ne doit pas être limité à la participation. Un espace public fonctionnel, c'est avant-tout une société qui se reconnaît comme tel et qui a envie d'exister en tant que société. Maintenir un service de qualité, accessible à tous est primordial, le politique est ce qui institue le social. Une société doit pouvoir vivre ensemble au niveau privé, domestique et inter-individuel avant de pouvoir fonctionner au niveau politique. Puisque nous avons parlé de continuum de l'engagement, nous pensons qu'aucun niveau de ce continuum ne doit être négligé sans quoi sa partie la plus politique ne sera qu'une fiction sociale.

La sphère domestique doit permettre l'émancipation donc des conditions de vie dignes, d'éducation, de temps partagé du travail de reproduction et garantir du temps libre pour pouvoir s'investir dans des niveaux collectifs. André Gorz proposait à ce titre une utopie sociale de la "société du temps libéré" ou le travail producteur de ressource économique laisse de la place à un travail de citoyen, à l'émancipation.

La frontière basse de l'espace public doit être soutenue par des liens de sociabilité qui contiennent des marges de liberté, des lieux pour être ensemble et transcender ses

appartenances originelles, qui fonctionnent de manière à permettre à tous d'accéder à l'estime sociale : à la reconnaissance. Les associations ont à ce titre une fonction essentielle pour donner corps à l'organisation collective, selon des principes démocratiques, et un référentiel d'engagement réciproitaire. Si les associations à la fonction plus politique sont en reflux, que celles qui existent travaillent moins entre elles : elles demeurent un acteur social central, qu'elles portent des projets festifs, culturels, sportifs, elles sont principalement encastrées dans le politique et permettent à tous de se retrouver, d'entretenir des liens, de pouvoir faire du commun.

La frontière haute, si elle ne regroupe qu'une minorité, laisse tout de même de grandes opportunités de coproduction de la norme à ceux qui le souhaitent sur tout une variété de sujet et mode d'engagement, au quotidien, occasionnellement, pour son quartier ou toute la ville. En chercher des formes exemplaires et idéales ce n'est pas oublier que ce qui existe déjà est remarquable et que les acteurs qui s'y engagent le font en connaissance de cause, ce qui montre un intérêt pour l'entretien de relations entre la sphère civile et la sphère institutionnelle. Que cette volonté de travail en commun existe est déjà une bonne chose en soi, et permet d'imaginer de nouvelles formes de relation.

Les relations et pratiques sociales qui existent dans ces espaces sont rendues possibles par l'existence d'un réseau mixte et dynamique de citoyen, qui souhaitent prolonger leur relations privées affectives dans des formes d'engagement multiples, d'entraide, de solidarité, basée sur un socle de valeurs entretenus : civique, de service public, d'égalité, de souci de l'autre, basé sur une certaine forme de naturel de l'agir collectif. Ce réseau est le cœur de ce qui permet à l'espace public et ses satellites d'exister, il convient de lui prêter une attention constante et surtout de s'assurer qu'il est traversé par de la confiance qui garantit son unité. Nous avons appris une chose durant ce travail, si l'on prête trop d'attention aux récits pessimistes, de déception, on conforte les acteurs dans l'idée que rien ne va plus. Quand on leur dit : mais regardez, moi je n'ai jamais connus ça, des gens qui s'engagent autant, à tous les niveaux, qui continuent à se rendre disponible à travailler en commun, à s'entraider dans ce contexte difficile. Que oui, ce n'est pas parfait mais c'est déjà exemplaire, et bien ça leur fait du bien et ça leur donne un peu de force et de conviction pour continuer à s'engager d'avantage. Il faut continuer, toujours, de dire que c'est bien, que c'est admirable, de se rappeler tout ce qui marche, ce qui donne espoir et les petites victoires, c'est une des choses dont les acteurs et le réseau ont le plus besoin. Mais il faut aussi prêter une grande attention, aux frustrations, aux déceptions, comme celles qui se montrent à grande échelle au sein de la mairie, et qu'une partie des directeurs, agents et élus ne semblent pas entendre, en le minorant sur le mode du "Il n'ont pas compris" " Ils exagèrent". Ces gens ont donné beaucoup d'engagement pour cette ville, ils en étaient des figures, et aujourd'hui s'en sentent délaissés, dépossédés. Plusieurs nous ont témoigné ne pas savoir combien de temps cela tiendrait encore, nous pensons qu'il y a urgence à proposer des espaces de médiation et de pédagogie. Nous nous sommes fait cette réflexion à plusieurs reprises, qu'il suffirait de mettre tout le monde autour de la table, et que chacun doit dire ce qui l'a blessé, que ce soit justifié et explicité par l'autre. Si ceux là abandonnent, alors qu'ils sont les plus proches du particularisme socio-politique porté, mais comment imaginer aller chercher de nouveaux habitants ? Peut-on imaginer porter des principes démocratiques nouveaux ? Des principes d'horizontalisme, lorsque l'on ne se les applique pas à soi-même ? Peut-être ces frustrations ne sont pas proportionnées, qu'elles ne touchent pas toute l'organisation, mais les cas extrêmes qui sont régulièrement convoqués se diffusent à tous, hors de la mairie et fracturent l'unité balnéolaïse qui existait jusqu'alors.

Ce qui se joue au sein du système politique, est sûrement plus important que tout ce que nous avons décrit jusqu'alors, l'enjeu majeur est celui du partage des richesses économiques, et du partage du travail. Le cadre matériel de l'action ne peut être ignoré, des "irréductibles" ne peuvent fonctionner éternellement dans un système qui contraint leur autonomie, leur revenus, sans "potion magique" ou quoique ce soit qui leur permette de résister. Mobiliser largement, politiser sera ici salutaire. Peut-être que certains dispositifs de participation ne sont matériellement pas très utiles, qu'ils détournent peut-être de ce qui sera fondamental pour la survie, non seulement des espaces domestiques où l'on vit dignement, pour l'existence des frontières de l'espace public, mais surtout pour la reconnaissance des catégories populaires dans l'ordre social. Les militants s'inquiètent à juste titre, car la prédation du système pour ceux qui sont isolés est sans limite. C'est peut-être dans la question du faire, dans l'invention de modes de vie et d'organisation collective que les répertoires d'action collective pourront renaître et permettre la structuration d'une force sociale capable de résister aux dynamiques économiques, politiques et sociales globales. Mais cette force, qui s'est structurée en Espagne autour du 3M, des indignés, devrait-elle être localisée ? Devrait-elle être institutionnalisée ? Le mouvement social ne devrait-il pas exister par lui-même pour pouvoir s'élever comme un contre modèle de société porteur de potentialités nouvelles ? Plutôt que de les enjoindre à participer dans des dispositifs institutionnels, ne vaudrait-il pas mieux pour les catégories populaires, et les classes moyennes, d'agir collectivement au sein d'un mouvement social, où elles pourront exprimer selon leur propre registre d'action, de valeur, de besoin, de conflit : leur demande et leur propositions sociales ? Et ainsi d'imposer aux institutions une orientation nouvelle, dont elles n'auront pas eu à concéder dans un processus de sacrifice et d'acculturation la plupart de la dimension transformatrice ?

Bibliographie :

ARENDRT H., « Condition de l'Homme moderne », *Calmann-Levy*, Paris, 1961

BACQUÉ M.-H., MECHMACHE M., 2013, « Pour une réforme radicale de la politique de la Ville - Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires », *Rapport remis au ministère délégué chargé de la ville*, juillet.

BLONDIAUX L., 2008 « Le nouvel esprit de la démocratie, actualité de la démocratie participative », *Editions du Seuil*, Paris.

BOULLAND P., 2014 « Ivry-Sur-Seine : Héritages et héritiers du communisme municipal », *Métropolitiques*, juillet.

CARREL M., 2013, « Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires », *ENS éditions*, Lyon.

CATTANI A.-D., LAVILLE J.-L., 2006 (1ère ed. 2005) « Dictionnaire de l'autre économie », *Desclée de Brouwer*, Paris.

CHARDEL P.-A., FRELAT-KAHN B., SPURK J. et AL., 2015, « Espace public et reconstruction du politique », *Presse des Mines*, Paris

- COURTEL Y., 2008, « La lutte pour la reconnaissance dans la philosophie sociale d'Axel Honneth », *Revue des sciences religieuses*, 82/1
- DACHEUX E., 2003, « Un nouveau regard sur l'espace public et la crise démocratique », *Hermès, La revue*, n°36, p 195-204
- FROMENTIN T., 2008, « Les territoires du débat citoyens : mises en scène urbaine » dans *Les constructions locales du politique, PUF*, Tour.
- GIUGNI M., PASSY F., 2005 « Récits, imaginaires collectifs et formes d'action protestataires. Une approche constructiviste de la contestation antiraciste », *Revue française de science politique*, Vol.55, p.889-918.
- HILLENKAMP I., LAVILLE J.L., 2013, « Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi », *Edition érès*, Toulouse
- LAFORE R. et AL. 2016 « Refonder les solidarités. Les associations au cœur de la protection sociale », *Dunod*, Paris.
- LAIGNEAU O., 2016, « Evaluation de la stratégie de participation des habitants, commune de Bagneux », *Rapport de l'INET*, octobre.
- MARTELLI R., 2014 « L'archipel urbain du PCF », *Métropolitiques*, juin
- MARTINACE, 2013, « Emmanuel Bellanger, Julian Mischi (dir.), Les territoires du communisme », *Lectures, les comptes-rendus*, juillet.
- MAZEAUD A., TALPIN J., 2010 « Participer pour quoi faire ? Esquisse d'une sociologie de l'engagement dans les budgets participatifs », *Sociologie*, vol.1, p.357-374
- MERKLEN D., 2009, « Quartiers populaires, quartiers politiques », *La dispute*, Paris.
- MISCHI J., 2015, « Qui sont les nouveaux dirigeants locaux du PCF ? Du permanent ouvrier au cadre territorial », *Métropolitiques*, février.
- MONBEIG M., 2007 « L'impossible démocratie participative », *pensée plurielle*, n°15, p.20-47
- ROULLEAU – BERGER L., 2003 « La production d'espaces intermédiaires », *Hermès, La revue*, n°36, p.147-156
- RENAHY N., 2010, « Classes populaires et capital d'autochtonie, genèse et usages d'une notion », *Regards sociologiques*, n°40, p. 9-26
- SAINTY J., 2012, « Le PCF entre ancrage local et déclin national : Le cas d'Echirolles. », *Métropolitiques*, avril.
- SUBRA P., 2014 «Municipales 2014 : la petite couronne bascule à droite et, avec elle, la future métropole de Paris », *Métropolitiques*, mai.